



RAPPORT

**DE LA QUARANTE ET UNIÈME
RÉUNION DU COMCEC**

COMCEC
Comité Permanent pour la Coopération
Économique et Commerciale de l'Organisation
de la Coopération Islamique

Adresse:

Bureau de Coordination du COMCEC

Necatibey Cad. 110/A

Ankara – TÜRKİYE

Tél : 90-312-294 57 10

Fax : 90-312-294 57 77 – 57 79

Website : <http://www.comcec.org>

e-mail : comcec@comcec.org

Bureau de Coordination du COMCEC
1-4 novembre 2025

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I		<u>Page</u>
	RÉSOLUTIONS DE L'OCI CONSTITUANT LA BASE ET GUIDANT LES ACTIVITÉS DU COMCEC	
I.	Résolution adoptée lors de la troisième conférence du sommet islamique établissant les comités permanents de l'OCI présidés par les Chefs d'État	6
II.	Communiqué final de la cinquième conférence du sommet islamique confiant la présidence du comité permanent de la coopération économique et commerciale au Président de la République de Türkiye	8
III.	Communiqué final de la treizième conférence du sommet islamique "Unité et solidarité pour la justice et la paix" République de Türkiye	9

PARTIE II		
	ORDRE DU JOUR, RÉOLUTION ET RAPPORT DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC	
I.	Ordre du Jour de la Quarante et unième Session du COMCEC	13
II.	Résolutions de la Quarante et unième Session du COMCEC	15
III.	Rapport de la Quarante et unième Session du COMCEC	33

ANNEXES		
1.	Liste des participants à la 41 ^{ème} Session du COMCEC	50
2.	Rapport de la 47 ^{ème} Réunion du Comité de Session	84
3.	Discours inaugural de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, à la session d'ouverture	90
4.	Discours de S.E. Dr. Hussein Ibrahim TAHA, secrétaire général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), à la session d'ouverture	99
5.	Discours de Dr. Muhammad Sulaiman AL JASSER, Président de la Banque Islamique de Développement (BID), à la session d'ouverture	102
6.	Discours de S.E. Abdullah bin Saleh Kamel, Président de la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD)	106
7.	Discours de M. Rifat HİSARCIKLIOĞLU, Président de l'Union des Chambres et des Bourses de Marchandises de Türkiye (TOBB) et Vice-Président de la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD).	110
8.	Discours de Clôture de S.E. Cevdet YILMAZ, Vice-Président de la République de Türkiye	113

9.	Recommandations politiques des réunions des groupes de travail du COMCEC	119
10.	Liste des documents de base considérés et/ou présenté à la quarante et unième session du COMCEC	138

P R E M I È R E P A R T I E

**RÉSOLUTIONS DE L'OCI SERVANT DE BASE
ET DE GUIDE AUX ACTIVITÉS DU COMITÉ PERMANENT POUR LA
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI**

I

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LA TROISIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET ETABLISSANT DES COMITÉS PERMANENTS DE L'OCI PRÉSIDÉS PAR LES CHEFS D'ÉTAT

Résolution No. 13/3-P (IS)

La Troisième Conférence Islamique au Sommet "Session de la Palestine et d'Al Qods" réunie à Mekka Al Mokarramah, Royaume d'Arabie Saoudite, du 19 au 22 Rabie Al Awwal 1401 H (25-28 janvier 1981),

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la proposition faite par sa Majesté le Roi HASSAN II, Président du Comité d'AL QODS, au sujet de la création de trois Comités présidés par les Rois et Chefs d'Etat Islamiques,

CONVAINCUE de la nécessité de consolider l'action Islamique conjointe dans les domaines scientifique, technologique, économique et commercial,

DESIRANT donner à l'information et à la culture un nouvel élan pour faire connaître à l'opinion publique internationale les problèmes fondamentaux de la nation Islamique surtout ceux d'AL QODS et de la Palestine et pour faire face à la campagne tendancieuse visant l'Islam et les musulmans ;

DECIDE :

1. De créer des Comités Permanents pour la Coopération scientifique et technologique, la coopération économique et commerciale et de l'information ;
2. Ces Comités sont chargés de suivre la mise à exécution des résolutions adoptées ou à adopter par la Conférence Islamique dans les domaines précités, d'étudier les moyens de consolider la coopération entre les Etats Islamiques dans ces domaines, d'élaborer les programmes et de faire les propositions susceptibles de consolider les capacités des Etats Islamiques à cet effet ;
3. Chaque comité se compose des représentants de dix pays, au niveau Ministériel, sous la présidence d'un Chef d'Etat Islamique ;

4. Les membres de ces comités sont élus par la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des Etats Islamiques pour un mandat de trois ans renouvelable ;
5. Ces comités se réunissent sur convocation de leur Président, ou de la majorité des Etats membres ; leurs réunions sont statutaires si la majorité y assiste.

II

**COMMUNIQUÉ FINAL
DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET
CONFIANT LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ PERMANENT POUR LA
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE À
S.E. KENAN EVREN,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TÜRKİYE**

Communiqué Final No. IS/4-84/E/DEC

"... La Conférence a décidé de confier à S.E. M. Kenan EVREN, Président de la République de Türkiye, la présidence du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale..." (Page 18, paragraphe 40)

III

COMMUNIQUÉ FINAL DE LA TREIZIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET : « UNITÉ ET SOLIDARITÉ POUR LA JUSTICE ET LA PAIX », RÉPUBLIQUE DE TÜRKİYE – İSTANBUL

(14-15 avril 2016)

OIC/13EME SOMMET 2016 / FC / FINAL

“... Nous nous félicitons des diverses initiatives tendant à élargir la coopération intra-OCI dans des secteurs tel que l’agriculture, la sécurité alimentaire, le tourisme, les transports et la finance Islamique. À cet égard, nous saluons le rôle crucial du COMCEC et de toutes les institutions de l’OCI dans la mise en œuvre des programmes et projets de l’OCI, notamment les cadres pour le tourisme, les transports et l’agriculture, ainsi que le projet de chemin de fer de l’OCI reliant Dakar à Port Soudan. Et saluons également l’initiative de Son Altesse le Prince de l’état du Koweït consistant à créer un fonds pour la vie décente à 100 millions de dollars américains dont ont bénéficié plusieurs Etats Islamiques pour soutenir leurs programmes de sécurité alimentaire.” (Page, 28 paragraphe 130)

“... Nous saluons également les efforts du COMCEC pour renforcer la coopération économique entre les Etats membres, en particulier l'entrée en fonction de l'institut de normalisation et de métrologie des pays Islamiques (SMIIC) le lancement de l'indexe 50 de la charia pour le S&P OIC/COMCEC, la création du forum des régulateurs des marchés des capitaux, la création du forum du tourisme du secteur privé OIC/COMCEC et du cadre de coopération dans le domaine du transport (document d'Izmir 2011). Nous demandons aux Etats membres de participer activement à ces programmes et projets développés sous les auspices du COMCEC.” (Page 28, paragraphe 131)

“.... Nous nous félicitons du rapport d’étape du COMCEC présenté par S.E. le Président Recep Tayyip Erdogan, président de la République de Türkiye et du COMCEC, et apprécions et saluons ses efforts méritoires et sa conduite éclairée du COMCEC pour en améliorer l’efficacité et en parfaire l’organisation institutionnelle. (Page 28, paragraph 132)

DEUXIÈME PARTIE

**ORDRE DU JOUR, RESOLUTION ET RAPPORT
DE LA QUARANTE ET UNIÈME RÉUNION DU COMCEC**

ORDRE DU JOUR
DE LA 41^{ÈME} SESSION DU COMCEC
(1-4 novembre 2025)

Original : Anglais



**ORDRE DU JOUR DE
LA 41^{ÈME} SESSION DU COMCEC
(1-4 novembre 2025)**

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2. Rapport sur la stratégie du COMCEC et sa mise en œuvre
3. Mise en œuvre de l'OCI-2025 : Programme d'action
4. Développements économiques mondiaux avec une référence spéciale aux états membres de l'OCI
5. Commerce intra-OCI
6. Renforcement du rôle du secteur privé dans la coopération économique
7. Approfondissement de la coopération financière
8. Amélioration des transports et des communications
9. Développement d'un secteur du tourisme durable et compétitif
10. Augmentation de la productivité du secteur agricole et maintien de la sécurité alimentaire
11. Allègement de la Pauvreté
12. Coopération sur la transformation numérique
13. Échanges de vues sur le « Développement et amélioration des stratégies d'exportation dans les pays membres de l'OCI »
14. Date de la 42^{ème} Session du COMCEC
15. Questions Diverses
16. Adoption des Résolutions

II

RESOLUTIONS

DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION

DU COMCEC

(İstanbul, Türkiye, 1-4 novembre 2025)

Original : Anglais

RÉSOLUTIONS
DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION
DU COMCEC

(İstanbul, Türkiye, 1-4 novembre 2025)

La Quarante et Unième Session Ministérielle du COMCEC (Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique) s'est tenue du 1 au 4 novembre 2025, à İstanbul.

Rappelant les résolutions pertinentes de la 15^{ème} Session de la Conférence du Sommet Islamique, tenue à Banjul, en Gambie, les 4 et 5 Mai 2024, qui a salué le rôle du COMCEC sous la présidence du Président de la République de Türkiye, en contribuant à la réalisation des objectifs de l'OCI dans le domaine économique et a hautement salué la mise en œuvre réussie du Statut révisé du COMCEC et de la Stratégie adoptée par la Quatrième Conférence du Sommet Islamique Extraordinaire ;

Rappelant également les résolutions pertinentes des Conférences du Sommet Islamique, du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères (CMAE) et du COMCEC, de la 4^{ème} Conférence Extraordinaire du Sommet Islamique, du Sommet Economique du COMCEC en 2009, de la 51^{ème} Session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et de la 40^{ème} Session du COMCEC ;

Réaffirmant l'engagement de tous les Pays Membres envers l'OCI-2025 : Programme d'Action adopté à la 13^{ème} Session de la Conférence Islamique au Sommet tenue les 14 et 15 avril 2016 à İstanbul, Türkiye et à la Stratégie du COMCEC adoptée par la 4^{ème} Conférence Islamique au Sommet extraordinaire tenue les 14 et 15 août 2012 à Makkah Al-Mukarramah;

Rappelant les objectifs et le mandat du COMCEC conformément aux résolutions pertinentes du Sommet Islamique et au Statut du COMCEC, y compris celui de servir de forum central permettant aux Pays Membres de débattre des questions économiques et commerciales communes ;

Prenant note des rapports sur l'état d'avancement, des documents de travail et des études sur les différents points de l'ordre du jour soumis par le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC), le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), du Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA), Centre du Travail de l'OCI (CT-OCI) de l'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI) et la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD);

Exprimant son appréciation aux Pays Membres pour avoir organisé des Conférences Ministérielles, des Réunions, des ateliers de travail, des foires et d'autres activités dans les domaines de coopération ;

Saluant les efforts déployés par le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC et les institutions de l'OCI œuvrant dans le domaine de la coopération économique et commerciale, notamment le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID, la SID, la SIFC, la SIACE, le FSID l'OISA, CT de l'OCI, l'INMPI et la CICD ;

1. **Rappelant** les résolutions pertinentes du Sommet Conjoint Extraordinaire Arabo-Islamique sur l'Agression israélienne contre le Peuple Palestinien du 11 novembre 2023 à Riyad et du 15^e Sommet Islamique tenu à Banjul les 4 et 5 mai 2024, **encourage** les États Membres à mettre pleinement en œuvre lesdites résolutions.
2. **Se félicitant** du cessez-le-feu à Gaza, il **appelle** à sa pleine mise en œuvre et souligne que la dynamique insufflée dans les négociations sur le cessez-le-feu devrait contribuer à la réalisation de la solution à deux États.
3. **Prend note du** plan d'intervention d'urgence élaboré par l'État de Palestine pour faire face aux répercussions de l'agression israélienne contre l'État de Palestine et au crime de génocide de masse perpétré par Israël dans la bande Gaza, et **invite** les États Membres, les agences de développement et les fonds nationaux compétents à soutenir le plan d'intervention d'urgence pour les secours et le redressement, en coordination avec le Gouvernement de l'État de Palestine.
4. **Appelle** les Pays Membres à prendre les mesures nécessaires pour exempter les biens et marchandises Palestiniens des droits de douane, droits et taxes d'effet similaire, sans restriction quantitatives ou qualitatives, ce qui aurait un effet positif sur le renforcement de la résistance du peuple palestinien sur leur propre territoire et sur les efforts de l'Etat Palestinien pour mettre un terme à l'occupation Israélienne.
5. **Invite** les États Membres et les parties concernées, dans le cadre de la réactivation du rôle de la République Arabe Syrienne, à soutenir et coordonner les efforts visant à orienter l'aide humanitaire et au développement, dont une partie est allouée à la reconstruction, d'une manière qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État Syrien et contribue au renforcement de la stabilité et à la réalisation d'un développement durable pour sa population.
6. **Saluant** les efforts déployés par les Pays Membres et les Institutions pertinentes de l'OCI pour la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC et des Recommandations Politiques Ministérielles, **invite** les Pays Membres à déployer tous les efforts dans la mesure du possible pour mettre en œuvre les Recommandations Politiques et tirer profit des installations et mécanismes actuels, en particulier des Groupes de Travail du COMCEC et des Programmes de Soutien aux Projets du COMCEC à savoir le Financement de Projets du COMCEC et le Programme Al Qods du COMCEC, et **demande** aux Institutions pertinentes de l'OCI de soutenir les Pays Membres à cette fin.

7. **Rappelant** les résolutions pertinentes de la Cinquante et Unième Session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères et **considérant** l'importance cruciale du renforcement des capacités institutionnelles et humaines de la République Arabe Syrienne, **se félicite** du Programme Syrie du COMCEC élaboré à cette fin.
8. **Se félicite** de la Réunion des Ministres Honorables et des Chefs de Délégation le 4 novembre 2025, en marge de la 41e Session du COMCEC, au cours de laquelle ils ont examiné les efforts de relèvement et de reconstruction en Syrie ainsi que les contributions potentielles des Pays Islamiques aux efforts de développement de la Syrie.
9. **Appelle** les Pays Membres à utiliser le Système de Suivi de la Politique du COMCEC pour soumettre les informations et données nécessaires sur la mise en œuvre des Recommandations de la Politique Ministérielle du COMCEC dans leurs pays respectifs et **demande** au BCC de faire régulièrement rapport sur le progrès de la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC aux Sessions du COMCEC, aux Réunions du Comité de Suivi et à d'autres forums pertinents de l'OCI.
10. **A exprimé** son appréciation au Secrétariat Général de l'OCI, au BCC, au SESRIC, au CIDC, au Groupe de la BID, au SIFC, au SIACE, à l'ICD, au SID, la FSID, à l'OISA, CT-OCI à l'INMPI et à la CICD pour leurs efforts en vue de la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC et des Recommandations Politiques Ministérielles.
11. **Soulignant** l'importance de la réalisation des objectifs fixés par l'OCI 2025: Programme d'Action et suivi actif de la section économique et commerciale du Programme par le COMCEC, et **saluant** les efforts de préparation visant à élaborer un Programme d'Action complet successeur, **demande** au Secrétariat Général de l'OCI de soumettre des rapports d'avancement complets à ce sujet aux Sessions Ministérielles du COMCEC et aux Réunions du Comité de Suivi.
12. **Prenant note des** difficultés rencontrées par le Secrétariat Général de l'OCI et le SESRIC pour recueillir les informations et les données nécessaires à la préparation du rapport d'étape sur le Programme d'Action de l'OCI-2025, **demande** aux États Membres de fournir au SESRIC les données les plus récentes et les informations pertinentes en temps opportun en répondant au questionnaire diffusé par le SESRIC, et **invite** les États Membres à participer activement au processus en cours pour élaborer un nouveau Programme d'Action de l'OCI pour 2026-2035 et à contribuer à cet effort en fournissant leurs contributions respectives, y compris les priorités et les objectifs stratégiques.
13. **Prenant note également** des conclusions du rapport du SESRIC intitulé "Perspectives Économiques de l'OCI 2025 : Les Voies vers la Stabilité face aux Impacts Tarifaires », qui fournit une évaluation approfondie de l'environnement macroéconomique mondial et **reconnaît** les défis et les opportunités importants que présentent ces changements de politique commerciale, **encourage** les États Membres à élaborer des stratégies globales pour atténuer les risques induits par les droits de douane et tirer parti des nouvelles opportunités en diversifiant les marchés et les produits d'exportation ; en renforçant la résilience et la compétitivité de la chaîne d'approvisionnement ; favorisant l'investissement dans les infrastructures liées au commerce et le développement des compétences ; promouvant l'intégration économique régionale et le commerce intra-OCI ; et créant un environnement favorable pour attirer les investissements, notamment dans les secteurs manufacturier et des ressources critiques ; et **charge** le SESRIC de continuer

à surveiller l'évolution de la conjoncture économique mondiale et ses implications pour les Pays Membres ainsi que de continuer à en rendre compte aux sessions annuelles du COMCEC.

14. **Rappelant** les résolutions pertinentes des Sessions du COMCEC, **demande** aux Pays Membres, qui ne l'ont pas encore fait, de signer et de ratifier les accords dans le domaine économique pour approfondir la coopération économique et commerciale parmi les Pays membres de l'OCI.
15. **Considérant** l'importance d'un système commercial multilatéral équitable pour la croissance durable des pays, **salue** les efforts déployés par les États Membres de l'OCI, également États Membres de l'OMC, en vue de réformes équilibrées et justes de l'OMC, afin de renforcer le système commercial multilatéral.
16. **Prenant note** de l'assistance technique actuellement fournie par les États Membres de l'OCI à l'OMC aux Pays Non Participants dans le cadre de leurs démarches d'adhésion, **prie** la BID et l'CIDC de poursuivre leur assistance technique aux États membres dans le cadre des négociations commerciales multilatérales et de coordonner la position des États Membres au sein de l'OMC.
17. **Accueille avec satisfaction** la demande du Royaume d'Arabie saoudite d'accueillir la 15^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC en 2028 en Arabie saoudite.
18. **Rappelant** les résolutions pertinentes de la 40^{ème} Session du COMCEC et **saluant** les efforts déployés en vue de la mise en œuvre effective du SPC-OCI, entré en vigueur le 1^{er} Juillet 2022, il **prie** les États Participants qui ne l'ont pas encore fait de finaliser leurs procédures internes et **invite** les Pays Membres qui n'ont pas encore signé ou ratifié les Accords TPS-OCI à le faire dès que possible et à accomplir les autres formalités d'adhésion au Système.
19. **Rappelant** les décisions de la Troisième Réunion Ministérielle du Comité National Technique du SPC-OCI, organisée par la République de Türkiye les 10 et 11 juin 2024 à İstanbul, et de la 40^{ème} Session Ministérielle du COMCEC demandant la poursuite de l'examen technique en 2025 afin d'approfondir l'éventuelle extension du SPC-OCI par une couverture de produits accrue et de nouvelles disciplines, **se félicite** des décisions prises lors de la réunion du TNC des 1^{er} et 2 octobre 2025 au niveau des négociateurs en chef, et en particulier de sa décision, en vue d'explorer les possibilités d'extension du SPC-OCI, d'engager des discussions préliminaires sur les difficultés de mise en œuvre du PRETAS, les domaines et objectifs d'extension possibles, les considérations juridiques et les questions institutionnelles.
20. **Exprimant sa gratitude** à la République de Türkiye pour s'être portée volontaire pour accueillir la prochaine réunion du CNC les 3 et 4 février 2026, **appelle** les Pays Membres de l'OCI qui ont signé et ratifié l'Entente-cadre SPC-OCI à participer à cette importante réunion et **invite** les autres Pays Membres intéressés qui ne sont pas parties à l'Entente-cadre à y participer en tant qu'observateurs.
21. **Prenant note avec satisfaction** de l'organisation d'ateliers, de webinaires, de formations, de salons, d'expositions et de forums organisés par le CIDC et les institutions des pays partenaires dans le domaine du commerce, **demande** aux Pays Membres de continuer à fournir au CIDC des données statistiques relatives au commerce, aux investissements et à la réglementation.

22. **Apprécie** les activités de financement du commerce, de promotion, de développement et de renforcement des capacités de la SIFC et la mobilisation de fonds du marché international aussi bien que des partenaires de développement pour financer les opérations de financement du commerce dans les Pays membres, contribuant ainsi à l'achèvement de l'objectif de 25 pour cent de commerce intra-OCI.
23. **Demande** à la SIACE, en coopération avec le SESRIC, au CIDC et la CICD, de poursuivre ses efforts pour achever les préparations techniques en vue du lancement du Programme OBIC (Programme du Centre de Veille Stratégique de l'OCI), et de soumettre régulièrement des rapports d'avancement relatifs à l'OBIC aux Sessions Ministérielles du COMCEC et aux Réunions du Comité de Suivi.
24. **Saluant les efforts** déployés par l'INMPI dans les domaines de la normalisation, de l'accréditation et de la métrologie, et **prenant note** de leur impact positif sur la facilitation des échanges et le renforcement des capacités, il **invite** les Pays Membres à adopter et à utiliser les normes OCI/INMPI comme normes nationales afin de contribuer à l'harmonisation des normes et à la réduction des obstacles techniques au commerce entre les Pays Membres, et il **invite** les Pays Membres utilisant les normes OCI/INMPI à les adopter officiellement conformément aux directives d'adoption du INMPI.
25. **Encourage** les Pays Membres à utiliser les installations de la CICD en vue d'échanger des connaissances, de partager les meilleures pratiques et de renforcer les réseaux qui développent les capacités du secteur privé et dynamisent le commerce intra-OCI.
26. **Reconnaissant** le rôle important du Centre d'Arbitrage de l'OCI, en tant qu'institution affiliée à la CICD pour le règlement des différends, **appelle** les Pays Membres à encourager la participation active aux activités du Centre d'Arbitrage de l'OCI en vue d'utiliser les services fournis par le Centre à ceux qui en font la demande.
27. **Prenant en considération** le rôle crucial du financement du secteur privé dans la mobilisation des investissements privés et l'assurance d'une croissance économique durable des Pays Membres, **salue** la SID pour ses efforts dans la promotion du développement du secteur privé et l'aide au progrès économique des États Membres de l'OCI en offrant un soutien financier et des services de conseil au secteur privé et **invite** les Pays Membres à utiliser davantage les installations de la SID à travers des projets concrets visant à créer la concurrence, l'esprit d'entreprise et les opportunités d'emploi.
28. **Prenant note avec satisfaction** des efforts déployés dans le cadre du Programme PME du COMCEC, **invite** les Pays Membres intéressés et les institutions compétentes de l'OCI à participer activement aux activités qui seront menées dans le cadre de ce programme au cours de la période à venir.
29. **Appelle** les Pays Membres à soutenir la promotion du Fonds International Shariah OCI/COMCEC, qui comprend des actions de l'Indice Shariah OCI COMCEC 50, développé sous la coordination du Forum des Échanges de l'OCI auprès des investisseurs et de la communauté financière dans leurs pays respectifs.
30. **Demande** au Secrétariat du Forum des Échanges de l'OCI de compléter les préparations techniques sur le Projet d'Échange d'Or de l'OCI, basé sur le modèle de la chaîne de blocs, en coopération avec les Banques Centrales des Pays Membres intéressés.
31. **Salue** l'implication de 14 Pays Membres auprès de la Plateforme Electronique Immobilière du COMCEC dans le cadre du Forum de Réglementation Des Marchés De

Capitaux, **demande** au Secrétariat du Forum d'accélérer les travaux juridiques, administratifs et techniques nécessaires pour disposer d'une Plateforme Electronique Immobilière à part entière, et **invite** les Pays Membres qui ne l'ont pas encore fait, à identifier leurs organismes agréés ainsi qu'à les notifier au Secrétariat du Forum.

32. **Réitère** l'importance du projet de Chemin de Fer Port Dakar - Soudan et la nécessité de réactiver les réunions des Pays Membres intéressés, du Secrétariat général de l'OCI, de la BID et des autres institutions compétentes de l'OCI sur cet important projet visant à améliorer la circulation des personnes et des biens entre les Pays Membres Africains de l'OCI.
33. **Se félicite** de l'offre de la République de Türkiye d'accueillir la 2^{ème} Conférence Ministérielle de l'OCI sur les transports les 11 et 12 février 2026, et **prie** les États Membres de participer activement à cette Conférence importante.
34. **Se félicite** du succès de la 6^{ème} Session de la Conférence Islamique des Ministres du Travail qui s'est tenue les 15 et 16 octobre 2025 à Doha (Qatar), **prie** les Pays Membres et les institutions compétentes de l'OCI de poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de ses résolutions.
35. **Rappelant** la désignation du 11 décembre comme *Journée de la Sécurité Alimentaire de l'OCI*, et **prie** l'OISA, en collaboration avec les États Membres intéressés et les institutions compétentes de l'OCI, d'organiser des activités pour la large célébration de cette journée dans toute la région de l'OCI.
36. Exprimant sa gratitude au SESRIC pour ses efforts dans la mise en œuvre de la Feuille de Route Stratégique 2020-2025 de l'OCI-EFTP, demande au SESRIC de préparer la nouvelle Feuille de Route Stratégique de l'OCI-EFTP pour 2026-2030 tout en continuant à fournir des mises à jour régulières sur les progrès réalisés tant aux Sessions du COMCEC qu'aux Réunions du Comité de Suivi afin d'assurer une mise en œuvre réussie continue du Programme de l'OCI-EFP.
37. Saluant les efforts du SESRIC dans la conduite des rapports annuels sur le progrès vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) prioritaires dans les Pays Membres de l'OCI et la soumission aux Sessions Ministérielles du COMCEC sur une base régulière, demande au SESRIC de poursuivre la mise en œuvre d'activités de formation statistique avec un focus sur les ODD prioritaires au profit des Bureaux Nationaux de Statistique (BNS) et les composantes pertinentes des systèmes statistiques nationaux des États Membres dans le cadre de son Programme de Renforcement des Capacités Statistiques (StatCaB).
38. **Prend acte** des efforts déployés par le SESRIC, en sa qualité de Secrétariat, dans le cadre du Réseau des Institutions de Sécurité Sociale de l'OCI (OCI-SSNET), du Réseau des Services Publics de l'Emploi de l'OCI (OCI-PESNET) et du Réseau des Agences de Soutien aux Petites et Moyennes Entreprises de l'OCI (OCI-SMENET), ainsi que dans le cadre du Réseau de l'OCI pour la Sécurité et la Santé au Travail (OCI-OSHNET), et **invite** les Pays Membres à participer activement aux activités de ces réseaux et à y contribuer.

39. **Rappelant** les résolutions pertinentes des sessions ministérielles du COMCEC, **prie** le Groupe BID de soumettre un rapport sur la mise en œuvre du FSID ainsi que le rapport d'évaluation du PDDE à la 42^e Session Ministérielle du COMCEC et à la 42^e Réunion du Comité de suivi du COMCEC.
40. **Prenant note avec satisfaction** des efforts déployés dans le cadre du Forum de Haut Niveau du COMCEC sur la Transformation Numérique pour favoriser l'échange d'expériences entre les Pays Membres en matière de transformation numérique, **invite** les Pays Membres intéressés et les institutions compétentes de l'OCI à participer activement aux activités qui seront menées dans le cadre du Forum au cours de la période à venir.
41. **Accueille** favorablement les recommandations politiques de la 25^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce, qui a servi de réunion préparatoire pour la Session Ministérielle d'Échange de Vues, sur « Développement / Amélioration des Stratégies d'Exportation dans les États membres de l'OCI » tenue virtuellement les 22-23 septembre 2025, et **appelle** les Pays Membres à mettre en œuvre ces recommandations et à faire rapport du progrès par le biais du Système de Suivi des Politiques du COMCEC.
42. **Décide de** « Développement / Amélioration des Stratégies d'Exportation dans les États membres de l'OCI » comme thème pour la Session des Échanges de Vue à la 42^{ème} Session du COMCEC et **demande** au Groupe de Travail sur le Commerce du COMCEC lors de sa 27^{ème} Réunion, en coopération avec les Institutions de l'OCI concernées, de venir avec des recommandations concrètes de politique sur ce sujet et de les rapporter à la 42^{ème} Session du COMCEC.
43. **Élit** l'État du Koweït, l'Azerbaïdjan et la Gambie comme vice-présidents du Bureau du COMCEC, représentant respectivement les régions Arabe, Asiatique et Africaine, et la République Islamique du Pakistan comme rapporteur, pour une prise de fonction à compter de la 42^{ème} Réunion du Comité de Suivi du COMCEC ; suite à cette élection, la composition du Comité de Suivi est la suivante :

Pays	Statut
République de Türkiye	Président (permanent)
Etat de Palestine	Vice-Président (Permanent)
Royaume de l'Arabie Saoudite	Vice-Président (Permanent)
État du Koweït	Vice-Président (représentant la région Arabie)
Azerbaïdjan	Vice-Président (représentant la région Asie)
La Gambie	Vice-Président (représentant la région Afrique)
État du Qatar	Membre du Bureau précédent
Brunei Darussalam	Membre du Bureau précédent

Sénégal

Membre du Bureau précédent

République Islamique du Pakistan Rédacteur

44. **Décide** que la 42^e Réunion du Comité de Suivi aura lieu le 12 et le 13 mai 2026 et la 42^e Session du COMCEC se tiendra le 31 octobre et le 3 novembre 2026, en Türkiye.

**RÉSOLUTIONS SUPPLÉMENTAIRES DE
LA 41^{ème} SESSION MINISTÉRIELLE DU COMCEC**

1. **Accueille** le Rapport sur la Mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC soumis par le BCC, soulignant les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie et **félicite** les Pays Membres et les Institutions de l'OCI pour leurs précieuses contributions à la mise en œuvre de la Stratégie.
2. **Se félicite également** du 13^e Appel à Propositions de Projets lancé par le BCC en octobre 2025 dans le cadre du financement des projets du COMCEC.
3. **Se félicite** du succès de la 12^e Réunion Annuelle de Coordination des Points Focaux du COMCEC, qui s'est tenue les 25 et 26 juin 2025 et a permis de définir les thèmes des groupes de travail pour les années à venir.
4. **Prenant note avec appréciation** du rapport présenté par le Secrétariat Général de l'OCI sur la mise en œuvre de la composante économique et commerciale de l'OCI-2025 : Programme d'Action, **appelle** les Institutions pertinentes de l'OCI à participer à la 9^{ème} Réunion Annuelle de Coordination des Institutions de l'OCI (ACMOI) les 10 et 11 décembre 2025, à Djeddah, Siège Social de l'OCI.
5. **Prenant note avec appréciation** de la convocation des 24^e et 25^e Réunions du Groupe de Travail sur le Commerce du COMCEC tenues respectivement le 21 avril 2025 et les 22-23 septembre 2025, avec le thème de « Développement / Amélioration des Stratégies d'Exportation dans les États membres de l'OCI », **se félicite** de ses recommandations politiques.
6. **Reconnaissant** les défis auxquels la Palestine est confrontée et la nécessité de mesures de soutien, **invite** les Pays Membres à soutenir les entreprises Palestiniennes, en particulier les petites et moyennes entreprises, à renforcer leur capacité d'exportation.
7. **Invite** les États Membres et les institutions compétentes de l'OCI à soutenir la Palestine par le biais de programmes de renforcement des capacités dans les secteurs du tourisme, de la finance, des transports et de la logistique.
8. **Se félicite** des activités organisées par le BCC, le SESRIC, le CIDC, le groupe de la BID, la SIFC, la SIACE, la SID, l'OISA, l'INMPI, le CT-OCI et la CIGD dans leurs domaines de compétence, alignées sur la Stratégie du COMCEC depuis la 40^e Session du COMCEC.
9. **Félicite** SESRIC pour son engagement continu à préparer des rapports techniques et des études de recherche sur diverses questions socio-économiques pertinentes pour les conférences et réunions de l'OCI, en particulier les Conférences Ministérielles Sectorielles et les Sessions des Comités Permanents, et **exprime sa reconnaissance** pour les rapports et études de recherche spécifiques menés par SESRIC depuis la 40^{ème} Session du COMCEC, qui abordent des domaines pertinents tels que le commerce international et les impacts tarifaires, les marchés du travail et l'emploi, la sécurité alimentaire et hydrique, la coopération financière et la réduction de la pauvreté.
10. **Félicitant** le SESRIC pour la mise en œuvre d'une gamme complète de programmes de renforcement des capacités et d'activités de formation dans divers domaines socio-économiques, cruciaux pour les besoins des Pays Membres de l'OCI, **et prend note avec appréciation** de la mise en œuvre de 119 activités de renforcement des capacités depuis la 40^{ème} Session du COMCEC, qui ont été spécifiquement conçus pour servir la mise en

œuvre des Recommandations Politiques Ministérielles du COMCEC ainsi que de la Stratégie du COMCEC.

11. **Salue** les efforts déployés par le SESRIC et la Banque Islamique de Développement (BID) pour co-organiser la 14^{ème} Session de la Commission Statistique de l'OCI (OCI-StatCom), qui a servi de plateforme aux Chefs des Offices Nationaux des Statistiques (ONS) des États Membres de l'OCI pour débattre des questions statistiques émergentes aux niveaux national, régional et mondial sous la présidence de la République de la Türkiye, et **se félicite** des résultats de la Session tenue à Ankara, qui a notamment abordé les transitions énergétiques fondées sur les données, la modernisation des ONS grâce à la numérisation et les indicateurs de l'ODD 4 (Enseignement de Qualité).
12. **Salue** les efforts de l'Indonésie et de l'INMPI pour la mise en œuvre réussie des projets commerciaux suivants en 2025 dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC :
 - Le projet intitulé « Renforcement des Normes Relatives aux Abattoirs en Matière de Conformité Halal et de Sécurité Alimentaire » est actuellement mis en œuvre par l'Indonésie, en partenariat avec la Türkiye et l'INMPI.
 - Le projet intitulé « Renforcement des Capacités des Laboratoires De Métrologie Pour Une Infrastructure De Qualité Améliorée », mis en œuvre par l'INMPI en partenariat avec le Soudan, l'Ouganda et la Türkiye.
13. **Se félicite** pour l'organisation réussie de la 5^{ème} Edition de l'OCI Health Expo, qui s'est tenue du 15 au 19 avril 2025 à Dakar, par la République du Sénégal et l'CIDC, sur le thème : « La santé, un levier de développement économique dans les pays membres de l'OCI », et **invite** les Pays Membres à participer activement aux activités suivantes :
 - Le Forum d'Investissement de l'OCI en Afrique et la 2e Exposition du Coton, du Textile et du Cuir des États Membres de l'OCI, qui se tiendront du 2 au 4 décembre 2025 à Bamako, au Mali.
 - La 2e Exposition de l'Artisanat Commercial des États Membres de l'OCI, qui se tiendra du 18 au 28 décembre 2025 à Casablanca, au Maroc.
 - Séminaire sur les préparations de la 14e Réunion Ministérielle de l'OMC (CM14) planifiée pour mars 2026 au Cameroun, en janvier 2026.
 - L'exposition « Expo de Tourisme Utalii Afrique », qui se tiendra du 25 au 27 juin 2026 à Kampala, en Ouganda.
14. **Saluant** les efforts déployés par le BCC et l'CIDC en tant que Secrétariat du Comité des Négociations Commerciales (CNC) pour superviser les négociations commerciales et renforcer les capacités relatives à l'Accord-cadre sur le Système de Préférences Commerciales entre les Pays Membres de l'OCI, le Secrétariat du CNC est prié de poursuivre ses activités de sensibilisation au SPC-OCI et à son impact sur le secteur privé, au bénéfice des Pays Membres de l'OCI, au cours de la période à venir.
15. **Appelle** les pays de l'OCI membres de l'OMC à aider les pays de l'OCI non membres de l'OMC dans leur processus d'adhésion à l'OMC, et **appelle également** les États Membres et les institutions pertinentes de l'OCI à apporter leur soutien aux États Membres qui ont besoin d'une assistance technique sur les pratiques de facilitation du commerce en vue de la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la Facilitation du Commerce.
16. **Prend note avec satisfaction** des fonds mobilisés par l'SIFC auprès des banques et institutions financières partenaires, qui ont atteint 4,2 milliards de dollars US en 2024, soit une augmentation de 22,75 % par rapport aux 3,4 milliards de dollars US de 2023 ;

les approbations de financement du commerce de l'SIFC pour 2024 ont atteint 7,3 milliards de dollars US, soit une augmentation de 6 % par rapport aux 6,9 milliards de dollars US de 2023 ; et que les décaissements de financement du commerce s'étaient élevés à 6,6 milliards de dollars US en 2024, ce qui représente une augmentation de 9 % par rapport aux 6,0 milliards de dollars US enregistrés en 2023.

17. **Prend note des** initiatives de promotion du commerce et de renforcement des capacités mises en œuvre par l'SIFC dans le cadre de ses divers programmes phares, notamment le Programme de Pont Commercial Arabo-Africain (AATB) et l'Aide aux Initiatives Commerciales pour les États Arabes (AFTIAS).
18. **Salue** les efforts déployés par l'SIFC pour le lancement de projets liés au commerce dans le cadre du programme Trade Connect Central Asia+ (TCCA+), en consultation avec les Pays Membres de l'OCI suivants : L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la République Kirghize, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, dans le but de faciliter le commerce transfrontalier, l'accès aux marchés et de promouvoir le commerce et les investissements entre eux et avec le reste du monde.
19. **Salue également** les solutions commerciales intégrées de l'SIFC, qui consistent à offrir une assistance technique en matière de commerce ainsi que des produits financiers aux pays membres, dans le but de maximiser l'impact des solutions commerciales de l'SIFC sur le développement, ainsi que les efforts déployés par l'SIFC pour son programme mondial pour les PME, visant à améliorer l'accès au crédit et aux marchés internationaux pour les PME, en partenariat avec les banques locales et les institutions de soutien aux PME dans les pays bénéficiaires.
20. **Prenant acte** du Rapport D'étape présenté par l'SIACE sur le Programme de Renseignements Commerciaux de l'OCI (OBIC), et des efforts déployés par l'SIACE et ses partenaires pour l'organisation de deux Programmes De Renforcement Des Capacités à destination des utilisateurs de l'OBIC à Djeddah (Arabie saoudite) et à Istanbul (Türkiye), ainsi que d'un troisième programme à Jakarta (Indonésie) en février 2025, et prenant également acte des dispositions nécessaires à l'organisation du quatrième programme de renforcement des capacités au Maroc au cours du quatrième trimestre 2025, qui sera accueilli par l'CIDC.
21. **Prenant acte avec satisfaction** des performances des opérations de l'SIACE en 2024, avec un volume d'affaires assurées s'élevant à 12,9 milliards de dollars US, contre 13,3 milliards de dollars US en 2023, et prenant également acte du volume d'affaires assurées au cours du premier semestre 2025, qui s'est élevé à 7,71 milliards de dollars US.
22. **Prend note** du rôle de l'SIACE dans le soutien apporté aux activités intra-OCI assurées (commerce et investissements) à hauteur de 5,968 milliards de Dollars US en 2024 et de 3,764 milliards de dollars US au cours du premier semestre 2025.
23. **Salue également** les efforts de l'INMPI pour mener à bien les activités suivantes dans son domaine de compétence ;
 - Formation virtuelle sur la norme OCI/INMPI 50-1:2022 « Exigences générales relatives aux produits pharmaceutiques halal », les 27 et 28 janvier 2025,
 - Formation virtuelle sur les « Techniques Avancées De Transformation Des Aliments Halal », les 19 et 20 février 2025,
 - Webinaire sur « L'amélioration de la Réglementation Relative À La Protection Des Consommateurs En Matière De Normes Et De Sécurité », le 27 février 2025,
 - Formation sur « Les Normes Et Les Essais Des Produits Halal OCI/INMPI », du 12 au 16 mai 2025 à Tachkent (Ouzbékistan),

- Webinaire sur la 2^{ème} Journée Mondiale Des Normes Halal, le 16 mai 2025,
 - Formation virtuelle sur « L'Évaluation de la Conformité OCI/INMPI 34:2020 » les 7 et 8 juillet 2025,
 - Formation virtuelle sur la « Gélatine Alimentaire Halal OCI/INMPI 22:2021 » les 21 et 22 juillet 2025,
 - Formation virtuelle sur le « Système de Gestion De La Chaîne D'approvisionnement Halal OCI/INMPI 17-1&2:2020 » du 11 au 13 août 2025,
 - 2^{ème} Formation Virtuelle Privée sur les « Cosmétiques Halal OCI/INMPI 4:2018 » les 8 et 9 septembre 2025,
 - Projet de « Renforcement Des Capacités des Laboratoires De Métrologie » du 9 au 11 septembre 2025 à Kampala (Ouganda) et les 1er et 2 octobre 2025 à Gebze (Türkiye),
 - 14^{ème} Réunion De La Semaine Des Comités Techniques et Réunion INMPI/CCA du 22 au 26 septembre 2025 à Kuala Lumpur, en Malaisie.
24. **Prend note avec satisfaction** de la publication de 22 nouvelles normes, portant à 79 le nombre total de normes OCI/INMPI, contribuant ainsi à l'avancement et à l'harmonisation des pratiques de l'industrie.
25. **Soulignant** l'importance d'un Accord de Reconnaissance Multilatéral (ARM) efficace entre les organismes nationaux d'accréditation halal des Pays Membres de l'OCI par l'IFHAB, conformément aux normes OCI/INMPI définies dans l'Infrastructure Mondiale De La Qualité Halal de l'OCI (OHAQ), **demande** une accélération des efforts déployés en ce sens.
26. **Remercie** la République de Türkiye d'accueillir l'Exposition Halal d'Istanbul 2025 et le 11^{ème} Sommet Mondial Du Halal qui se tiendront à Istanbul, en Türkiye, du 26 au 29 novembre 2025, en collaboration avec l'INMPI et l'CIDC, et **invite** les Pays Membres à participer activement à ces événements.
27. **Invite** les États Membres et les entités pertinentes du secteur privé à soutenir activement la CIDC dans l'organisation de forums spécifiques au secteur et la promotion de l'économie Numérique, de l'Agriculture Durable, du Tourisme Durable, de l'Économie Islamique, de l'Économie Halal, de l'Investissement et du Développement de l'Entrepreneuriat en tant que moteurs stratégiques pour renforcer le commerce intra-OCI, améliorer la compétitivité du secteur privé, favoriser l'innovation et promouvoir une croissance économique durable à travers l'OCI, au moyen des initiatives suivantes de la CIDC :
- Série Meilleur de l'entrepreneuriat, Asie, qui sera tenu le 23 septembre 2026,
 - Série Meilleur de l'entrepreneuriat, Afrique, qui sera tenu les 1ers et 2 avril 2026,
 - Forum du Tourisme Durable, Pakistan, qui sera tenu les 21 et 22 janvier 2026,
 - Forum sur l'investissement dans l'agriculture durable, Azerbaïdjan, qui sera tenu du 5 au 8 mai 2026,
 - Forum pour l'Investissement dans l'économie numérique, Amman, Jordanie, qui sera tenu les 21 et 22 septembre 2026.
28. **Encourage** les entités du secteur privé de l'OCI à participer aux programmes de l'Académie de Formation de la CIDC (ICTA) afin de bénéficier d'opportunités de renforcement des capacités dans les domaines de la finance, de l'entrepreneuriat, de la gestion des entreprises familiales et de la transformation numérique, ce qui permettra d'augmenter la sensibilisation et de renforcer les connaissances et les compétences du secteur privé de l'OCI afin de mieux s'adapter aux défis économiques et technologiques.

29. **Prend note** des efforts déployés par l’CICD en vue de renforcer les capacités sectorielles et de favoriser la croissance du secteur privé dans les pays membres de l’OCI.
30. **Se félicite** de la tenue, par l’CICD, du Sommet des chefs d’entreprise de l’OCI 2025, sur le thème « Le Secteur Privé, Partenaire Stratégique Du Développement Durable », le 2 novembre 2025 à Istanbul, en marge de la 41e Session du COMCEC.
31. **Salue** les efforts de coopération dévoués de l’SID pour développer plus de 10 transactions conjointes d’une valeur de plus de 550 millions USD où l’SID s’est associée à l’SIFC et à l’SIAACE en 2025.
32. **Prend note avec appréciation des** efforts de la SID (Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé) pour promouvoir le développement du secteur privé, y compris les lignes de financement, le financement direct et les projets d’équité dans les États membres de l’OCI, grâce à une approbation et une allocation de décaissement respectives de plus de 550 millions USD et 500 millions USD en 2025.
33. **Prenant note avec satisfaction** de l’organisation des 23^e et 24^e Réunions du Groupe de Travail sur la Coopération Financière du COMCEC, qui se sont tenues respectivement les 22 avril 2025 et 17-18 septembre 2025, sur le thème « Promouvoir des Instruments Financiers Islamiques Durables et Respectueux de l’Environnement pour Lutter contre les Effets Négatifs du Changement Climatique et des Catastrophes Naturelles dans les Pays Membres de l’OCI », **accueille** favorablement ses recommandations politiques.
34. **Félicite** le Bénin et la Sierra Leone pour la mise en œuvre réussie des projets suivants dans le domaine de la coopération financière en 2025, dans le cadre du financement des projets du COMCEC :
- Le projet intitulé « Partage D’expériences Dans La Conception D’un Cadre Juridique Pour La Création D’une Unité De Pilotage De La Finance Islamique », mis en œuvre par le Bénin en partenariat avec la Malaisie,
 - Le projet intitulé « Renforcement des Capacités pour le Développement des Systèmes de Paiement Numériques dans le Secteur Financier », mis en œuvre par la Sierra Leone en partenariat avec la Gambie et le Nigeria.
35. **Se félicite** de la convocation de la 19^e Réunion du Forum des Échanges de l’OCI le 23^{ème} septembre 2025 et de l’offre de Borsa Istanbul, en tant que Secrétariat du Forum des Échanges de l’OCI, d’accueillir la 20^e Réunion du Forum en 2026, et **invite** les Pays Membres à participer activement aux activités organisées dans le cadre de ce Forum.
36. **Félicitant** les efforts du SESRIC dans l’organisation des activités de formation et de renforcement des capacités sur divers aspects techniques et réglementaires liés au travail des bourses, **demande** au SESRIC, en collaboration avec le Secrétariat du Forum des Bourses de l’OCI, d’organiser de telles activités au profit des bourses et des autorités nationales pertinentes dans les États Membres dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités des Bourses du SESRIC (SE-CaB).
37. **Saluant** également les efforts déployés par les Groupes de Travail du Forum des Régulateurs du Marché des Capitaux du COMCEC, à savoir le renforcement des capacités, le développement du marché, la finance Islamique, la culture financière et la durabilité, **se félicite** de la convocation de la 14^{ème} Réunion du Forum le 15 octobre 2025 et de l’offre du Conseil des Marchés des Capitaux (CMB) de la République de Türkiye, en tant que Secrétariat du Forum, d’accueillir la 15^{ème} Réunion du Forum CMR du COMCEC, en 2026, et invite tous les Pays Membres à participer activement à cette Réunion.

38. **Se félicite** de la convocation de la 7^e Réunion du Forum des Banques Centrales de l'OCI-COMCEC les 28-29 septembre 2025, à Istanbul, et de l'offre de la Banque Centrale de la République de Türkiye en tant que Secrétariat du Forum, d'accueillir sa 8^e Réunion en 2026, et **invite** les Pays Membres à participer activement à cette Réunion.
39. **Félicitant** les programmes de formation et de renforcement des capacités, en particulier sur les banques et les finances Islamiques, la monnaie numérique des banques centrales (CBDC), la politique monétaire et la Chaîne de Valeur Halal organisés par le SESRIC au profit des Banques Centrales et des Autorités Monétaires des États Membres, **demande** au SESRIC de continuer à organiser de telles activités, en particulier sur le développement de la finance sociale islamique, au profit des institutions nationales pertinentes des États Membres dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités des Banques Centrales (CB-CaB).
40. **Reconnaissant** les efforts déployés par le SESRIC pour organiser diverses activités de renforcement des capacités au profit du Sénégal dans le domaine du tourisme, en commémoration de la désignation de Dakar comme Ville du Tourisme 2025 de l'OCI, **demande** au SESRIC de continuer à mener des activités de formation dans ce domaine au profit des pays membres.
41. **Prend note avec satisfaction** de l'organisation des 24^e et 25^e Réunions du Groupe de travail du COMCEC sur les Transports et les Communications, qui se sont tenues respectivement les 24 avril 2025 et 17-18 septembre 2025, sur le thème « Améliorer et Maintenir l'Accessibilité Rurale dans les Pays Membres de l'OCI », et **accueille favorablement** ses recommandations politiques.
42. **Salue** les efforts déployés par la Gambie pour la réussite du projet intitulé « Renforcement des Capacités Humaines Et Institutionnelles Pour L'identification, L'analyse Et Le Suivi Des Données Relatives Aux Émissions Du Secteur Des Transports en Gambie et dans les pays de l'OCI », mis en œuvre par la Gambie en partenariat avec le Sénégal, la Türkiye, la Sierra Leone et le Nigéria en 2025, dans le cadre du financement du projet COMCEC.
43. **Se félicite** de la tenue de la 13^e Réunion du Forum OCI/COMCEC sur le Tourisme Du Secteur Privé le 8 octobre 2025 et de la proposition du Secrétariat du Forum d'organiser la 14^e Réunion en 2026.
44. **Prend note avec satisfaction** de l'organisation des 24^e et 25^e Réunions du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme, respectivement les 21 avril 2025 et 15-16 septembre 2025, sur le thème « Améliorer la Qualité et la Durabilité du Tourisme Patrimonial dans les Pays de l'OCI », et **accueille favorablement** ses recommandations politiques.
45. **Salue** les efforts du Bangladesh, du Burkina Faso, de l'Indonésie, des Maldives, de la Malaisie, de l'Ouganda et du SESRIC pour la mise en œuvre réussie des projets touristiques suivants en 2025 dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC :
- Le projet intitulé « Renforcement des Capacités Des Parties Prenantes Par Le Partage D'expériences Dans Les Pratiques Agrotouristiques », mis en œuvre par le Burkina Faso en partenariat avec le Maroc,
 - Le projet intitulé « Planification Stratégique et Stratégies de Marketing pour la Promotion du Tourisme Gastronomique » mis en œuvre par le Bangladesh en partenariat avec la Türkiye,
 - Le projet intitulé « Promotion d'un Tourisme Durable : Intégration De L'économie Bleue, Verte Et Circulaire Dans Les Opérations Touristiques », mis en œuvre par

- l'Indonésie en partenariat avec la Malaisie et la Türkiye,
 - Le projet intitulé « Renforcer le Tourisme Gastronomique Maldivien en Augmentant la Reconnaissance de la Cuisine Traditionnelle », mis en œuvre par les Maldives,
 - Le projet intitulé « Repenser le Tourisme Du Patrimoine Islamique : Meilleures Pratiques Et Facteurs Clés De Succès », mis en œuvre par la Malaisie en partenariat avec la Jordanie, le Mali, l'Ouzbékistan et la Türkiye,
 - Le projet intitulé « Gestion Efficace des Sites Touristiques Patrimoniaux pour Améliorer la Qualité et la Durabilité du Tourisme » mis en œuvre par l'Ouganda en partenariat avec la Gambie,
 - Le projet intitulé « Promouvoir le Tourisme Gastronomique Pour La Destination Sénégal », mis en œuvre par le SESRIC au profit du Sénégal en partenariat avec le Sénégal, la Türkiye, la Malaisie, le Maroc et la Tunisie.
46. **Prend note avec satisfaction de l'organisation** des 24^e et 25^e Réunions du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Agriculture les 22 avril 2025 et 22-23 septembre 2025, respectivement, sur le thème « Renforcer la Résilience des Agriculteurs Familiaux et des Petits Producteurs dans le Secteur de l'Agriculture et de l'Alimentation dans les Pays Membres de l'OCI », et **se félicite** de ses recommandations politiques.
47. **Salue** les efforts du Bénin, de l'Égypte, du Niger, de la Gambie et du SESRIC pour la mise en œuvre réussie des projets suivants dans le secteur agricole en 2025, dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC :
- Le projet intitulé « Renforcement des Capacités en Matière de Gestion Efficace de l'Eau et de Pratiques Agricoles Résilientes aux Effets du Changement Climatique pour le Maraîchage », mis en œuvre par le Bénin avec le Maroc et l'OISA,
 - Le projet intitulé « Renforcer les Capacités des Agriculteurs dans Certains Pays de l'OCI en Élargissant et en Soutenant l'Utilisation d'Engrais Organiques et Organo-Minéraux », mis en œuvre par l'Égypte avec le Soudan, le Bénin et l'OISA.
 - Le projet intitulé « Développement de la Production Laitière pour Assurer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle Durable au Niger » mis en œuvre par le Niger en partenariat avec la Türkiye
 - Le projet intitulé « Renforcement des Capacités des Techniciens de l'Élevage et des Petits Éleveurs en Matière de Techniques Innovantes et Résilientes au Changement Climatique », mis en œuvre par la Gambie en partenariat avec le Niger.
 - Le projet intitulé « Promouvoir Les Ressources En Eau Non Conventionnelles Pour Améliorer La Productivité Agricole Dans Les Pays Membres de l'OCI Confrontés À La Rareté De L'eau », mis en œuvre par le SESRIC en partenariat avec le Tchad, le Niger, le Sénégal, le Maroc, l'Arabie saoudite, le Bangladesh et la Türkiye.
48. **Félicite** le SESRIC pour avoir organisé des activités de renforcement des capacités et de formation dans le cadre de son Programme De Renforcement Des Capacités En Matière D'agriculture Et De Sécurité Alimentaire (Agri-CaB) et du Programme De Renforcement Des Capacités Statistiques (StatCaB), **demande** au SESRIC de continuer à organiser des activités dans le cadre de ces programmes, et **invite** les Pays Membres à participer activement et à bénéficier de ces activités pour partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques en matière de développement agricole.

49. **Saluant également** les efforts déployés par le SESRIC dans le cadre de ses programmes de renforcement des capacités, à savoir le Programme de Renforcement Des Capacités En Matière De Transformation Numérique (Digi-CaB), le Programme De Renforcement Des Capacités En Matière De Halal (Halal-CaB) et le Programme De Renforcement Des Capacités Des Institutions Nationales Palestiniennes (Palestine-CaB), et **encourage** les Pays Membres et les autres Institutions de l'OCI à participer activement aux activités de ces programmes.
50. **Félicite** le SESRIC pour avoir préparé le rapport intitulé « Rapport sur la Santé de l'OCI 2025 », en tant que document technique de référence pour la 8^e Session de la Conférence Islamique des Ministres de la Santé (ICHM), tenue du 7 au 9 octobre 2025 à Amman, le rapport intitulé « Rapport sur le Marché du Travail de l'OCI 2025 » en tant que document technique de référence pour la 6^e Session de la Conférence Islamique des Ministres du Travail (ICLM), tenue les 15 et 16 octobre 2025 à Doha, et le rapport intitulé « Rapport sur l'Eau de l'OCI 2025 », en tant que document technique de référence pour la 5^e Session de la Conférence Islamique des Ministres Responsables de l'Eau, tenue du 20 au 22 octobre 2025 à Djeddah.
51. **Prenant note** de la constitution d'une adhésion croissante à l'OISA, invite les Pays Membres et les institutions pertinentes de l'OCI à participer aux programmes et activités visant à assurer la sécurité alimentaire et le développement agricole dans les Pays Membres.
52. **Prend note avec satisfaction** de l'organisation des 24^e et 25^e Réunions du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté du COMCEC, respectivement les 24 avril 2025 et 15-16 septembre 2025, sur le thème « Un Logement Dément pour les Pauvres dans les Pays Membres de l'OCI », et **accueille favorablement** ses recommandations politiques.
53. **Prenant compte** de la nécessité de soutenir les moyens de subsistance de la jeunesse Palestinienne et de renforcer les capacités des ressources humaines de la Palestine, **appelle** les Pays Membres à augmenter autant que possible les possibilités de bourses pour les étudiants Palestiniens et à lancer des programmes spéciaux pour les diplômés universitaires.
54. **Rappelant** la résolution pertinente des Sessions du COMCEC, **demande** au BCC de continuer à compiler les activités pertinentes des institutions de l'OCI alignées sur les domaines prioritaires des ODD pour les soumettre à la 41^e Session du COMCEC.
55. **Salue** les efforts déployés par le SESRIC pour la mise en œuvre du projet intitulé «Élaboration d'une Feuille de Route Efficace pour Faciliter la Transition Numérique dans les Systèmes EFP Nationaux dans les Pays Membres de l'OCI» avec 11 pays bénéficiaires en 2025 dans le cadre du 12^e Appel de Financement de Projets du COMCEC.
56. **Saluant** le lancement réussi de l'édition 2024 de l'Annuaire Statistique sur les Pays Membres de l'OCI et le maintien de la version améliorée de la Base de Données Statistiques de l'OCI (OICStat), qui fournissent des données complètes et actualisées essentielles à l'élaboration de politiques fondées sur des preuves et au suivi des principaux indicateurs économiques, sociaux et environnementaux à travers les Pays Membres de l'OCI, **encourage** les Pays Membres et les institutions de l'OCI à utiliser ces précieux outils dans leurs processus d'élaboration de politiques pertinentes, et **demande** au SESRIC de continuer à améliorer et à mettre à jour la Base de Données OICStat afin de mieux répondre aux besoins en matière de planification du développement et d'élaboration des politiques.

57. **Félicitant** les Pays Membres de l'OCI qui ont déjà signé et ratifié le Statut du Centre du Travail de l'OCI, et **encourage** les autres Pays Membres de l'OCI à conclure tous les arrangements nécessaires pour adhérer au Statut en question.
58. **Prend note avec satisfaction** du déroulement de la Table ronde tripartite de haut niveau de la Présidence de la COP 29 sur les emplois verts et les compétences, co-organisée par le Centre du travail de l'OCI à Bakou (République d'Azerbaïdjan) le 18 novembre 2024.
59. **Salue** les efforts déployés par le Centre du travail de l'OCI pour promouvoir les normes de sécurité et de santé au travail (SST) dans les Pays Membres.
60. **Reconnaît** le rôle du dialogue social dans la promotion du travail décent, **encourage** les Pays Membres à utiliser les mécanismes de coopération tripartite et à tirer parti des ressources du Centre du travail de l'OCI pour le partage des meilleures pratiques et expériences.
61. **Considérant** le besoin croissant d'opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes, **encourage** les Pays Membres à utiliser les ressources du Centre du travail de l'OCI pour l'élaboration de programmes de formation professionnelle ciblés, adaptés aux besoins du marché du travail et aux industries émergentes.
62. **Prenant note** que les 26^e et 27^e Réunions des Groupes de Travail du COMCEC (25^e et 26^e pour la Coopération Financière) se tiendront respectivement en avril et septembre 2026, **invite** les Pays Membres à participer activement à ces événements importants.
63. **Félicite** les efforts déployés pour la mise en œuvre réussie des projets suivants dans le domaine de la transformation numérique en 2025, dans le cadre du financement des projets du COMCEC :
- « Programme de renforcement des capacités en intelligence artificielle (IA) pour les employés du secteur public », mis en œuvre par la Türkiye en partenariat avec la Palestine, la Sierra Leone, le Tadjikistan, l'Azerbaïdjan et le Soudan.
 - « Renforcement des Capacités De L'administration Électronique Pour Une Prestation De Services Publics Efficace », mis en œuvre par le Tadjikistan en partenariat avec la Türkiye.
64. **Félicite** les efforts déployés pour la mise en œuvre réussie des projets suivants dans le cadre du Programme PME du COMCEC en 2025, dans le cadre du financement des projets du COMCEC :
- « Partage d'expériences en matière de numérisation et de développement durable des entreprises avec le Suriname et le Guyana », mis en œuvre par le Suriname.
 - « Partage d'expériences pour la conception d'une feuille de route pour la création d'une plateforme de réseau de PME », mis en œuvre par la Türkiye en partenariat avec la Malaisie, le Sénégal, l'Arabie saoudite et le Pakistan.

III

**RAPPORT
DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION
DU COMITÉ PERMANENT POUR
LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI
(1-4 novembre 2025, İstanbul)**

Original : Anglais

RAPPORT
DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION
DU COMITÉ PERMANENT POUR
LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI
(1-4 novembre 2025, İstanbul)

1. La Quarante et Unième Session Ministérielle du Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC) s'est tenue les 1-4 Novembre 2025 à Istanbul.
2. Les représentants des États Membres suivants de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) ont participé à la Session:
 1. République Démocratique Populaire d'Algérie
 2. République d'Azerbaïdjan
 3. Royaume du Bahreïn
 4. République Populaire du Bangladesh
 5. Brunei Darussalam
 6. Burkina Faso
 7. République du Cameroun
 8. République du Tchad
 9. République de Côte d'Ivoire
 10. République de Djibouti
 11. République Arabe d'Égypte
 12. République de Gambie
 13. République de Guinée
 14. République d'Indonésie
 15. République Islamique d'Iran
 16. République d'Irak
 17. Royaume Hachémite de Jordanie
 18. République du Kazakhstan
 19. État du Koweït
 20. République Kirghize
 21. République du Liban
 22. Libye
 23. Malaisie
 24. République des Maldives
 25. République du Mali
 26. République Islamique de Mauritanie
 27. Royaume du Maroc
 28. République du Mozambique
 29. République Fédérale du Nigéria
 30. Sultanat d'Oman
 31. République Islamique du Pakistan
 32. État de Palestine
 33. État du Qatar
 34. Royaume de l'Arabie Saoudite

35. République du Sénégal
36. République de Sierra Leone
37. République du Soudan
38. République Arabe Syrienne
39. République du Tadjikistan
40. Emirats Arabes Unis
41. République de Tunisie
42. République de Türkiye
43. Turkménistan
44. République d'Ouganda
45. République d'Ouzbékistan
46. République du Yémen

3. La Bosnie-Herzégovine, le Royaume de Thaïlande, la Fédération de Russie et la République turque de Chypre du Nord ont participé à la Session en tant qu'observateurs.

4. Outre le Secrétariat Général de l'OCI et le Bureau de Coordination du COMCEC, les Institutions/Organes suivants de l'OCI étaient présents à la Session :

- 1- Association des Institutions Nationales de Financement du Développement dans les Pays Membres de la Banque Islamique de Développement (ADFIMI)
- 2- Agence Bayt Mal Al Qods Acharif (BMAQ)
- 3- Comité permanent de l'information et des affaires culturelles (COMIAC)
- 4- Centre de Recherche Et De Formation Statistique, Economique Et Sociale Pour Les Pays Islamiques (SESRIC)
- 5- Centre Islamique Pour Le Développement Du Commerce (CIDC)
- 6- Le Centre de Recherche sur l'Histoire, l'Art et la Culture Islamiques (IRCICA)
- 7- Le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)
- 8- La Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (SIFC)
- 9- La Société Islamique pour l'Assurance des Investissements et du Crédit à l'Exportation (SIACE)
- 10- La Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID)
- 11- Organisation Islamique de la Sécurité Alimentaire (OISA)
- 12- Institut de Normalisation Et De Métrologie Des Pays Islamiques (INMPI)
- 13- Chambre Islamique Du Commerce Et Du Développement (CICD)
- 14- Forum des jeunes de la Conférence islamique pour le dialogue et la coopération (FJCI-DC)
- 15- Centre d'Arbitrage de l'OCI (OIC-AC)
- 16- Centre du Travail de l'OCI (OCI LC)

5. Les représentants des Organisations Internationales suivantes ont assisté à la Session :

- 1- Le Groupe des Huit Pays en Développement (D-8)
- 2- Organisation de coopération économique (OCE)
- 3- Banque de Commerce et de Développement de l'ECO (ECOBANK)
- 4- Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG)
- 5- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- 6- Organisation de l'économie de la mer Noire (BSEC)
- 7- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- 8- Organisation des États Turciques (OET)

(Une copie de la liste des Participants à la Quarante et unième Session du COMCEC figure dans l'Annexe I.)

6. La Réunion des Hauts Fonctionnaires de la 41^{ème} Session du COMCEC ayant précédé la Session Ministérielle a eu lieu les 1 et 2 Novembre 2025 à Istanbul sous la présidence de S.E. Abdullah Rıdvan AĞAOĞLU, Vice-Président de la Stratégie et du Budget de la Présidence de la République de Türkiye. Les Hauts Fonctionnaires ont délibéré des points de l'ordre du jour et ont préparé les Projets de Résolution pour examen par la Session Ministérielle.
7. La République islamique d'Iran a exprimé sa réserve concernant la référence faite, au paragraphe 2 des résolutions principales, au concept de la « *solution à deux États* ».
8. La 47^{ème} Réunion du Comité de Session du COMCEC s'est tenue virtuellement le 21 Octobre 2025 avec la participation des Institutions pertinentes de l'OCI.

(Une copie du rapport de la 47^{ème} Réunion du Comité de Session est jointe en Annexe II.)

Séance d'Ouverture

9. La Cérémonie d'Ouverture de la 41^{ème} Session du COMCEC, qui s'est tenu le 3 Novembre 2025, a commencé par le discours inaugural de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC.
10. Au début de la séance, S.E. ERDOĞAN a adressé ses salutations les plus cordiales et a souhaité la bienvenue à tous les participants. S.E. ERDOĞAN a exprimé ses vœux sincères pour que la 41^{ème} session de la Réunion ministérielle du COMCEC apporte des résultats fructueux à tous les Pays Membres, à la Oummah islamique et à l'humanité tout entière.

11. S.E. ERDOĞAN a poursuivi son discours en soulignant que l'année écoulée a été marquée par des évolutions importantes au Moyen-Orient. S.E. ERDOĞAN a exprimé son appréciation pour les progrès accomplis par la République Arabe Syrienne vers la stabilité, sous la direction du Président S.E. M. Ahmad AL-SHARAA, et a réaffirmé l'attachement de la Türkiye à soutenir le peuple Syrien.
12. S.E. ERDOĞAN a annoncé le lancement d'un programme du COMCEC consacré à la Syrie, visant au renforcement des capacités humaines et institutionnelles par le biais de projets de coopération ciblés.
13. S.E. ERDOĞAN a également exprimé sa satisfaction quant à la participation des représentants de la République Turque de Chypre du Nord (RTCN). S.E. ERDOĞAN a souligné que les Chypriotes Turcs constituent une partie intégrante de la Oumma Islamique et qu'ils sont depuis longtemps confrontés à une isolation injuste. S. E. ERDOĞAN a exhorté les Pays Membres de l'OCI à renforcer leur solidarité envers les Chypriotes Turcs et à appuyer leur cause légitime en faveur de l'égalité et de la justice, sur la base du principe de la solution à deux États.
14. S.E. ERDOĞAN a déclaré que la Oumma Islamique traverse actuellement l'une des périodes les plus difficiles de son histoire, soulignant la nécessité d'unité, de sagesse et de détermination inébranlable. Se référant à la situation à Gaza, S.E. ERDOĞAN a souligné que les attaques à grande échelle menées par Israël constituent l'une des plus graves tragédies humanitaires du siècle. S.E. ERDOĞAN a rappelé que la Türkiye se tient à l'avant-garde des efforts internationaux pour faire face à la crise, ayant apporté plus de 102.000 tonnes d'aide humanitaire et intensifié ses démarches diplomatiques en vue de l'établissement d'un cessez-le-feu durable.
15. S.E. ERDOĞAN s'est félicité de l'accord de cessez-le-feu obtenu grâce aux efforts de médiation de l'Égypte et du Qatar, exprimant sa reconnaissance à toutes les parties ayant contribué de manière constructive au processus. S.E. ERDOĞAN a souligné que, bien qu'un cessez-le-feu ait été établi, la poursuite des actes d'agression d'Israël à Gaza et en Cisjordanie compromet gravement les perspectives de paix et de stabilité dans la région. S.E. ERDOĞAN a réaffirmé que l'objectif ultime demeure la création d'un État de Palestine indépendant et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux frontières de 1967.
16. S.E. ERDOĞAN a exprimé sa profonde préoccupation face au conflit qui sévit actuellement au Soudan et aux récentes attaques visant des civils à El Fasher. S.E. M. ERDOĞAN a insisté sur le fait que mettre fin à la violence et restaurer la stabilité au Soudan relèvent d'une responsabilité collective de la Oumma Islamique. Dans ce contexte, S. E. ERDOĞAN a exhorté l'ensemble des Pays Membres de l'OCI à défendre l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance du Soudan.

17. S.E. ERDOĞAN a déclaré que le Système de Préférences Commerciales parmi les États Membres de l'OCI (SPC-OCI), opérationnalisé en Juillet 2022, était un accomplissement historique et a mis l'accent sur la nécessité de déployer d'avantage d'efforts pour élargir la portée du Système. S. E. ERDOĞAN a affirmé que le thème retenu pour la Session Ministérielle d'Échange de Vues, intitulé « Développer/Améliorer les Stratégies d'Exportation dans les Pays Membres de l'OCI », offre une occasion précieuse d'explorer de nouveaux horizons de coopération commerciale et d'élaborer des feuilles de routes concrètes pour un partenariat durable.
18. En soulignant le rôle crucial des PME, S. E. ERDOĞAN a mis en avant que le Programme des PME du COMCEC constitue un instrument clé pour renforcer les liens de coopération entre les PME des Pays Membres de l'OCI, invitant ceux qui ne l'ont pas encore rejoint à y adhérer.
19. S.E. ERDOĞAN a mis en avant que la certification halal constitue une occasion majeure de renforcer les échanges commerciaux entre les Pays Membres de l'OCI. S.E. ERDOĞAN a pris note des progrès réalisés par le Forum Islamique pour les Organismes d'Accréditation Halal (IFHAB) et a exprimé son souhait de voir le démarrage des activités de l'IFHAB en 2026.
20. S.E. ERDOĞAN a en outre souligné l'importance du Centre d'Arbitrage de l'OCI, qui constitue une plateforme efficace pour le règlement des différends arbitraux et pour le renforcement de la coopération économique à travers le monde Islamique.
21. Enfin, S.E. M. ERDOĞAN a souligné l'importance de l'esprit de solidarité au sein de la Oummah Islamique et a exprimé l'espoir que la fraternité se poursuive, formulant le vœu que la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC produise des résultats positifs.

(Une copie du texte du Discours Inaugural de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN figure en Annexe III.)

22. A la suite du discours d'ouverture de S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Son Excellence Dr. Hussein Ibrahim TAHA, Secrétaire Général de l'OCI, a fait sa déclaration. Au tout début, S.E. TAHA a affirmé ses remerciements particuliers à S.E. ERDOĞAN, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, pour son soutien constant aux programmes de l'OCI, ainsi que pour les dispositions prises afin d'assurer le succès de cette Réunion.
23. S.E. TAHA a fait référence au récent accord de cessez-le-feu à Gaza, en soulignant qu'il est censé mettre fin aux graves violations commises par Israël et alléger les souffrances du peuple Palestinien. S.E. TAHA a souligné qu'une prospérité partagée ne saurait être atteinte tant que les fondements de l'économie Palestinienne continuent d'être systématiquement sapés.

24. S.E. TAHA a indiqué que le Secrétariat Général de l'OCI et ses institutions poursuivent la mise en œuvre des résolutions visant à renforcer la coopération socio-économique entre les Pays Membres. S.E. TAHA a noté avec satisfaction l'augmentation notable du commerce intra-OCI et a souligné la nécessité de renforcer les efforts collectifs afin de consolider les relations commerciales entre les Pays Membres.
25. S.E. TAHA a annoncé la tenue de la 2^{ème} Conférence des Ministres des Transports qui se tiendra en Türkiye et de la 2^{ème} Réunion Ministérielle sur l'Énergie qui sera accueillie par l'Arabie Saoudite en 2026, ainsi que du 1^{er} Forum de l'OCI sur l'Investissement en Afrique qui se tiendra au Mali en décembre 2025. S.E. TAHA a invité tous les Pays Membres à participer activement à ces importantes initiatives.
26. S.E. TAHA a attiré l'attention sur les défis persistants de la pauvreté et du sous-développement qui affectent de nombreux Pays Membres de l'OCI. S.E. TAHA a souligné que l'avenir de la Oumma Islamique dépend largement de l'autonomisation effective de sa jeunesse et a appelé à l'adoption d'une stratégie globale visant à renforcer leur participation économique et à assurer un développement durable.
27. Enfin, S.E. TAHA a exprimé son appréciation au Bureau de Coordination du COMCEC et à toutes les institutions pertinentes de l'OCI pour leur soutien dans la mise en œuvre des projets socio-économiques et a exprimé ses meilleurs vœux pour une réunion productive.
- (Une copie du texte de la Déclaration du Secrétaire Général de l'OCI figure en Annexe IV.)*
28. Les Chefs De Délégation de la République Islamique du Pakistan, de l'État du Qatar et la République du Sénégal ont fait des déclarations au nom des groupes géographiques Asiatique, Arabes, Africains des régions de l'OCI, respectivement, lors de la Cérémonie d'Ouverture.
29. Au tout début, S.E. Cheikh Faisal bin Thani ALTHANI, Ministre du Commerce et de l'Industrie de l'État du Qatar, a exprimé sa profonde gratitude au S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC ainsi qu'au gouvernement turc pour leur hospitalité durant la 41^{ème} Session du COMCEC. S.E. ALTHANI a également exprimé sa gratitude au Bureau de Coordination du COMCEC pour son engagement constant dans le renforcement de la coopération économique et commerciale, en s'appuyant sur des instruments financiers efficaces et les Groupes de travail. S.E. ALTHANI a également remercié, au nom du Groupe Arabe, pour la confiance accordée à l'État du Qatar pour le représenter lors de cette Session, tout en soulignant l'engagement du Groupe Arabe à renforcer la solidarité et la coopération collective face aux défis économiques régionaux et mondiaux.

30. S.E. M. ALTHANI a souligné que la 41^{ème} session du COMCEC se déroulait à une période où la Oumma Islamique fait face à de multiples défis, notamment la crise humanitaire à Gaza. S.E. ALTHANI a souligné que le développement ne peut être atteint sans stabilité et a insisté sur le fait que l'unité et l'action conjointe sont essentielles pour rétablir la sécurité et promouvoir un développement durable. S.E. ALTHANI a en outre souligné que les transformations économiques mondiales exigent des Pays Membres de l'OCI qu'ils renforcent leur coopération dans le cadre du COMCEC afin de promouvoir le commerce et les investissements intra-OCI en surmontant les difficultés.
31. S.E. ALTHANI a souligné que, malgré les crises mondiales et régionales récentes, les économies des Pays Membres de l'OCI continuent de démontrer un dynamisme prometteur, avec un PIB combiné estimé à une augmentation d'environ 2 000 milliards de dollars US entre 2025 et 2026. S.E. ALTHANI a informé que les efforts déployés par les pays membres de l'OCI pour diversifier leurs économies, renforcer la coopération régionale et mettre en œuvre le Système de Préférences Commerciales entre les Pays Membres de l'OCI (SPC-OCI) ont contribué à une augmentation de 13,56 % du commerce intra-OCI, qui a atteint 1 000 milliards de dollars américains en 2024. S.E. ALTHANI a exprimé ses félicitations à la République de Türkiye pour son rôle de premier plan dans l'application de la Stratégie du COMCEC et du Programme d'Action décennal (2016-2025) de l'OCI, et a terminé son intervention en réaffirmant sa gratitude envers S.E. Président ERDOĞAN, les délégations participantes et le Bureau de Coordination du COMCEC pour leurs contributions inestimables au succès de la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC.
32. S.E. Serigne GUEYE, Ministre de l'Industrie et du Commerce de la République du Sénégal, a exprimé sa sincère gratitude à S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, ainsi qu'au Gouvernement turc, pour l'accueil chaleureux de la 41^{ème} session du COMCEC et pour leur soutien constant à l'OCI. S.E. GUEYE a salué les efforts continus du COMCEC pour répondre aux priorités de développement des Pays Membres et a souligné l'importance des contributions des institutions compétentes de l'OCI dans la mise en œuvre des programmes socio-économiques.
33. S.E. GUEYE a souligné l'importance de renforcer la coopération dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'agriculture face à la hausse continue des prix mondiaux des denrées alimentaires. S.E. GUEYE a exhorté à intensifier les activités de renforcement des capacités et le soutien à l'investissement afin de renforcer la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire parmi les Pays Membres de l'OCI. S.E. GUEYE s'est réjoui de la progression du commerce intra-OCI et a encouragé la poursuite des efforts pour développer l'industrie, renforcer le financement des PME et promouvoir le tourisme, tout en exprimant sa gratitude à l'OCI pour son appui à l'initiative « Dakar, Capitale de l'OCI 2025 ».

34. S.E. GUEYE a souligné la nouvelle vision nationale du Sénégal, « Sénégal 2050 : Agenda national de transformation », qui identifie l'industrialisation comme le pilier clé de la croissance économique durable. S.E. a invité les Pays Membres de l'OCI à investir dans les secteurs stratégiques du Sénégal et a réaffirmé la disposition du Sénégal à favoriser des partenariats mutuellement bénéfiques. Pour conclure, S.E. GUEYE a exprimé sa reconnaissance à la République de Türkiye pour son soutien constant à l'OCI, ainsi qu'à tous les Pays Membres participant aux activités de l'OCI, et a souhaité aux participants des discussions productives.
35. S.E. Jam Kamal KHAN, Ministre du Commerce de la République Islamique du Pakistan, a exprimé sa profonde gratitude à S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, ainsi qu'au Gouvernement Turc pour leur leadership constant dans la promotion de la coopération économique entre les Pays Membres de l'OCI. S.E. KHAN a également reconnu le rôle précieux du COMCEC depuis sa création en 1984 dans la promotion de la prospérité partagée, de la solidarité et de la croissance inclusive au sein de la Oumma Islamique. S.E. KHAN a réaffirmé l'engagement ferme du Groupe Asiatique envers les principes d'unité, d'équité et de développement durable au sein du cadre de l'OCI.
36. S.E. KHAN a mis en avant que la transformation numérique constitue à la fois une opportunité et un défi pour les Pays Membres de l'OCI. S.E. KHAN a souligné que réduire les disparités en matière de couverture haut débit, de gouvernance des données et de systèmes de paiements transfrontaliers est essentiel pour que tous les Pays Membres puissent pleinement bénéficier de la transformation numérique et de l'intégration économique. À cet égard, S.E. KHAN a félicité le Bureau de Coordination du COMCEC ainsi que les autres institutions pertinentes de l'OCI pour leurs travaux analytiques et politiques dans ces domaines.
37. S.E. KHAN a souligné que le commerce intra-OCI constitue un moteur essentiel de l'autonomie économique et a appelé à la mise en œuvre d'un plan accéléré pour atteindre l'objectif de 25 % du commerce intra-OCI fixé dans le Programme d'Action OCI-2025. S.E. KHAN a souligné que la transformation numérique offre de grandes opportunités aux Pays Membres de l'OCI, tout en appelant à des efforts conjoints sous l'égide du COMCEC pour réduire les fractures numériques, renforcer la cybersécurité et bâtir des économies numériques inclusives et résilientes. En conclusion, S.E. KHAN a réaffirmé le plein soutien du Groupe Asiatique à la vision et au leadership du COMCEC, exprimant sa confiance que les efforts collectifs approfondiront la coopération économique et la solidarité numérique au sein de l'Oumma Islamique.
38. Après les discours des groupes géographiques Arabes, Africains et Asiatiques de l'OCI, la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC s'est poursuivie avec les discours de bienvenue du Groupe de la BID, de la CICD et de l'Union des Chambres et des Bourses de Marchandises de Türkiye (TOBB).

39. Le président du Groupe de la BID, S.E. Dr Muhammad Sulaiman AL JASSER, a exprimé sa sincère gratitude à S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, pour son leadership et sa généreuse hospitalité lors de la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC. S.E. AL JASSER a souligné l'environnement mondial complexe affecté par des conflits prolongés, des tensions géopolitiques et le changement climatique, en insistant sur le fait que ces défis menacent les acquis en matière de développement et aggravent la pauvreté, en particulier à Gaza. S.E. AL JASSER a souligné à nouveau la solidarité constante du Groupe BID avec le peuple palestinien et a réaffirmé son engagement à soutenir la reconstruction de Gaza.
40. S.E. AL JASSER a mis en avant l'importance du thème de cette année, « Développement / Amélioration des Stratégies d'Exportation dans les États membres de l'OCI », et a souligné sa pertinence dans le contexte mondial actuel marqué par de nombreux défis. S.E. AL JASSER a mis en avant que le Groupe BID continue ses efforts pour promouvoir le commerce, l'investissement et l'intégration régionale au sein du cadre de l'OCI. S.E. AL JASSER a en outre noté que la nouvelle Stratégie 2026–2035 du BID se concentre sur les infrastructures transfrontalières, le commerce numérique et l'harmonisation réglementaire comme priorités clés pour promouvoir une croissance durable et inclusive.
41. S.E. AL JASSER a indiqué que les engagements annuels du BID ont presque triplé pour atteindre 5,11 milliards de dollars américains en 2024, avec des engagements totaux dépassant 204 milliards de dollars américains à la mi-2025. S.E. AL JASSER a ajouté que l'SIFC a fourni 7,3 milliards de dollars américains de financement commercial et que l'SIACE a assuré 12,9 milliards de dollars américains de transactions commerciales et d'investissement, contribuant ainsi de manière significative aux flux commerciaux et d'investissement intra-OCI.
42. S.E. AL JASSER a félicité de la Türkiye pour son leadership et son expertise dans le développement des exportations, soulignant le rôle exemplaire de la Türkiye pour les Pays Membres de l'OCI. S.E. AL JASSER a réaffirmé l'engagement du Groupe BID à renforcer la coopération avec le COMCEC et les autres institutions de l'OCI afin de consolider les capacités institutionnelles et réglementaires. S.E. AL JASSER a conclu son intervention en exprimant sa confiance que les délibérations de la Session produiront des résultats concrets pour faire progresser les stratégies commerciales, favoriser la coopération et promouvoir la prospérité des Pays Membres de l'OCI.

(Une copie du texte de la Déclaration du Président du Groupe de la BID figure à l'Annexe V.)

43. S.E. Abdullah bin Saleh KAMEL, Président de la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD), a souligné l'importance stratégique de l'industrie halal en tant que pilier clé de la croissance économique et de l'intégration entre les Pays Membres de l'OCI. S.E. KAMEL a noté que ce secteur est devenu une industrie mondiale présentant un potentiel important et a insisté sur la nécessité de renforcer ses cadres institutionnels, législatifs et réglementaires afin d'assurer une expansion durable.
44. S.E. KAMEL a en outre souligné le rôle complémentaire de la finance Islamique dans la promotion d'une croissance économique durable et l'inclusion financière au sein de l'Oumma Islamique. S.E. KAMEL a souligné que l'alignement de l'industrie halal avec les instruments financiers islamiques offre un cadre intégré pour favoriser le commerce, l'investissement et l'entrepreneuriat entre les Pays Membres de l'OCI.
45. S.E. KAMEL a conclu en réaffirmant l'engagement de la CICD à soutenir les initiatives visant à renforcer la coopération, développer les capacités institutionnelles et stimuler l'engagement du secteur privé dans les secteurs de l'économie halal et de la finance Islamique, contribuant ainsi à un développement inclusif et durable au sein des Pays Membres de l'OCI.

(Une Copie du texte de la Déclaration du Président de l'CICD est jointe à l'Annexe VI)

46. S.E. Rifat HİSARCIKLIOĞLU, Président de l'Union des Chambres et des Bourses de Marchandises de Türkiye (TOBB) et Vice-Président de la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD) ont prononcé un discours lors de la cérémonie d'ouverture.
47. S.E. HİSARCIKLIOĞLU a souligné que le monde connaît une incertitude et une instabilité profondes, avec une économie mondiale fragile et des tendances protectionnistes croissantes, et a insisté sur le fait que ces défis ne peuvent être relevés que par l'unité, la solidarité et l'action collective au sein de l'Oumma Islamique.
48. S.E. HİSARCIKLIOĞLU a noté que la coopération commerciale constitue un moyen clé pour promouvoir la paix, la stabilité et la compréhension mutuelle entre les Pays Membres, et a exhorté les Pays Membres de l'OCI à lever les barrières commerciales, y compris les restrictions de visa et de quotas, afin de renforcer l'intégration économique et d'atteindre une prospérité partagée.
49. S.E. HİSARCIKLIOĞLU a ajouté que le Centre d'Arbitrage de l'OCI à Istanbul, établi sous les auspices du Président ERDOĞAN, a achevé sa mise en place institutionnelle et est prêt à faciliter le règlement des litiges commerciaux et d'investissement, invitant tous les Pays Membres à utiliser activement le Centre.

(Une Copie du texte de la Déclaration du Président de l'Union des Chambres et des Bourses de Marchandises de Türkiye (TOBB) est jointe à l'Annexe VII)

Session de Travail Ministérielle

50. La Session de Travail Ministérielle de la 41^{ème} Session du COMCEC a été tenue le 3 Novembre 2025, sous la Présidence de S.E. Cevdet YILMAZ, Vice-Président de la République de Türkiye avec le thème « Développement / Amélioration des Stratégies d'Exportation dans les États membres de l'OCI ».
51. La Session a adopté l'Ordre du Jour de la 41^{ème} Session du COMCEC.
52. À la suite de l'adoption de l'ordre du jour, S.E. Abdullah Rıdvan AĞAOĞLU, Vice-Président de la Stratégie et du Budget de la République de Türkiye, en tant que président de la Réunion des Hauts Fonctionnaires (SOM), a informé la session des résultats de la réunion des hauts fonctionnaires ainsi que de la recommandations politiques sur la « Développement / Amélioration des Stratégies d'Exportation dans les États membres de l'OCI » délibérées par le SOM et soumises à l'examen de la Session Ministérielle.
53. Suite à la présentation de S.E. AĞAOĞLU, le Dr Sherine TAHA, Directrice Adjointe de l'Association Égyptienne des Exportateurs (EXPOLINK), a prononcé un discours liminaire sur les tendances récentes en matière de développement/amélioration des stratégies d'exportation.
54. Au tout début, Dr TAHA a souligné que l'environnement commercial mondial est devenu de plus en plus fragile en raison du protectionnisme croissant, des tensions géopolitiques et des évolutions des politiques commerciales. Dr TAHA a souligné que ces dynamiques représentent des risques supplémentaires pour les Pays Membres de l'OCI, soulignant la nécessité d'une plus grande résilience et d'une action collective renforcée pour soutenir la croissance commerciale à long terme.
55. Dr TAHA a souligné que, malgré les progrès notables réalisés au cours de la dernière décennie, la performance commerciale globale des Pays Membres de l'OCI reste en deçà de son plein potentiel. Elle a souligné que la structure des exportations continuait de reposer sur une gamme limitée de produits et de marchés, principalement les hydrocarbures, et a fait remarquer que la croissance des exportations non pétrolières n'avait pas encore entraîné de diversification significative ni de transition vers une production à plus forte valeur ajoutée dans les Pays Membres.
56. Dr TAHA a souligné que le manque de progrès technologique et la capacité industrielle limitée continuent de nuire à la compétitivité à l'exportation dans de nombreux Pays Membres de l'OCI. Dr TAHA a noté que les exportations à haute technologie ne représentent encore qu'une faible part des exportations totales, et que des maillons faibles dans les chaînes d'approvisionnement, des accords commerciaux qui se chevauchent et des différences dans les structures de production empêchent les Pays Membres de développer de solides chaînes de valeur régionales et de bénéficier pleinement du commerce intra-OCI.

57. À la fin de son intervention, Dr TAHA a souligné que l'intégration plus étroite dans les chaînes de valeur mondiales et régionales est essentielle pour renforcer la compétitivité, diversifier les exportations et promouvoir le développement industriel. Dr TAHA a noté que des stratégies nationales d'exportation claires (SNE), une meilleure logistique et facilitation du commerce, ainsi qu'un meilleur accès au financement du commerce — en particulier pour les PME — constituent des priorités clés pour améliorer la performance à l'exportation.
58. Ensuite, les Ministres et Chefs de Délégations des Pays Membres ont fait des déclarations et des interventions sur les expériences de leurs pays par rapport au thème de la Session Ministérielle d'Echange de Vues. Ils ont souligné les actions entreprises pour surmonter les principaux défis dans l'élaboration de stratégies d'exportation et le renforcement des capacités institutionnelles, et ont insisté sur le fait qu'une coopération renforcée entre les Pays Membres de l'OCI est essentielle pour améliorer la performance à l'exportation.

Séance de Clôture

59. La session de Clôture de la 41^{ème} Session du COMCEC s'est tenue le 4 Novembre 2025 sous la présidence de S.E. Cevdet YILMAZ, Vice-Président de la République de Türkiye.
60. M. Yousaf JUNAID, Ambassadeur du Pakistan auprès de la Türkiye, en tant que Rapporteur, a résumé les points saillants des Résolutions.
61. La Session a adopté les Résolutions OCI/COMCEC/41-25/RES.
62. Par la suite, Dr Ahmad Kawesa SENGENDO, Secrétaire Général Adjoint de l'OCI aux Affaires Économiques, a félicité, dans sa déclaration de clôture, la 41^{ème} session du COMCEC pour son organisation réussie, en soulignant l'engagement partagé des Pays Membres de l'OCI à promouvoir le développement économique, renforcer la coopération intra-OCI et favoriser une croissance inclusive et durable.
63. S.E. SENGENDO a exprimé sa profonde gratitude envers la République de Türkiye, le Bureau de Coordination du COMCEC et les institutions pertinentes de l'OCI pour l'organisation d'événements parallèles, en particulier en soutien à la reconstruction et au développement de la Syrie. S.E. SENGENDO a également salué les efforts visant à renforcer le rôle du secteur privé dans la promotion du développement socio-économique des Pays Membres de l'OCI.
64. S.E. SENGENDO a appelé à un soutien continu pour la Palestine, soulignant la nécessité d'une aide humanitaire soutenue et d'une stratégie efficace de reconstruction pour Gaza. Par la suite, S.E. SENGENDO a exprimé sa profonde gratitude à S.E. Recep Tayyip ERDOĞAN, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, ainsi qu'au Gouvernement de Türkiye pour leur hospitalité. S.E. SENGENDO a également exprimé sa reconnaissance à S.E. Cevdet YILMAZ, Vice-Président de la

République de Türkiye, pour sa présidence de la session, tout en saluant les efforts du Bureau de Coordination du COMCEC. S.E. SENGENDO a conclu sa déclaration de clôture en formulant le vœu de succès pour l'engagement des Pays Membres au service de la Oumma Islamique et de l'humanité.

65. S.E. M. Bassel ABDULLHANNAN, Vice-Ministre de l'Économie et de l'Industrie de la République Arabe Syrienne, a exprimé sa profonde gratitude à la République de Türkiye et au Secrétariat du COMCEC pour leur chaleureuse hospitalité et la tenue opportune de la Session.
66. S.E. ABDULLHANNAN a souligné que la Syrie revient sur la scène économique internationale avec une forte détermination et volonté. S.E. ABDULLHANNAN a également souligné que leur participation à la 41^{ème} Session du COMCEC confirme l'engagement de la Syrie à renforcer ses relations économiques avec les Pays Membres de l'OCI.
67. Enfin, S.E. Cevdet YILMAZ, Vice-Président de la République de Türkiye, a prononcé la déclaration de clôture, exprimant sa gratitude à l'égard de tous les délégués, des représentants des organisations internationales et des participants pour leurs contributions à la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC, et soulignant le rôle du COMCEC dans la promotion de programmes et de projets axés sur le développement au service du monde Islamique.
68. En marge de la 41^{ème} Session du COMCEC, S.E. YILMAZ a mis en avant l'accent mis sur la reconstruction de la Syrie à la suite de sa réintégration à l'OCI et a souligné une série d'événements spéciaux portant sur les opportunités de coopération dans le cadre de ce processus. S.E. YILMAZ a exprimé son appréciation pour le lancement du Programme de Renforcement des Capacités pour la Syrie, englobant la formation, les échanges d'experts, les évaluations des besoins, les études de terrain, les analyses de faisabilité et les jumelages institutionnels, et a formulé le vœu de sa mise en œuvre réussie.
69. S.E. YILMAZ a souligné que le cessez-le-feu à Gaza, soutenu par les pays de la région, a apporté un soulagement à la population gazaouie après deux années de conflit, et a insisté sur la nécessité de soutenir la reconstruction de Gaza et de suivre les progrès réalisés dans le cadre de l'OCI et d'autres plateformes internationales.
70. S.E. YILMAZ a indiqué que le thème « Développer/Améliorer les Capacités d'Exportation dans les Pays Membres de l'OCI » a été abordé lors de la Session d'échange de vues de la 41^{ème} session du COMCEC, exprimant sa conviction que les discussions menées contribueront au renforcement des capacités d'exportation des Pays Membres et à l'amélioration de leur efficacité.

71. S.E. YILMAZ a souligné l'importance du SPC-OCI en tant qu'initiative commerciale phare du COMCEC, a salué son expansion et le lancement de nouvelles négociations en 2026, et a encouragé tous les Pays Membres à adhérer au Système. De plus, S.E. YILMAZ a réaffirmé son engagement à faire du Centre d'Arbitrage de l'OCI l'un des principaux centres d'arbitrage au monde grâce à la participation active des Pays Membres, et a souligné l'importance de la reconnaissance des Accords de Reconnaissance Mutuelle (MRAs) ainsi que de la mise en œuvre d'IFHAB sur la base des normes du l'INMPI.
72. S.E. YILMAZ a conclu en remerciant toutes les délégations des Pays Membres, le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, les institutions de l'OCI ainsi que les autres organisations internationales pour leurs contributions actives et précieuses.

(Le texte de la Déclaration de Clôture de Son Excellence Cevdet YILMAZ est joint à l'Annexe VIII).

Événements parallèles/Sessions Spéciales

73. Le Sommet des Chefs d'Entreprise de l'OCI a été organisé le 2 novembre 2025 par la Chambre Islamique de Commerce et de Développement (CICD), en collaboration avec le COMCEC et l'Union des Chambres et des Bourses de Türkiye (TOBB), sous le thème « Le Secteur Privé en tant que Partenaire Stratégique pour le Développement Durable » Le Sommet sera organisé régulièrement en marge des sessions ministérielles du COMCEC, sous le titre « B57+ ».
74. Un Petit-déjeuner de Travail Ministériel, axé sur les efforts de relèvement et de reconstruction en Syrie, a été organisé le 4 novembre 2025 sous la présidence de S.E. Cevdet YILMAZ, Vice-Président de la République de Türkiye, avec la participation des Honorables Ministres et Chefs de Délégation des Pays Membres de l'OCI ainsi que des Institutions concernées de l'OCI. Cette réunion de haut niveau a offert l'occasion d'examiner les contributions possibles des Pays Membres et des institutions concernées de l'OCI aux efforts de la République Arabe Syrienne.
75. Le Panel intitulé « Le Rôle des Capacités Institutionnelles et Humaines dans le Processus de Reconstruction : le cas de la République Arabe Syrienne » s'est tenu le 2 novembre 2025. La session était animée par le Prof. Dr. Mesut ÖZCAN, Président de l'Académie de Diplomatie du Ministère des Affaires Étrangères de la Türkiye. S.E. l'Ambassadeur Mehmet GÜLLÜOĞLU, le Prof. Dr. Habib AHMED (Université de Durham), le Dr. Younes ABOUYOUB (Commission Économique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie Occidentale – UN-ESCWA) et M. El-Mansour VETEN (Qatar Charity) ont participé en tant que panélistes. La discussion a porté sur l'importance des capacités institutionnelles et humaines dans le redressement de la Syrie et a examiné les rôles des principales parties prenantes, notamment les institutions publiques, les universités, la société civile et les organisations internationales.

76. Le panel intitulé « Revitalisation des Activités Économiques dans les Zones Rurales de la République Arabe Syrienne » s'est également tenu le 2 novembre 2025. La session a été modérée par le Dr. Sinan HATAHET du Centre Omran pour les Études Stratégiques. Le professeur Mohamed Thameur CHAIBI (Institut National de Recherche en Génie Agricole de Tunisie), le professeur Aykut GÜL (Université Çukurova) et M. Mehmet Okan ATEŞ (Coopératives de Crédit Agricole de Türkiye) ont participé en tant que panélistes. La discussion a porté sur la revitalisation de l'agriculture rurale, le renforcement des infrastructures, l'élargissement des possibilités d'emploi et la promotion de mécanismes de développement inclusifs.

77. Le Panel intitulé « Mobiliser les Dynamiques de Développement Économique et Social : le Cas de la République Arabe Syrienne » s'est tenu le 4 novembre 2025. La session a été modérée par le Dr Mehmet KÖSE de la Fondation Afrique. M. Salah JELASSI (Banque Islamique de Développement), le professeur Mehmet ASUTAY (Université de Durham) et M. Halit ACAR (Conseil des relations économiques extérieures) ont participé en tant que panélistes. Le panel s'est concentré sur les principaux défis économiques et sociaux du processus de reconstruction, en mettant particulièrement l'accent sur les infrastructures, la production et l'emploi, la cohésion sociale ainsi que la prestation des services sociaux.

Tous les documents soumis à la 41^{ème} Session du COMCEC seront disponibles sur le site Web du COMCEC (www.comcec.org).

A N N E X E S

ANNEXE

1

Original: English

LIST OF PARTICIPANTS

41st Session of the COMCEC (November 1st-4th, 2025)

A. MEMBER COUNTRIES OF THE OIC

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA

- H.E. Amb. BOUMEDIENE GUENNAD

Ambassador, Embassy of Algeria in Ankara

- Mr. DJAMEL BENMAKHLOUF

Diplomat, Embassy of Algeria in Ankara

- Mr. MOHAND AMEZIANE HAMITI

Ambassador's Assistant, Embassy of Algeria in Ankara

- Mr. RAFIK SOUACI

Diplomat, Consulate General of Algeria in Istanbul

REPUBLIC OF AZERBAIJAN

- H.E. ROVNAG ABDULLAYEV

Deputy Minister, Ministry of Economy of the Republic of Azerbaijan

- Mr. FARID SADIKHOV

Head of Department, Ministry of Economy of the Republic of Azerbaijan

- Ms. LALA ABDULLAYEVA

Senior Expert, Ministry of Economy of the Republic of Azerbaijan

- Mr. MURAZ ATAKISHIYEV

Protocol Service, Ministry of Economy of the Republic of Azerbaijan

KINGDOM OF BAHRAIN

- H.E. EMAN ALDOSERI

Undersecretary, Ministry of Industry and Commerce

- Mr. MANAF ALMNNAI

Director, Ministry of Industry and Commerce

- Mr. MOHAMED ALSABAH

Counsellor, Embassy of the Kingdom of Bahrain in Ankara

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

- H.E. Amb. M AMANUL HAQ

Ambassador, Embassy of the People's Republic of Bangladesh

- Mr. MD AKRAM ALI ALI

Counsellor, Ministry of Commerce, Bangladesh

- Mr. MOHAMMAD HASHIB SARKER

Senior Assistant Secretary, Ministry of Commerce

BRUNEI DARUSSALAM

- H.E. Amb. NONI ZURAINAH ISMI

Ambassador, Brunei Darussalam of Embassy

- Ms. AMANINA SHAMSULBAHRIN

Officer, Ministry of Finance and Economy

- Ms. NORHAZIMAH HANISAH MDDANY

Officer, Ministry of Finance and Economy

BURKINA FASO

- H.E. Amb. SOME VINTA

Ambassador, Burkina Faso Embassy in Ankara

- Mr. LAFARAYIRI ABDOUL KADER YAGO

Director, Country

- Mr. OUEDRAOGO HAMADOU

Counsellor, Burkina Faso Embassy in Ankara

REPUBLIC OF CAMEROON

- H.E. Amb. IYA TIDJANI

Ambassador, Ministry of External Affairs

- H.E. Amb. VICTOR TCHATCHOUWO

Ambassador, Ministry of External Affairs

- Dr. AKONGNWI NGWA NKWAH

Counsellor, Embassy of Cameroon in Türkiye

- Ms. AISSATOU MOUSSA

Officer, Ministry of Finances

- Ms. FATIMATOU GHARIENGAM

Service Head, Ministry of External Relations

REPUBLIC OF CHAD

- H.E. Amb. DANGAI NOKOUR GUET ADOUM

Ambassador, Embassy of Chad in Türkiye

- Mr. BECHIR ABAKAR OUMAR

Attaché, Embassy of Chad in Türkiye

- Mr. MAHAMAT ABDOULAYE ABDARAMANE

Assistant, Embassy of Chad in Ankara

REPUBLIC OF COTE D'IVOIRE

- H.E. Amb. KHADIDJATA TOURE

Ambassador, Embassy of Côte D'ivoire

- Mr. SANNON ASSI

Counsellor, Embassy of Cote D'ivoire

REPUBLIC OF DJIBOUTI

- H.E. Amb. ADEN HOUSSEIN ABDILLAHI

Ambassador, Djibouti Embassy to Ankara

- Mr. ALI OMAR YOUSSEUF

Counsellor, Djibouti Embassy to Ankara

ARAB REPUBLIC OF EGYPT

- H.E. HASSAN ELKHATIB

Minister, Ministry of Investment and Foreign Trade

- H.E. Dr. ABDEL AZIZ ELSHERIF

Deputy Minister, Ministry of Investment and Foreign Trade

- Mr. GOMAA MOHAMED MADNY

Undersecretary, Ministry of Investment and Foreign Trade

- H.E. Amb. HATIM ELALFY

Ambassador, Consulate General of the Arab Republic of Egypt in Istanbul

- Ms. FATMA MADBOULY

Director General, Ministry of Investment and Foreign Trade

- Mr. ALY BASHA

Commercial Consul, Consulate General of Egypt in Istanbul

- Ms. HODA DORRA

Deputy Commercial Consul, Consulate General of Egypt in Istanbul

REPUBLIC OF THE GAMBIA

- H.E. ABDOULIE JALLOW

Deputy Minister, Ministry of Trade, Industry, Regional Integration and Employment

- Mr. YANKUBA CEESAY

Director, Ministry of Foreign Affairs International Cooperation and Gambians Abroad

- Ms. JULDEH CEESAY

Deputy Permanent Secretary, Ministry of Finance and Economic Affairs

- Ms. IDA SONKO

First Secretary, Embassy of the Gambia in Ankara

- Mr. CARLOS GOMEZ

Director, the Gambia Investment and Export Promotion Agency (GIEPA)

- Mr. OUSMAN BOJANG

Director, Ministry of Trade, Industry, Regional Integration and Employment

- Mr. MUSTAPHA SAMATEH

Director of Budget, Ministry of Finance

REPUBLIC OF GUINEA

- Ms. SYLLA SAYON

Deputy Director General, Agency Guanine, Promotion of Exportation

REPUBLIC OF INDONESIA

- Mr. ACHMAD RIZAL PURNAMA

Ambassador, Embassy of the Republic of Indonesia in Ankara

- Mr. DARIANTO HARSONO

Consul General, Consulate General of the Republic of Indonesia in Istanbul

- Mr. EWIN SOFIAN WINATA

Head of Department, Ministry of National Development Planning/Development Planning Agency/BAPPENAS

- Ms. NINIK RAHAYU

Deputy Permanent Representative/Minister Counsellor, Indonesia Permanent Mission To the OIC

- Ms. ARIANA YULIANTI

Counsellor, Consulate General of the Republic of Indonesia in Istanbul

- Mr. ADI BRAMASTO

Head of Department, Embassy of the Republic of Indonesia in Ankara

- Mr. ARIANTO CHRISTIAN HARTONO

Officer,

- Ms. HENI APRIANI

Officer, Ministry of National Development Planning/Development Planning Agency (BAPPENAS)

- Mr. GONGGO SUSANTO

Officer, Indonesia Permanent Mission to the OIC

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

- Mr. HAMID TAVOLI

Director, Ministry of Foreign Affairs

- Ms. ELHAM HAJIKARIMI

Director General, Iran Trade Promotion Organization

- Mr. HOSSEIN SHAHMORADI

Counsellor, Consulate General of I.R. of Iran in Istanbul

REPUBLIC OF IRAQ

- H.E. Dr. ATHEER DAWOOD SALMAN AL- GHRAIRI

Minister, Ministry of Trade

- Mr. RIYADH FAKHER KALAF

Director General, Ministry of Trade

- Ms. NIBAL ABDULWEHAB ABDULRAHMAN ALABDULI

Consul, Consulate of the Republic of Iraq in Istanbul

- Mr. MUTHANNA SALIM

Ministers Secretary, Ministry of Trade

- Mr. MOHAMMED NEAMAH MAGTOOF ALJUHAISHI

Officer, Iraq Trade Office in Istanbul

- Ms. HOWIDAH HANI CHYAD ALZUBAIDI

Vice-Consul, Consulate of the Republic of Iraq in Istanbul

- Ms. LAYLA AMER RASHEED ALSAMMARRAIE

Officer, Consulate of the Republic of Iraq in Istanbul

- Mr. AHMED KARAKAS

Local Staff, Consulate of the Republic of Iraq in Istanbul

- Ms. MUNTAHA HAMEED HASHIM JARULLAH

Officer, Consulate of the Republic of Iraq in Istanbul

- Ms. ZEYNEP KOPRULU

Local Staff, Iraq Trade Office in İstanbul

HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN

- H.E. DANA ALZUBI

Secretary General, Ministry of Industry, Trade, and Supply

- Dr. NABEEL ALTEL

Director of the Foreign Trade Policy Directorate, Ministry of Industry, Trade, and Supply

- Ms. SHAIMA MASARWEH

Head of Regional Organization, Ministry of Industry, Trade, and Supply

REPUBLIC OF KAZAKHSTAN

- H.E. ZHANEL KUSHUKOVA

Deputy Minister, Ministry of Trade and Integration of the Republic of Kazakhstan

- Mr. DARKHAN BEISENBAY

Counsellor, Embassy of the Republic of Kazakhstan

- Mr. SALIMZHAN TOILYBEK

Trade Representative of the Republic of Kazakhstan in Türkiye, Consulate General of the Republic of Kazakhstan in Istanbul

THE STATE OF KUWAIT

- H.E. KHALIFAH ALASKAR

Minister, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. ALHAIBI ALHAJERI

Assistant Manager, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. MESHARI ALMUTAIRI

Acting Head of Department, Ministry of Commerce and Industry

- H.E. SAAD ALALATI

Undersecretary, Assistant Undersecretary for Technical Services Affairs

- Mr. SAAD ALRASHIDI

Director of International Economic Co-Operation Department, Ministry of Finance

- H.E. Amb. ABDULAZIZ ALADWANI

Ambassador, State of Kuwait

- Ms. FATMA ALKANDARI

Head of Oic Affairs Department, Ministry of Finance

- Mr. SAMI ALHAMAD

Assistant Minister of Foreign Affairs for Economic Affairs, State of Kuwait

KYRGYZ REPUBLIC

- H.E. Amb. RUSLAN KAZAKBAEV

Ambassador, Embassy of the Kyrgyz Republic in Ankara

- Mr. CHYNGYZ ESENGULUULU

Counsellor, Trade Representative - Counsellor Embassy of the Kyrgyz Republic in the Republic of Türkiye

- Ms. MIRA ABDYLDAEVA

Expert, Trade Counsellor, Embassy of the Kyrgyz Republic

REPUBLIC OF LEBANON

- H.E. MOUNIR ANOUTI

Ambassador, Embassy of Lebanon in Ankara

LIBYA

- H.E. SOUHEL BUSHEHA

Deputy Minister, Ministry of Economy

- Mr. ESAM ALMALHOUF

Head of Department, Ministry of Economy

- Mr. GLAL AJAJ

Delegate, Ministry of Economy

- Mr. KHAIRIE ELALEM

Director, Ministry of Foreign Affairs Libya

- Mr. MARUWAN QARABEEL

Delegate, Ministry of Economy

- Mr. MOHAMED A M TAWIL

Counsellor, Libyan Embassy to Ankara

- Mr. MUSTAFA E M ELGELAIB

Ambassador, Libyan Embassy to Ankara

- Mr. KHIRI ELALEM

Director General, Ministry of Foreign

- Mr. OMAR DARHOUB

Commercial Attaché, Consulate General of Libya in Istanbul

- Mr. SALAHEDDEN ALKASAH

Consul General, Consulate General of Libya in Istanbul

- Mr. CEM SUCU

Officer, Consulate General of Libya in Istanbul

MALAYSIA

- H.E. HAIRIL YAHRI YAACOB

Secretary General, Ministry of Investment, Trade and Industry (MITI)

- Ms. ZAIREEN OMAR

Director, Ministry of Investment, Trade and Industry (MITI)

- Mr. WAN AHMAD FARHAN WAN AHMAD SHABRI ZAINUDDIN

Senior Assistant Director, Ministry of Investment, Trade and Industry (MITI)

- Mr. SADAT ANAK FOSTER MAAD ANAKFOSTERMAAD

Head of Department, Malaysia External Trade Development Corporation

- Ms. HUMAIRA AMATULLAH HASANUDDIN

Officer, Consulate General of Malaysia in Istanbul

REPUBLIC OF MALDIVES

- H.E. HARIS MOHAMED HARIS

Minister of State, Ministry of Economic Development and Trade

REPUBLIC OF MALI

- Mr. ISSA COULIBALY

Ambassador, Embassy of Mali in Ankara

- Mr. ADAMA MERY DIAKITE

Second Counselor, Embassy of Mali in Ankara

ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

- Mr. ISHAGH ELKHALIFA

Counsellor, the Embassy of the Islamic Republic of Mauritania in Ankara

- Mr. EL MOUSTAPHA SIDI MOHAMED

Counsellor, Embassy of Mauritania in Ankara

- Mr. MOHAMED SALECK SID AHMED

Director, Ministry of Foreign Affairs

KINGDOM OF MOROCCO

- H.E. OMAR HEJIRA

Minister, Secretariat of State in Charge of Foreign Trade

- Mr. YOUSSEF ZAHOU

Director, Ministry of Industry and Trade

- Mr. BENABDOUH YOUSSEF

Head of Department, Ministry of Industry and Trade

- Mr. AL AMINE DADDAOUA

Counsellor, Embassy of the Kingdom of Morocco in Ankara

- Mr. ABDELOUAHED RAHAL

Director General, Ministry of Industry and Trade

REPUBLIC OF MOZAMBIQUE

- H.E. ANTONIO JORGE DO ROSARIO GRISPOS

Deputy Minister, Ministry of Economy

FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA

- H.E. ABDULLAHI YAKUBU MADOB

Undersecretary, the Embassy of Nigeria

SULTANATE OF OMAN

- H.E. Dr. SAID ALSAQRI

Minister, Ministry of Economy

- H.E. Amb. SAIF RASHIDSAIFALJAHWARI

Ambassador, Sultanate of Oman/ Embassy / Ankara

- Mr. IMAD TALIB HUSSEIN AL AJAMI

Director General, Ministry of Economy

- H.E. SALIM ALBUSAYDI

Consul General/ Deputy Permanent Representative to the OIC, Sultanate of Oman

- Mr. YOUSUF ALGHUSAYNI

Head of Department, Ministry of Commerce, Industry & Investment Promotion

- Dr. HUSSAIN ALMAWALI

Head of Department, Ministry of Economy

- Mr. JUMA ALSHEYADI

Director, Oman Customs

- Mr. FAISAL ALMASKARI

Deputy Director General, Sultanate of Oman

- Mr. YOUSUF ALRAWAHI

Head of Department, Ministry of Economy

- Mr. ABDULLAH ALALAWI

Analyst, Sultanate of Oman

- Mr. MUHAMMED SIPAHIOGLU

Administrative Affairs at the Embassy of the Sultanate of Oman, Sultanate of Oman/

Embassy / Ankara

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

- H.E. JAMAL KAMAL KHAN

Minister, Ministry of Commerce

- H.E. Dr. YOUSAF JUNAID

Ambassador, Embassy of Pakistan Ankara

- Mr. NASIR HAMID

Director General, Ministry of Commerce

- H.E. Amb. KHAWAJA KHURRAM NAEEM

Ambassador, Consulate General of Pakistan

- Mr. QAZI SALEEM AHMED KHAN

Counsellor, Embassy of Pakistan Ankara

- Mr. SYED ALI RAZA SHAH

Counsellor, Consulate General of Pakistan

- Ms. MAHROO ARSHAD

Counsellor, Embassy of Pakistan Ankara

- Mr. AMIR BARLAS

Officer, Consulate General of Pakistan

- Mr. MUHAMMAD USMAN ASHRAF

Officer, Consulate General of Pakistan

- Mr. NIAZ MUHAMMAD

Photographer, Embassy of Pakistan Ankara

THE STATE OF PALESTINE

- Ms. RANA ABUSIBAA

First Counsellor, Embassy of the State of Palestine

STATE OF QATAR

- H.E. FAISAL THANI ALTHANI

Minister, Ministry of Commerce and Industry

- H.E. NAIF JASSIM ALABDULJABBAR

Charge D’Affaires, Qatar Embassy in Ankara

- Mr. SULTAN ALFALASE

Minister's Office Manager, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. SALEH ALMANA

Head of Department, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. SAEED ALMARRI

Head of Regional & Intl. Organizations Section, Ministry of Commerce and Industry

- Ms. SALMA ALDOSARI

International Cooperation Researcher I, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. RASHID ALANSARI

Protocol, Ministry of Commerce and Industry

- Mr. AHSEN CIDDI

Officer, Consulate of the State of Qatar

- Mr. AGIEB HAMMAD

Expert, Qatar Embassy in Ankara

KINGDOM OF SAUDI ARABIA

- H.E. Dr. SAAD ALKASABI

Governor, Saudi Standards, Metrology and Quality Organization

- H.E. MOHAMMED ALABDULJABBAR

Acting Governor, General Authority of Foreign Trade

- Mr. MOHAMMED ALSHAHRANI

Director General of Governor Office, Saudi Standards, Metrology and Quality Organization

- Mr. JIHAD ALHUTHAIL

General Manager of International Organizations, Saudi General Authority of Foreign Trade

- Mr. FAHAD ALHAZMI

Director, General Authority of Foreign Trade

- Mr. SALMAN ALOTAIBI

Director, General Authority of Foreign Trade

- Mr. QASIM ALALAWI

Officer, Saudi General Authority of Foreign Trade

- Mr. FARES ALABDULLATEEF

Expert, General Authority of Foreign Trade

- Mr. NASER MOHAMED AL OWAID

Senior Trade Expert, Saudi Embassy in Ankara

- Mr. ALI ALHEJJI

Officer, General Authority of Foreign Trade

- Mr. SULTAN ALSUWAYID

Officer, Ministry of Commerce

- Mr. KHALED ALI AL AQEEL

Attaché, Embassy of Saudi Arabia in Ankara

- Ms. AYSEGUL BAKIR

Commercial Specialist, Commercial Attaché of Saudi Arabia

- Mr. MOHAMMED ALMASUD

Public Relations Specialist, Saudi Standards, Metrology and Quality Organization

REPUBLIC OF SENEGAL

- H.E. SERIGNE GUEYE DIOP

Minister of Industry and Trade, Ministry of Industry and Trade

- Ms. NDEYE YACINE GNINGUE

Chief of Staff of the Minister's Cabinet, Ministry of Industry and Commerce

- H.E. Amb. MOUSTAPHA SOKHNA DIOP

Ambassador, Embassy of Senegal in Ankara

REPUBLIC OF SIERRA LEONE

- H.E. FRANCES PIAGIE ALGHAI

Deputy Minister, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation

- Ms. TIANGAY KAIKAI

Senior Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation

REPUBLIC OF SUDAN

- H.E. Dr. MOHAMED BASHAR ADAM

Undersecretary, Ministry of Finance and Economic Planning

H.E. Amb. OSAMA MAHJOUB HASSAN DIRAR

Ambassador, the General Consulate of the Republic of the Sudan in Istanbul

- Mr. ELAMIN YAHIA

Deputy Director General, Ministry of Finance and Economic Planning

- Ms. MAI MOHAMMED EJAMI

First Secretary, the Embassy of the Republic of Sudan/ Ankara

- Mr. OSMAN ELSHEIKH HASSAN ABOU

First Secretary, Consulate General of the Republic of Sudan, Economic Counselor

REPUBLIC OF TAJIKISTAN

- Mr. SODIQ IMOMI

Ambassador, Embassy of the Republic of Tajikistan in Ankara

- Mr. MEHROBJONI YOQUBI

Third Secretary, Embassy of the Republic of Tajikistan in Ankara

REPUBLIC OF TUNISIA

- H.E. AHMED BENSGHAIER

Ambassador, Embassy of the Republic of Tunisia in Ankara

- Mr. EL IFA MOHAMEDJAMAL

Deputy Director General, Ministry of Trade and Export Development

SYRIAN ARAB REPUBLIC

- H.E. MOHAMAD NEDAL ALCHAAR

Minister, Ministry of Economy and Industry

- H.E. BASSEL ABDULLHANNAN

Deputy Minister, Ministry of Economy and Industry

- H.E. MOHAMMAD SAFWAT RASLAN

Director General, Syrian Development Fund

- Mr. KASEM KAMEL

Director, Ministry of Economy and Industry

- Mr. MOHAMAD AYHAM ARAJ

Executive Administrative Assistant of the Director General of Syrian Development Fund,
Syrian Development Fund

- Mr. RAMI ABAZA

Diplomat at the Syrian Ministry of Foreign Affairs and Expatriates, Syrian Arab Republic
Ministry of Foreign Affairs and Expatriates

- Mr. WASEEM ALOMAR

Secretary, Ministry of Economy and Industry

- Ms. AJIA SHAHEEN

Deputy Director General, Syrian Development Fund

- Mr. DARGHAM SAKER

Personal Assistant, Ministry of Economy and Industry

REPUBLIC OF TÜRKİYE

- H.E. CEVDET YILMAZ

Vice President, Presidency of the Republic of Türkiye

- H.E. Prof. Dr. OMER BOLAT

Minister, Ministry of Trade

- H.E. İBRAHİM ŞENEL

President of Strategy and Budget, Presidency of Strategy and Budget

- H.E. MUSTAFA TUZCU

Deputy Minister, Ministry of Trade

- Mr. RIDVAN AĞAOĞLU

Vice President of Strategy and Budget Department, Presidency of Strategy and Budget

- H.E. Dr. FATİH KARAHAN

Governor of the Central Bank of the Republic of Türkiye, Oic-Comcec Central Banks Forum

- Mr. M RIFAT HISARCIKLIOGLU

President of the Institution, Tobb

- Mr. SEKİB AVDAGIC

Vice President, Tobb

- Mr. ISMAIL OZKAN

Director General, Oic-Comcec Central Banks Forum

- Mr. ISMAIL OZKAN

Director General, Oic-Comcec Central Banks Forum

- Mr. ZAFER SOYLU

Chairman of the Board of Directors, Halal Accreditation Agency (HAK)

- Mr. MUSTAFA BAYBURTLU

Deputy Secretary General, TOBB

- Mr. HUSNU DILEMRE

Director General, Ministry of Trade

- Mr. MAHMUT VARLI

Manager, BORSA İstanbul

- Mr. OZGUR ARSLAN

Deputy Director General, MFA Türkiye

- Mr. TAYFUN KILIC

Deputy Director General, Ministry of Trade

- Mr. CEVDET AKYILDIZ

Director, Oic-Comcec Central Banks Forum

- Mr. KEREM DONMEZ

Director General, Ministry of Treasury and Finance

- Mr. AHMET BURAK UCARMAK

Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. IBRAHIM OZTOP

Director General, Development and Investment Bank of Türkiye

TURKMENISTAN

- H.E. BEGMYRAT ALLAKBAYEV

Deputy Minister, Ministry of Finance and Economy of Turkmenistan

- Mr. KERIMBERDI GELDIYEV

Senior Expert, Ministry of Finance and Economy of Turkmenistan

REPUBLIC OF UGANDA

- H.E. BAHINDUKA MARTIN MUGARRA

Deputy Minister, Ministry of Tourism Wild Life and Antiquities

- Mr. DAVIDS HALONGO

Expert, Ministry of Tourism Wild Life and Antiquities

- Ms. MARTHA BYABAGYE MUSIMENTA MUSIMENTA

Senior Economist, Ministry of Finance, Planning and Economic Development Uganda

- Ms. NYIRACYIZA JACKLINE BESIGYE

Head of Department, Ministry of Tourism Wild Life and Antiquities

- Mr. ROBERT BAINGANA MATSIKO

Senior Economist, Ministry of Finance, Planning and Economic Development

- Mr. YUSUF MUBARAK

Officer, Embassy of the Republic of Uganda Ankara

STATE OF THE UNITED ARAB EMIRATES

- H.E. SULTAN SAEED ALMANSOORI

Minister/ Special Representative of the United Arab Emirates to Türkiye for Economic Relations, United Arab Emirates

- H.E. ABDULLA ALSALEH

Undersecretary, Ministry of Economy & Tourism

- H.E. SAEED THANI HAREB ALDHAHERI

Ambassador, United Arab Emirates

- Mr. SAEED ABDULWAHID KHAMIS RUBAYA SAQER

Counsellor, United Arab Emirates

- Mr. AHMAD BINSULAIMAN

Expert, Ministry of Economy & Tourism

- Mr. FAHRETTIN GOKAY

Officer, United Arab Emirates

REPUBLIC OF UZBEKISTAN

- Mr. KHURRAM TESHABAEV

Deputy Minister, Ministry of Investment, Industry and Trade of the Republic of Uzbekistan

- Mr. ALIJON ALIEV

First Secretary, Embassy of the Republic of Uzbekistan in Ankara

- Mr. SARVARKHUJA GANIKHUJAEV

Expert, Ministry of Investment, Industry and Trade of the Republic of Uzbekistan

REPUBLIC OF YEMEN

- H.E. MANSOUR ALI SAEED BAGGASH

Deputy Minister, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. AREF MOHAMMED ALI FARAA

Attaché, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. EBRAHIM AHMED SALEH ALMEKHLAFI

Officer, Embassy of Yemen in Ankara

- Mr. TALAL ABDUSSALAM AHMED JAMEL

Permanent Secretary, Embassy of Yemen in Ankara

B. OBSERVER COUNTRIES

BOSNIA AND HERZEGOVINA

- H.E. Amb. MIRSADA COLAKOVIC

Ambassador, Embassy of Bosnia and Herzegovina in Ankara, Türkiye

RUSSIAN FEDERATION

- Ms. AYSUR BELEKOVA

Acting Consul General, Consulate General of Russian Federation in İstanbul

- Mr. VADIM SHAINUROV

Attaché, Consulate General of Russian Federation in İstanbul

KINGDOM OF THAILAND

- Ms. AUMAPORN FUTRAKUL

Deputy Director General, Department of Trade Negotiations, Ministry of Commerce of Thailand

- Mr. ANUT PHOLCHAROEN

Officer, Office of Commercial Affairs

- Mr. PANKOSA SUPONGTHORN

Officer, Department of Trade Negotiations, Ministry of Commerce of Thailand

- Mr. SUTTICHAT NILKUHA

Counsellor, Office of Commercial Affairs

- Ms. NATCHANA PRAJUMAS

Officer, Department of Trade Negotiations, Ministry of Commerce of Thailand

- Ms. PIYA SUTTHIMA KESKIN

Officer, Office of Commercial Affairs

TRNC

- H.E. OLGUN AMCAOGLU

Minister, Ministry of Economy and Energy

- H.E. TUGSAD TULBENTCI

Undersecretary, Ministry of Economy and Energy

- Mr. MEHMET CAVUSOGLU

Director, Ministry of Economy and Energy

- Mr. MEHMET DINCER FARUK

Senior Expert, TRNC Consulate General in Istanbul

- Ms. DEFNE DEVECI SABIRLI

Diplomat, TRNC Consulate General in Istanbul

- Ms. ZALIHE MENDELI

Diplomat, TRNC Consulate General in Istanbul

C. THE OIC GENERAL SECRETARIAT

ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION

- H.E. HISSEIN BRAHIM TAHA

Secretary General, OIC

- H.E. Dr. AHMAD SENGENDO

Assistant Secretary General for Economic Affairs, OIC

- Mr. NAGHI JABBAROV

Director General, OIC

- Dr. HASAN BASRI ARSLAN

Advisor, OIC

- Mr. JAKHONGIR KHASANOV

Professional Officer, OIC

- Ms. FARHA RAMDZAN BINTI SAAID RAMDZAN FARHA

Professional Officer, OIC

- Mr. IBRAHIM HISSEIN IBRAHIM

Advisor, OIC

D. THE OIC SUBSIDIARY ORGANS

ISLAMIC CENTER FOR DEVELOPMENT OF TRADE (ICDT)

- H.E. LATIFA ELBOUABDELLAOUI

Director, Islamic Center for Development of Trade

- Mr. ISMAIL TAQUI

Head of Department, Islamic Center for Development of Trade

RESEARCH CENTER FOR ISLAMIC HISTORY, ART AND CULTURE (IRCICA)

- H.E. Amb. MAHMUT EROL KILIC

Director General

- Mr. MURAT ESAT OZER

Head of Department

- Mr. MEHMET MAZAK

Head of Department

STATISTICAL, ECONOMIC, SOCIAL RESEARCH AND TRAINING CENTER FOR ISLAMIC COUNTRIES (SESRIC)

- H.E. ZEHRA ZUMRUT SELCUK

Director General

- Mr. MOHAMMED AMINE AZZAOU

Officer

- Ms. TUGBA USLU

Officer

- Mr. MAZHAR HUSSAIN

Head of Department

- Ms. FATMA SAYAR

Assistant Expert

ISLAMIC CORPORATION FOR DEVELOPMENT OF THE PRIVATE SECTOR (ICD)

- Mr. OSMAN BUYUKMUTLU

Head of Department

- Ms. DUYGU UYANIK

Senior Expert

- Mr. ASKAR BAIMULDUN

Lead Principal, Lines of Finance

- Mr. SAMIR TAGHIYEV

Expert

ISLAMIC ORGANIZATION FOR FOOD SECURITY (IOFS)

- H.E. Amb. BERIK ARYN

Director General, Islamic Organization for Food Security

- Mr. ABDULA MANAFI MUTUALO

Senior Expert, Islamic Organization for Food Security

E. SPECIALIZED ORGANS OF THE OIC

ISLAMIC DEVELOPMENT BANK (IsDB)

- H.E. Dr. MUHAMMAD ALJASSER

Chairperson, Islamic Development Bank Group

- Mr. SALAH JELASSI

Director, Islamic Development Bank

- Mr. MURAD YANDIEV

Senior Expert

- Ms. NORA ADEL M MOZZIN

Senior Protocol and Outreach Specialist, Islamic Development Bank

- Mr. NAZAR DIAB

Senior Expert, Islamic Development Bank

- Ms. DILAN BURCU KALIC

Executive Assistant, Islamic Development Bank

- Mr. OMER ASLAN

Head of Administration, Islamic Development Bank

- Mr. FARUK OZCAN

Protocol, Islamic Development Bank

INTERNATIONAL ISLAMIC TRADE FINANCE CORPORATION (ITFC)

- Mr. ADEEB YOUSUF ALAAMA

CEO, ITFC-Islamic Development Bank Group

- Mr. AYMEN KASEM

Division Manager, Trade Development, International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC)

- Dr. HARUN CELIK

Senior Expert, International Islamic Trade Finance Corporation

- Mr. HOJAMUROD HOJAEV

Senior Manager, Trade Finance, International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC)

- Mr. ANVAR NIGMATOV

Head of Department, ITFC

- Mr. FAKHRIDDIN SAYDULLAEV

Analyst, ITFC

OIC LABOUR CENTRE

- H.E. AZAR BAYRAMOV

Director General

- Mr. NIJAT MAMMEDZADA

Expert

F. AFFILIATED ORGANS OF THE OIC

ISLAMIC CHAMBER OF COMMERCE AND DEVELOPMENT (ICCD)

- H.E. ABDULLAH SALEH KAMEL

President of the Institution, Islamic Chamber of Commerce and Development (Iccd)

- H.E. YOUSEF HASSAN KHALAWI

Secretary General, Islamic Chamber of Commerce & Development

- Ms. AALIA JAFAR

Director, Islamic Chamber of Commerce & Development

- Mr. SYED NASIR UD DIN SHAH

International Relations Associate, Islamic Chamber of Commerce and Development (ICCD)

- Mr. ABDULRAHMAN YOUSEF A ASHMAWI

Expert, Iccd

- Mr. ELSADIG IBRAHIM

Secretary General Head of Office, the Islamic Chamber of Commerce & Development (ICCD)

- Mr. MAHER ELBARRAGE

Expert, ICCD

- Mr. HUSAM ALI BALKHAIR

Other, Islamic Chamber of Commerce and Development (ICCD)

ASSOCIATION OF NATIONAL DEVELOPMENT FINANCE INSTITUTIONS IN

MEMBER COUNTRIES OF THE ISLAMIC DEVELOPMENT BANK (ADFIMI)

- Mr. METIN OZDEMIR

Chairman

- Mr. ILHAMI OZTURK

Secretary General

- Mr. MEHMED RASID KANSU

Expert

STANDARDS AND METROLOGY INSTITUTE FOR ISLAMIC COUNTRIES (SMIIC)

- Mr. IHSAN OVUT

Secretary General

- Mr. WASSILA OULDCHIKH

Consultant

- Mr. YASIN ZULFIKAROGLU

Expert

- Mr. YUNUS ETE

Consultant

- Ms. SEVDE OZBEY

Expert

ISLAMIC CONFERENCE YOUTH FORUM FOR DIALOGUE AND COOPERATION (ICYF-DC)

- H.E. TAHA AYHAN

Secretary General

- Mr. YUNUS SONMEZ

Director General of the Cabinet at the Icyf Secretariat, Islamic Cooperation Youth Forum

OIC ARBITRATION CENTER

- H.E. Dr. UMAR OSENI

Secretary General, Organization of Islamic Cooperation Arbitration Centre (Oic-Ac)

- Mr. SINAN TIRYAKI

Attorney Intern, Oic Arbitration Center

- Ms. MERVE NUR DUYMAZ

Advisor, Oic Arbitration Centre

- Ms. SEMAHAT MENEVSE

Head of Department, Oic Arbitration Center

- Prof. Dr. ALPER CAGRI YILMAZ

Deputy Secretary General, Organization of Islamic Cooperation Arbitration Centre (Oic-Ac)

- Ms. YASMIN BALI

Business Development Executive

- Ms. FATMA NUR ONDER

Administrative Officer

- Mr. MEHMET FIRTINA

Assistant Expert

G. OIC STANDING COMMITTEES

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)

- Ms. MONICA MERINO

Resident Representative, UNDP Türkiye

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)

- Ms. FATMA SEDA SEVGİ

Deputy Head of OECD İstanbul Centre, OECD İstanbul Centre

STANDING COMMITTEE FOR INFORMATION AND CULTURAL AFFAIRS

(COMIAC)

- Dr. AMETH DIALLO

Director General, COMICAC (Permanent Committee of the OCI for Information and Cultural Affairs)

THE ISLAMIC CORPORATION FOR THE INSURANCE OF INVESTMENT AND EXPORT CREDIT (ICIEC)

- Ms. AYSE SELDA KURT

Country Manager, ICIEC

- Ms. FATMA GAMZE SARIOGLU

Director, ICIEC

BAYT MAL AL QODS ACHARIF AGENCY

- Mr. ECHARKAOUI SALEM

Director, Bayt Mal Al Quds Asharif Agency- Al Quds Committee

I. INTERNATIONAL INSTITUTIONS

DEVELOPING EIGHT (D-8)

- H.E. Amb. ISIAKA ABDULQADIR IMAM

Secretary-General, Developing-8 Organization for Economic Cooperation (D-8)

- Mr. PUNJUL SETYA NUGRAHA

Director, Developing-8 Organization for Economic Cooperation (D-8)

- Dr. ISMAIL BELLO

Expert, Developing-8 Organization for Economic Cooperation

- Ms. ZAHRA SETAREH

Officer, D-8 Secretariat

ECONOMIC COOPERATION ORGANIZATION (ECO)

- Mr. BEHZAD SABERI ANSARI

Deputy Secretary General, Economic Cooperation Organization

ECONOMIC COOPERATION ORGANIZATION TRADE AND DEVELOPMENT

BANK (ECOBANK)

- H.E. Dr. MOHAMMAD HASHEM BOTSHEKAN

President of the Institution, Eco Trade and Development Bank

- Mr. AAMIR NAZIR GONDAL

Vice President, Eco Trade and Development Bank

- Mr. AHMET TUTAL

Vice President, Eco Trade and Development Bank

- Mr. FAZLI SAK

Head of Department, Eco Trade and Development Bank

- Mr. OMER FARUK BAYKAL

Expert, Eco Trade and Development Bank

GULF COOPERATION COUNCIL (GCC)

- Ms. LEEN ALEISA

Head of Department, Organization

THE BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION

- H.E. Amb. Dr. MERVE SAFA KAVAKCI

First Deputy Secretary General, Black Sea Economic Cooperation (BSEC) Organization

- Mr. KANAN MURTUZOV

Executive Manager, BSEC Secretariat

THE ORGANIZATION OF TURKIC STATES

- Mr. MEREY MUKAZHAN

Deputy Secretary General, Organization of Turkic States

- Mr. FARID MAMMADOV

Project Director, Organization of Turkic States

K. KEYNOTE SPEAKER

- Dr. SHERIN TAHA

Deputy Director General, Egyptian Exporter Association EXPOLINK

M. PANELISTS

- Dr. MEHMET KOSE

Chairperson, Africa Foundation

- Dr. YOUNES ABOUYOUB

Director, United Nations

- H.E. Amb. MEHMET GULLUOGLU

Panelist, Ministry of Foreign Affairs of Türkiye

- H.E. Prof. Dr. HABIB AHMED

Professor, Durham University

- Mr. EL MANSOUR VETEN

Executive Director, Qatar Charity – Maein Initiative, Qatar Charity

- Prof. Dr. MEHMET ASUTAY

Professor, Durham University

- Prof. Dr. MESUT OZCAN

Professor, Social Sciences University of Ankara

- Prof. Dr. MOHAMED THAMEUR CHAIBI

Professor, National Research Institute for Rural Engineering, Water and Forestry (INRGREF)

- Mr. AYKUT GÜL

Professor, Çukurova University

- Mr. ONUR SÖNMEZ

Panelist

O. COMCEC COORDINATION OFFICE

- Mr. SELCUK KOC

Director General

- Mr. GURKAN POLAT

Head of Department, Comcec

- Mr. MEHMET ASLAN

Head of Department, Comcec

- Mr. MEHMET CELALETTIN AKTAS

Head of Department, Comcec

- Ms. AYTEN AKMANKACAR

Senior Expert

- Ms. AYLIN SENOLGUN

Senior Expert, Comcec Coordination Office

- Mr. ALI ORUC

Expert, Comcec Coordination Office

- Mr. MEHMET AKIF ALANBAY

Senior Expert, Comcec

- Mr. HASAN YENIGUL

Senior Expert, Comcec

- Mr. UGUR AKARSU

Senior Expert, Comcec

- Ms. EDA AKCA

Expert, Comcec

- Mr. AŞKIN ÇETİNKAYA

Expert, Comcec Coordination Office

- Mr. YUNUS KAYIS

Expert

- Mr. KADIR ALTINTOP

Expert, Comcec

- Ms. MINE DEMİR

Assistant Expert, Comcec Coordination Office

- Ms. TILBE GOCUKLU ÇETİNKAYA

Assistant Expert, Comcec Coordination Office

- Ms. BETUL OZAL KARAHAN

Expert, Comcec

- Ms. HILAL BASKARAHAN

Assistant Expert, Comcec

- Ms. MERYEM GULYESIL

Expert, Comcec

- Mr. AHMET HILMI EROGLU

Expert, Comcec Coordination Office

- Mr. MERT CAN SELVER

Assistant Expert, Comcec

- Mr. MUHAMMED ZIYA SARI

Assistant Expert, Comcec

- Mr. RAMAZAN GORGEÇ

Assistant Expert, Comcec

- Ms. CIGDEM IREM KAYA

Assistant Expert, Comcec

- Mr. MAHMUT ERDEM SEPETCI

Assistant Expert, Comcec

- Mr. HALİL İBRAHİM CUNEYTOĞLU

Expert, Comcec Coordination Office

- Ms. HANDE ÖZDEMİR

Translator, Comcec

- Ms. HAVVA YILMAZ

Officer, Comcec Coordination Office

- Mr. OĞUZHAN HALİM SAY

Officer, Comcec Coordination Office

- Mr. SELİM UYAR

Interpreter, Comcec Coordination Office

- Mr. MUHARREM TEMLİSÜ

Officer, Comcec

- Ms. YELIZ DURAN

Officer, Comcec

ANNEXE

2

**RAPPORT DE LA
47^{ème} RÉUNION DU COMITE DE SESSION
(21 Octobre 2025, Réunion Virtuelle)**

- La 47^{ème} Réunion du Comité de Session du COMCEC s'est tenue virtuellement le 21 octobre 2025.
- La réunion a été présidée par M. Selçuk KOÇ, Directeur Général du Bureau de Coordination du COMCEC. Outre le Secrétariat Général de l'OCI et le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC), les institutions suivantes de l'OCI ont participé à la Réunion :
 - Centre de Recherche Et De Formation Statistique, Economique Et Sociale Pour Les Pays Islamiques (SESRIC)
 - Centre Islamique Pour Le Développement Du Commerce (CIDC)
 - La Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (SIFC)
 - La Société Islamique pour l'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation (SIACE)
 - La Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID)
 - L'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA)
 - Centre du Travail de l'OCI (OCI LC)
 - Institut de Normalisation Et De Métrologie Des Pays Islamiques (INMPI)
 - Chambre Islamique Du Commerce Et Du Développement (CICD)
- La Réunion a convenu des points suivants à l'ordre du jour pour discussion :
 - Mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC : Contributions des institutions de l'OCI à la Stratégie du COMCEC
 - La Liste des Activités des Institutions de l'OCI Alignées sur la Stratégie du COMCEC et les Recommandations de Politique Ministérielle du COMCEC
 - Utiliser le Financement De Projets du COMCEC pour la mise en œuvre des Recommandations Politiques Ministérielles du COMCEC
 - Contributions Possibles Des Institutions de l'OCI à la Mise En Œuvre des ODD dans les Pays Membres de l'OCI
 - Préparatifs du Rapport Annuel sur les Progrès Vers La Réalisation des ODD Prioritaires au niveau de l'OCI
 - Activités des institutions de l'OCI servant à la mise en œuvre des ODD
 - Projets Phares du COMCEC
 - La Proposition sur le "Programme d'Intelligence Économique"
 - Contributions Possibles des Institutions de l'OCI au Profit du Peuple Palestinien / Al-Quds Al Sharif ainsi que des Pays Membres de l'OCI et des Pays Observateurs géographiquement éloignés

▪ Questions Diverses

Mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC : Contributions des institutions de l'OCI à la Stratégie du COMCEC

- Le BCC a présenté un aperçu des activités des institutions de l'OCI conformes aux Recommandations Politiques Ministérielles du COMCEC et à la Stratégie du COMCEC. À cet égard, il a été rapporté que les Institutions de l'OCI ont mené 34 activités dans la catégorie du Groupe A et 128 activités dans la catégorie du Groupe B depuis la précédente Session Ministérielle du COMCEC. Il a également été rapporté que 49 activités du Groupe A et 101 activités du Groupe B sont planifiées pour être tenues jusqu'à la fin de cette année. Afin d'assurer une plus grande précision dans les rapports et d'éviter les reproductions, le BCC a partagé certaines observations sur l'enregistrement des données des Institutions de l'OCI concernant leurs activités. Afin d'éviter les reproductions et d'assurer la mise à jour des rapports d'activités, le Comité a demandé aux Institutions pertinentes de l'OCI d'insérer les données et informations concernant leurs activités dans le système en ligne dans les meilleurs délais.
- Dans ce contexte, le Comité a examiné les activités achevées et planifiées des institutions pertinentes de l'OCI qui sont directement liées à la mise en œuvre des Recommandations Politiques Ministérielles et aux objectifs de la Stratégie du COMCEC à travers les domaines de coopération depuis la 40^{ème} Session Ministérielle du COMCEC.
- Le Comité a salué les contributions et les efforts précieux des institutions de l'OCI visant la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC et des Recommandations Politiques Ministérielles.
- Le Comité a pris note avec appréciation des efforts du SESRIC pour contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie du COMCEC et des Recommandations Politiques Ministérielles du COMCEC à travers des activités spécifiquement conçues, telles que le renforcement des capacités, les programmes de formation.
- En outre, le Comité a été informé des projets mis en œuvre dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC (FPC). Il a été souligné que 23 projets sont mis en œuvre par les Pays Membres de l'OCI et les Institutions de l'OCI dans le cadre du FPC en 2025.
- En outre, le Comité a demandé aux Institutions de l'OCI, dans la mesure du possible, d'impliquer dans les projets des Pays Membres de l'OCI en tant que partenaires de projet en fournissant une assistance technique dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets dans le cadre du Financement de Projet du COMCEC.

Contributions Possibles des Institutions de l'OCI à la Mise en Œuvre des ODD dans les Etats Membres de l'OCI

- Le Comité a pris note avec satisfaction de la présentation faite par le SESRIC du rapport intitulé « Vers l'Accomplissement des Objectifs de Développement Durable Prioritaires dans les Pays de l'OCI », préparé pour la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC.
- En ce qui concerne les programmes de renforcement des capacités statistiques, le Comité a félicité le SESRIC pour avoir organisé 7 activités sur les indicateurs des ODD au bénéfice de 400 participants à travers les Pays Membres de l'OCI depuis la dernière session du COMCEC.
- En ce qui concerne les activités liées aux ODD menées par les institutions de l'OCI, le BCC a informé le Comité que 32 activités avaient été achevées et que 47 activités avaient été planifiées dans le cadre des ODD prioritaires pour 2025.

Projets Phares du COMCEC

- Le Comité a été informé par le BCC des progrès et des développements récents dans la mise en œuvre des Projets/Programmes Phares du COMCEC tels que le SPC-OCI, le Centre d'Arbitrage de l'OCI, l'indice et le fonds OIC/COMCEC 50 Charia, et le Programme des PME du COMCEC.
- Le Comité a également été informé par le CIDC des activités du Secrétariat du CNC visant à sensibiliser sur le SPC-OCI.
- Soulignant le rôle important joué par les institutions de l'OCI dans l'augmentation de la sensibilisation parmi les Pays Membres concernant les Projets Phares du COMCEC, le Comité a encouragé les institutions pertinentes de l'OCI à renforcer davantage leurs efforts à cet égard.

Programme d'Intelligence Economique de l'OCI

- Le Comité a été informé par la SIACE (Groupe de la BID) concernant les efforts en cours pour lancer le Programme de Veille Stratégique de l'OCI et a pris note des activités de formation et de renforcement des capacités qui se sont tenues en Indonésie en Février 2025 et qui se tiendront en Novembre 2025 au Maroc en collaboration avec l'CIDC.

- Le Comité a demandé à la SIAICE, en collaboration avec le SESRIC, le CIDC et le CICD, de poursuivre leurs efforts afin de compléter les préparatifs techniques pour le lancement du Programme de Veille Économique de l'OCI dans les meilleurs délais.
- **Contributions possibles des institutions de l'OCI au profit du peuple palestinien/ Al Qods Sharif ainsi que des Pays Membres de l'OCI et des pays observateurs géographiquement éloignés**
- Le Comité a été informé par les Institutions de l'OCI concernant leurs efforts visant à soutenir le Bénéfice du Peuple Palestinien/Al-Qods Al-Charif ainsi que les Pays Membres et Pays Observateurs de l'OCI Géographiquement Éloignés.
- Le Secrétariat Général de l'OCI a informé le Comité sur ses initiatives humanitaires, économiques et culturelles globales visant à réduire les difficultés rencontrées par le peuple Palestinien et à préserver ses droits et son identité historiques. Le Comité a salué ces efforts, les considérant comme une contribution essentielle au soutien collectif apporté par l'OCI à la Palestine.
- Le Comité a félicité le SESRIC d'avoir organisé avec succès 41 activités spécialisées à cette fin depuis la 40^{ème} Session Ministérielle du COMCEC, dont ont bénéficié 154 professionnels en provenance des institutions Palestiniennes pertinentes, contribuant ainsi au renforcement des capacités techniques. Le Comité a également pris note avec satisfaction des activités menées par le SESRIC, soit 20 activités différentes au profit de la Guyane et 16 activités différentes au profit du Suriname.
- Saluant la mise en œuvre réussie des projets concrets dans le cadre du Programme Al-Qods du COMCEC, visant à améliorer les conditions socio-économiques à Al-Qods, le Comité a pris note avec satisfaction que huit projets sont mis en œuvre cette année afin de renforcer la compétitivité des PME et d'autonomiser les femmes et les jeunes grâce à un enseignement professionnel ciblé et au développement des compétences. Le Comité s'est également félicité du nouvel appel de projets qui avait été lancé le 15 Novembre 2025 dans le cadre du Programme Al-Qods du COMCEC.
- Le Comité a salué la mise en œuvre du projet dans le domaine des PME dans le cadre du Financement de Projets du COMCEC au Suriname, en partenariat avec la Guyane.
- Le Comité a pris note avec satisfaction des efforts en cours de l'OISA concernant l'appel à l'aide alimentaire humanitaire pour Gaza.
- Le Comité a également félicité la CICD pour la mise en œuvre réussie de trois projets, à savoir le Portail du Talent 2025, la Plateforme Numérique Palestinienne et le Petit-déjeuner Palestinien, qui visaient à contribuer à l'économie Palestinienne en promouvant les produits locaux, en préservant le patrimoine national et culturel et en renforçant l'autonomie économique des jeunes Palestiniens, des artisans et des petits producteurs.

- Le Comité a encouragé toutes les Institutions pertinentes de l'OCI à poursuivre leurs efforts de collaboration dans la mise en œuvre et l'élargissement des programmes et initiatives qui profitent au peuple Palestinien/Al-Qods Al-Charif ainsi qu'aux Pays Membres et Pays Observateurs de l'OCI géographiquement éloignés.
- Le Comité a été informé par le LC de l'OCI sur ses futures activités visant à appuyer la relance de l'emploi et des systèmes de travail à Gaza, incluant l'élaboration d'un programme de soutien à l'emploi pour les employés palestiniens et la contribution au processus de réhabilitation post-conflit.

Questions Diverses

- La Réunion du Comité s'est terminée par un vote de remerciement.

ANNEXE

3

**DISCOURS D'OUVERTURE DE LA 41^{ÈME} RÉUNION MINISTÉRIELLE
DU COMCEC**

(3 NOVEMBRE 2025 – ISTANBUL)

AU NOM D'ALLAH LE TOUT MISÉRICORDIEUX, LE TRÈS MISÉRICORDIEUX
(BİSMİLLAHİRRAHMANİRRAHİM).

Chers Ministres,

Cher Secrétaire Général,

Mes frères et Sœurs Bien Aimés,

Je vous salue avec mes sentiments les plus sincères, mon affection et mon respect.

QUE LA PAIX, LA MISÉRICORDE ET LES BÉNÉDICTIONS D'ALLAH SOIENT SUR
VOUS.

(ESSELÂMÜ ALEYKÜM VE RAHMETULLÂHİ VE BEREKÂTÜHÜ).

J'ai le grand plaisir de vous accueillir dans notre belle ville d'Istanbul, le cœur de trois continents, à l'occasion de la 41^{ème} Réunion Ministérielle du COMCEC.

Je tiens à remercier chaleureusement chacun de nos invités qui ont honoré notre programme de leur présence.

Bienvenue à tous en Türkiye et à Istanbul, vous nous avez apporté votre joie...

Par votre intermédiaire, je souhaite transmettre mes salutations et mon affection à mes frères et sœurs vivant aux quatre coins du monde.

Je souhaite que les consultations que nous mènerons et les décisions que nous prendrons dans le cadre de cette réunion soient dès à présent source de bienfaits pour nos pays, le monde Islamique et l'humanité tout entière.

Depuis samedi, de nombreux panels, sessions et activités parallèles ont été organisés dans le cadre de cet événement.

De la coopération économique et financière aux transports et aux communications, du tourisme durable à la transformation numérique, des idées et des évaluations ont été exprimées sous différents titres.

Pour cela, je remercie sincèrement tous les participants en mon nom et au nom de mon peuple, et je prie Dieu de rendre vos efforts bienfaisants.

Je souhaite que tous ces travaux renforcent l'amitié, l'attachement et la solidarité entre nous, et contribuent à nos relations.

Mes frères et Sœurs Bien Aimés...

Depuis notre dernière réunion, nous avons été témoins d'événements historiques dans le monde entier, notamment au Moyen-Orient.

En tant que Président du COMCEC, vous savez que je vous ai fait part pendant des années, depuis cette tribune, des souffrances endurées par le peuple Syrien.

Pendant près de 14 ans, nos frères et sœurs Syriens ont payé un lourd tribut.

Près de 1 million de nos frères et sœurs Syriens ont perdu la vie dans les attaques du régime BAAS et des organisations terroristes.

3,6 millions d'entre eux ont été contraints d'émigrer, de s'expatrier vers la Türkiye, et des millions d'autres vers d'autres pays.

Au cours de cette période, nous avons accueilli les réfugiés Syriens dans un esprit d'hospitalité.

Nous nous sommes efforcés de remplir au mieux notre devoir de fraternité et de voisinage.

Allah soit loué, ce sont finalement les opprimés Syriens qui ont remporté la victoire.

Les atrocités qui ont plongé la Syrie dans un bain de sang pendant 14 ans ont finalement pris fin avec la Révolution du 8 Décembre ; et la Syrie est entrée dans un processus de reconstruction sous la direction avisée du président Ahmed AL-CHARAA.

Une fois encore, je rends hommage à nos frères et sœurs Syriens qui sont tombés au combat pour leur liberté ; Je prie Dieu de leur accorder le paradis.

Je tiens à exprimer ma grande satisfaction quant à la représentation de la Syrie à la Réunion Ministérielle du COMCEC après une longue période d'absence.

En tant que Türkiye, nous continuons à soutenir le peuple Syrien, du transport à l'éducation, de la sécurité au commerce, de la santé aux services sociaux.

Il est très important que notre Organisation et le monde Islamique soutiennent la préservation de l'unité politique et de l'intégrité territoriale du pays, ainsi que le bien-être durable de nos frères et sœurs Syriens, toutes couches confondues.

L'intégration de la Syrie dans les économies régionales apportera des avantages concrets tant à la Syrie qu'à notre région.

Il est sans aucun doute d'une importance vitale que nous nous concentrons sur la mise en œuvre des projets de transport, qui constituent l'étape la plus critique de l'intégration.

Je voudrais également exprimer ceci avec une grande satisfaction :

Les sanctions qui constituent un obstacle sérieux au développement économique en Syrie sont progressivement levées, grâce à nos efforts, Dieu merci.

À ce stade, nous encourageons désormais le secteur privé à orienter ses investissements vers la zone Syrienne.

La reconstruction de notre voisin, la Syrie, et son retour le plus rapidement possible à la normale constituent notre priorité absolue.

Dans cette optique, nous lançons également un programme de soutien spécifique à la Syrie sous l'égide du COMCEC.

Grâce à ce programme qui contribuera au renforcement des capacités humaines et institutionnelles, nous apporterons notre soutien à la Syrie dans le cadre de projets dans des domaines tels que l'enseignement, l'échange d'experts, l'analyse des besoins et les études de faisabilité.

Je suis convaincu que nos pays membres apporteront, si Allah le veut, une contribution très précieuse à la phase de mise en œuvre du programme.

Aujourd'hui, nos frères et sœurs venus de la République Turque de Chypre du Nord sont également parmi nous.

Je leur souhaite également de tout cœur "la bienvenue".

Le peuple Turc de Chypre fait partie intégrante du monde Islamique.

En raison notamment de leur identité, ils sont victimes depuis des décennies d'une isolation injuste, illégale et cruelle.

Mais malgré cela, nos frères et sœurs Turcs Chypriotes n'ont pas cédé aux pressions, ils n'ont pas renoncé à leur volonté de vivre dignement dans leur propre patrie ; ils n'ont pas remis en question leur égalité souveraine.

Dans le nouveau jeu impérialiste mis en place dans notre région, nous recevons des signaux forts indiquant que l'Île de Chypre est également sur le point d'être ajoutée au menu.

Je considère qu'il est très important que notre Organisation renforce encore davantage sa solidarité avec le peuple Turc de Chypre à cet égard.

Je vous invite à soutenir davantage la lutte pour les droits, les libertés et la justice menée par les Turcs de Chypre sur la base d'une « solution à deux états ».

Si Allah le veut, en tant que patrie et pays garant, nous ne laisserons jamais seul le peuple Turc de Chypre et nous serons toujours à ses côtés dans ses justes revendications.

Mes Chers Frères et Sœurs...

En tant que monde Islamique, nous expérimentons une période très difficile qui met à l'épreuve notre conscience, notre ténacité, notre clairvoyance et notre détermination.

En cette période, nous devons nous serrer les coudes davantage et aborder les problèmes qui nous concernent tous avec détermination et bon sens.

Notre Prophète de Grand Honneur, envoyé comme guide pour l'humanité et miséricorde pour l'univers entier, a déclaré dans un de ses hadiths :

« LES RELATIONS DES MUSULMANS AVEC LES AUTRES MUSULMANS SONT COMME LES MAILLONS D'UN ÉDIFICE LIÉS LES UNS AUX AUTRES. »

Oui, élevons nos relations à un tel niveau que cet édifice puisse rester solide à jamais, sans être affecté en aucune manière par les secousses, les attaques ou les sabotages.

Je dis cela en particulier pour la raison suivante, mes frères et mes sœurs...

Comme vous le savez, Gaza a été le théâtre, au cours des 2 dernières années, de l'un des génocides les plus sauvages et les plus barbares du siècle dernier.

Plus de 70 milles Palestiniens, dont la plupart étaient des enfants et des femmes, ont été victimes du massacre perpétré par les forces d'occupation Israéliennes.

170 milles de nos frères et sœurs ont été blessés ; à Gaza, transformée en un immense champ de ruines, il y a encore des corps de martyrs inaccessibles.

Il s'agit d'une destruction énorme, qui se chiffre en milliards de dollars.

Même si les décombres sont déblayés, les traces du traumatisme subi par ces enfants innocents qui ont vu leurs pères et mères se faire tuer sous leurs yeux ne s'effaceront peut-être jamais.

Les blessures causées dans le cœur des Gazaouis par l'indifférence des Organismes Internationaux ne guériront peut-être jamais complètement.

Cette cruauté et ce génocide ne seront jamais oubliés.

Je tiens ici à souligner ce qui suit...

Depuis le premier jour des attaques Israéliennes, la Türkiye a été l'un des pays qui a réagi le plus vivement à ce génocide.

Avec plus de 102 000 tonnes d'aide humanitaire, nos initiatives sur les plateformes internationales et les mesures que nous avons prises dans le cadre du droit international, nous avons fait face aux oppresseurs.

Nous avons déployé de grands efforts pour garantir un cessez-le-feu permanent et instaurer une paix équitable.

Avec l'Organisation de la Coopération Islamique, le Groupe de Contact de Gaza de la Ligue Arabe et les membres consciencieux de la communauté internationale, nous avons maintenu cette atrocité commise contre nos frères et sœurs de Gaza à l'ordre du jour de la communauté internationale.

Allah soit loué, nous commençons à récolter les retombées positives de nos efforts.

Les négociations entre le Hamas et Israël, auxquelles nous avons également contribué et qui se sont déroulées en Égypte, ont abouti à un cessez-le-feu.

Je tiens à exprimer une fois de plus ma gratitude à tous les pays de la région qui ont soutenu ce processus, en particulier le Qatar et l'Égypte.

Je suis convaincu que nous continuerons à faire preuve de solidarité, avec encore plus de force et de détermination, dans la période à venir.

De même, je tiens à remercier une nouvelle fois le Président Américain, M. TRUMP, pour la volonté dont il a fait preuve dans la mise en place du cessez-le-feu.

Le HAMAS semble être très déterminé à respecter l'accord.

Cependant, nous savons tous que le dossier d'Israël dans ce domaine est très mauvais.

Se cachant derrière diverses excuses, nous sommes confrontés à un gouvernement qui, depuis l'accord de cessez-le-feu, a massacré plus de 200 innocents et qui n'a cessé ses occupations et ses attaques en Cisjordanie.

Il est certain que ces attaques, qui visent non seulement les civils, mais aussi le chemin qui mène à la paix, ne pourront jamais empêcher la recherche d'une solution juste et durable au conflit Israélo-Palestinien.

À ce stade, nous devons acheminer davantage d'aide humanitaire à la population de Gaza et entamer ensuite les travaux de reconstruction.

Le gouvernement Israélien fait tout son possible pour empêcher cela.

Nous pensons que le Plan de Reconstruction préparé par la Ligue Arabe et l'Organisation de la Coopération Islamique doit être mis en œuvre le plus rapidement possible.

Il est particulièrement important que l'Organisation et que le COMCEC jouent un rôle de premier plan dans la reconstruction de Gaza.

Nous ne pouvons accepter ni l'annexion de la Cisjordanie, ni la modification du statut de Jérusalem, ni les tentatives visant à porter atteinte au caractère sacré de notre première qibla, la Mosquée al-Aqsa.

Sur la base des frontières de 1967, nous poursuivrons toujours ensemble notre lutte jusqu'à la création d'un État Palestinien indépendant, souverain et ayant une intégrité géographique, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Mes frères et sœurs, à ce stade, je voudrais également attirer votre attention sur le contexte de conflit qui perdure depuis 29 mois au Soudan.

Ces derniers jours, personne ayant un cœur plutôt qu'une pierre dans la poitrine ne peut accepter les massacres perpétrés contre la population civile à El Fasher ; personne ne peut rester silencieux face à cela.

La plus grande responsabilité dans l'arrêt immédiat de l'effusion de sang au Soudan incombe sans aucun doute au Monde Islamique.

En tant que Musulmans, nous devons être capables de résoudre nos problèmes nous-mêmes plutôt que de compter sur les autres.

Nous devons préserver l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance du Soudan.

Il est important que nous soyons aux côtés du peuple Soudanais en ces temps difficiles, que nous poursuivions notre aide humanitaire et nos soutiens au développement.

Je crois de tout mon cœur que tous les pays membres de l'Organisation, dans le cadre de nos relations fraternelles, mettront tout en œuvre pour que le Soudan retrouve la paix, la tranquillité et la sécurité.

Mes chers frères et sœurs...

Les effets des mesures protectionnistes, dont le nombre augmente rapidement, commencent à se faire sentir de manière plus intense dans le commerce international.

La croissance mondiale, qui s'élevait en moyenne à 3,7 % par an au cours des 20 années précédant la pandémie mondiale, devrait tomber à 3 % entre 2025 et 2030.

Ces données indiquent non seulement une récession économique, mais aussi une recherche d'un nouvel équilibre dans les politiques économiques mondiales.

Face à ce contexte marqué par les risques et les incertitudes, l'importance vitale de la coopération entre nos pays est une fois de plus mise en évidence.

Lorsque nous examinons les 50 dernières années de l'Organisation de la Coopération Islamique, il est indéniable que nos pays n'ont pas obtenu la part qui leur revient dans le commerce mondial.

Au cours de cette période, le revenu moyen par habitant des pays membres de l'Organisation est passé de 1 169 dollars à 4 453 dollars, tandis que la moyenne mondiale est passée de 2 611 dollars à plus de 13 000 dollars au cours des mêmes années.

Notre part dans le commerce mondial est restée stable, se limitant à 11 %.

Nous sommes loin d'avoir atteint l'objectif commercial de 25 % que nous avons fixé entre les membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Le monde Islamique, qui détient 60 % des réserves mondiales de gaz naturel...

65 % des ressources pétrolières...

et 25 % de la population Mondiale, n'a pas encore atteint la position que nous souhaitons lui voir occuper dans le commerce international.

Il est bien sûr possible de prendre des mesures pour changer cette situation.

Les programmes et projets communs que nous menons dans le cadre du COMCEC revêtent une grande importance à cet égard.

Les efforts visant à augmenter le nombre de membres et à élargir la portée du Système de Commerce Préférentiel que nous avons initié en 2022 dans le but de renforcer le commerce entre nos pays sont également très précieux.

Nous attendons le soutien de tous les membres pour les efforts visant à consolider ce système grâce à des accords commerciaux de nouvelle génération.

J'invite les pays qui ne sont pas encore parties au Système de Commerce Préférentiel à nous rejoindre, et les pays parties au Système à approfondir notre coopération dans le domaine commercial.

Mes frères et Sœurs Bien Aimés...

Je pense que la Session d'Échange de Vues de cette année, qui aura pour thème « Développement des Stratégies d'Exportation », sera utile pour discuter de nouvelles possibilités de coopération commerciale et établir des feuilles de route concrètes.

Bien sûr, tout en diversifiant nos exportations, il est indispensable que nous construisions également des économies compétitives et à haut revenu.

Nous devons généraliser les produits financiers Islamiques pour faciliter l'accès des PME au financement, et adapter les crédits à l'exportation et les systèmes d'assurance aux principes Islamiques.

Avec le programme PME du COMCEC, nous créons des réseaux de coopération solides entre nos PME.

J'invite les pays qui n'ont pas encore adhéré à ce programme à y participer et à tirer profit des travaux menés.

D'autre part, la question de la « Certification Halal » offre également une opportunité considérable pour l'augmentation du commerce entre nos pays membres.

À cette fin, je considère comme particulièrement important que le « Forum Islamique des Organismes d'Accréditation Halal », créé il y a deux ans, achève ses travaux techniques et que les activités correspondantes débutent en 2026.

Le mécanisme d'arbitrage constitue un autre volet de l'augmentation de nos relations commerciales.

Je pense personnellement que le Centre d'Arbitrage de l'Organisation de la Coopération Islamique que j'ai suggéré apportera une contribution importante à nos travaux communs.

Je compte sur votre soutien pour que le centre soit davantage reconnu et devienne l'une des premières instances auxquelles on pense dans les affaires d'arbitrage.

Chers invités...

Cette année, dans le cadre des Groupes de Travail du COMCEC, de nombreux sujets revêtant une importance particulière pour le développement des pays Islamiques ont été abordés.

À ce jour, nous avons soutenu exactement 180 projets par le biais des Programmes de Soutien aux Projets du COMCEC.

Je suis très satisfait que 56 de nos pays aient participé à ces activités, aussi bien en tant que promoteurs de projets que comme bénéficiaires.

Cette année, dans le cadre du Financement de Projets du COMCEC, nous allons mettre en œuvre, si Allah le veut, 23 projets supplémentaires.

Dans le cadre du programme Al-Quds du COMCEC, nous ajoutons cette année 8 projets aux 20 projets que nous avons déjà mis en œuvre.

Je vous souhaite d'ores et déjà bonne chance et remercie sincèrement tous mes frères et sœurs qui ont contribué à ces projets.

Que Dieu nous aide et nous assiste.

Avec ces pensées, je souhaite que la 41^{ème} RÉUNION MINISTÉRIELLE DU COMCEC soit une fois de plus source de bienfaits.

Je remercie encore une fois tous mes frères et sœurs qui ont honoré notre réunion de leur présence.

Je vous salue tous avec respect et affection ; qu'Allah vous garde.

Que la santé soit avec vous...

ANNEXE

4

DISCOURS DE
SON EXCELLENCE M. HISSEIN BRAHIM TAHA
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI)
À LA 41^{ème} SESSION DU
COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET
COMMERCIALE DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE
(COMCEC)

- **Excellence Monsieur Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC,**
- **Honorables Ministres et Distingués Chefs de Délégation,**
- **Mesdames et Messieurs,**

J'aimerais, d'abord, exprimer ma reconnaissance à Son Excellence Monsieur Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, pour son soutien aux programmes de l'OCI. Je remercie également le Gouvernement et le peuple de la République de Türkiye pour les dispositions prises afin d'assurer la réussite de notre réunion.

- Monsieur le Président,
- Mesdames et Messieurs,

Cette réunion intervient après la conclusion d'un accord de cessez-le-feu, qui devrait mettre fin aux crimes de génocide perpétrés par Israël dans la Bande de Gaza et à la souffrance de la population.

Certes, le COMCEC est un témoignage de notre volonté collective d'intégration économique, mais nous ne pouvons parler de prospérité partagée alors que les fondements de l'économie palestinienne sont systématiquement détruits. Nous devons soutenir la résilience de l'économie palestinienne et de son peuple.

- Monsieur le Président,
- Mesdames et Messieurs,

Le SECRETARIAT Général et les institutions de l'OCI continuent à mettre en œuvre les différentes décisions et résolutions de l'Organisation visant à renforcer la coopération socio-économique entre nos États membres. La plupart des réalisations sont citées dans mon rapport présenté à cette auguste réunion.

Dans ce contexte, je suis heureux d'annoncer que la part du commerce intra-OCI dans le commerce extérieur global des États membres a légèrement augmentée et je voudrais souligner la nécessité de renforcer les relations commerciales entre nos pays. La Deuxième session de la Conférence des Ministres des Transports et la Deuxième réunion ministérielle sur l'énergie, qui se tiendront en 2026, respectivement en République de Türkiye et au Royaume d'Arabie Saoudite, vont examiner la coopération intra-OCI dans ces secteurs importants et d'élaborer des stratégies d'action commune.

Nous devons aussi renforcer notre coopération dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Le premier Forum de l'OCI sur l'Investissement en Afrique, qui sera organisé en République du Mali, du 2 au 4 décembre, offrira l'occasion de faire le tour d'horizon des opportunités d'investissement dans les États membres africains de l'OCI. À cet égard, j'exhorte tous les États membres de l'OCI à soutenir ces initiatives et à participer activement à cette rencontre.

- Monsieur le Président,
- Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous rappeler que la pauvreté et le sous-développement continuent de toucher un grand nombre de citoyens de plusieurs de nos États membres. L'avenir de nos pays dépendra de la manière dont nous préparerons nos jeunes à l'avenir. Nous avons besoin de toute urgence d'une stratégie claire pour l'autonomisation économique des jeunes afin de sauver à la fois notre jeunesse et notre avenir.

Pour conclure, je voudrais enfin exprimer ma sincère gratitude au Bureau de coordination du COMCEC et à toutes les institutions compétentes de l'OCI, qui ont continué à collaborer avec le SECRETARIAT Général et les États membres pour la mise en œuvre des différents projets socio-économique de notre organisation.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux.

ANNEXE

5

Original : English

**Allocution de S.E. Dr Muhammad AL JASSER
Président du Groupe de la BID**

Cérémonie d'ouverture

41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC

3 novembre 2025

Au Nom d'Allah le tout Miséricordieux, le très Miséricordieux (Bismillahirrahmanirrahim)

La louange appartient à Allah, le Seigneur des mondes. Que la paix et la bénédiction soient sur le meilleur des prophètes et des messagers, notre maître Mahomet, sur sa famille, ses compagnons et ceux qui suivent son chemin jusqu'au jour du jugement dernier.

**Le Président de la République de Türkiye et Président du COMCEC, Monsieur Recep Tayyip Erdoğan,
Le Secrétaire Général de l'Organisation de la Coopération Islamique, Monsieur Hussein Ibrahim Taha,
Honorables Ministres,
Chers Présidents de Délégation,
Mesdames et Messieurs,**

Que la paix, la miséricorde et la bénédiction d'Allah soient sur vous.

Au nom du Groupe de la Banque Islamique de Développement, je suis très heureux et honoré de participer aux travaux de la 41^{ème} Session du COMCEC. Je tiens à exprimer, en mon nom personnel et au nom du Groupe de la Banque, notre profonde gratitude et nos sincères remerciements à Monsieur le Président Recep Tayyip Erdoğan pour son leadership avisé au sein de ce Comité et pour l'hospitalité généreuse dont il a fait preuve à l'occasion de cette importante réunion.

Aujourd'hui, nous nous réunissons dans un contexte mondial de plus en plus complexe, marqué par des conflits prolongés, des tensions géopolitiques croissantes et les conséquences croissantes du changement climatique. Ces défis majeurs menacent non seulement les acquis que nous avons obtenus sur la voie du développement, mais risquent également de replonger des millions d'enfants de notre Oumma dans la pauvreté et la privation. La plus douloureuse de ces crises est la tragédie qui se déroule à Gaza, qui brise le cœur de l'humanité.

Tout en exprimant notre profonde tristesse pour chaque vie innocente perdue, je tiens à mettre l'accent une fois de plus sur notre solidarité indéfectible avec le peuple Palestinien et sur notre présence à ses côtés. En tant que Groupe de la Banque islamique de développement, nous réaffirmons notre engagement en faveur de la reconstruction de Gaza et du soutien à la résistance.

De même, nous réitérons notre soutien à tous nos pays membres confrontés à des conflits et à des catastrophes, et soulignons notre engagement à soutenir leurs efforts d'aide et de rétablissement.

**Monsieur le Président,
Chers Participants et Invités,
Mesdames et Messieurs,**

Le thème de notre session de cette année, qui est « L'Examen des Stratégies d'Exportation dans les Pays Membres de l'OCI », revêt une importance capitale dans le contexte mondial actuel. Nous lançons un appel ouvert à unir nos efforts pour développer le commerce intra-OCI, augmenter la capacité concurrentielle et diversifier les marchés par l'innovation, la transformation numérique et une coopération plus étroite.

En tant que Groupe de la Banque Islamique de Développement, nous sommes fiers d'être un partenaire important dans la mise en œuvre de cette vision. Notre nouvelle stratégie pour la période 2026-2035, intitulée « Stratégie 2026-2035 de la BID », place au centre de ses priorités le renforcement du commerce, des investissements et de l'intégration au niveau régional. Pour concrétiser ces attentes, le Groupe de la Banque Islamique de Développement continue d'investir dans les infrastructures transfrontalières, de promouvoir les initiatives de commerce numérique et d'encourager l'harmonisation des cadres réglementaires.

Nos progrès se reflètent clairement dans les chiffres. Les approbations annuelles de la Banque ont presque triplé, passant de 1,67 milliard de Dollars Américains en 2020 à 5,11 milliards de Dollars Américains en 2024. Ainsi, le volume total des approbations accordées depuis sa création dépassera le seuil des 204 milliards de Dollars Américains au milieu de l'année 2025.

Nos organisations spécialisées obtiennent également des résultats remarquables sur le terrain :

- Depuis sa création, la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (SIFC) a approuvé 89 milliards de Dollars Américains de financement commercial. Rien qu'en 2024, il a fourni 7,3 milliards de Dollars Américains de financement commercial au profit de 45 pays membres.

En 2025, la Société continue d'étendre son impact sur le développement grâce à des initiatives innovantes et inclusives dans la Région Arabe, en Afrique et dans la Communauté des États Indépendants (CEI). À la mi-année, 6,2 milliards de Dollars Américains de financement ont été approuvés, dont une partie est destinée à soutenir les pays les moins avancés. Il est réjouissant de constater que 37 % des bénéficiaires des programmes de renforcement des capacités lancés par la société sont des femmes, qu'elles soient agricultrices ou propriétaires de petites et moyennes entreprises.

- La Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation (SIACE) a assuré 12,9 milliards de Dollars Américains de transactions commerciales et d'investissements en 2024, portant le volume total des opérations assurées depuis sa création à 121,2 milliards de Dollars Américains. Sur ce montant, 57 milliards de Dollars

Américains ont été alloués au soutien des échanges commerciaux et des investissements entre les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

L'intégration du commerce entre nos pays et l'interconnexion des chaînes d'approvisionnement sont une nécessité rendue indispensable par les besoins de développement et les évolutions négatives des flux commerciaux mondiaux.

**Monsieur le Président,
Chers Participants et Invités,
Mesdames et Messieurs,**

La Türkiye, en tant que l'un des pays leaders dans le domaine des exportations au sein de l'Organisation de la Coopération Islamique, offre un modèle inspirant et des expériences précieuses. À travers le Programme de Partage des Connaissances et des Expériences de la Banque Islamique de Développement, nos pays membres peuvent tirer parti de l'expérience de la Türkiye afin d'ouvrir de nouveaux horizons d'exportation et de renforcer le commerce entre eux, dans l'intérêt de notre prospérité commune.

Le Groupe de la Banque Islamique de Développement accorde une grande importance au renforcement de son partenariat avec le Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale (COMCEC) et toutes les institutions de l'OCI afin d'aider nos pays membres à développer leurs capacités, à améliorer leurs institutions et à moderniser leurs cadres réglementaires.

Enfin, je souhaite que vos négociations soient fructueuses. Je suis convaincu que nos discussions approfondies déboucheront sur des mesures concrètes qui renforceront nos stratégies d'exportation, consolideront les liens de coopération entre nos pays membres et profiteront à nos économies et à nos populations.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Nos prières se terminent par la louange à Allah, le Seigneur des mondes.

ANNEXE

6

**DISCOURS DE S.E. ABDULLAH BIN SALEH KAMEL, PRÉSIDENT DE LA
CHAMBRE ISLAMIQUE DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT
(ICCD)**

Louange à Allah, le Très-Haut, Qui a dit : « Si les habitants des cités avaient cru en Allah et l'avaient craint, Nous aurions répandu sur eux des bénédictions du ciel et de la terre. »

Et que la paix et les bénédictions soient sur notre Prophète Muhammad, qui a dit : « En vérité, Allah est pur et n'accepte que ce qui est pur. »

—

Son Excellence Recep Tayyip Erdoğan,

Honorables Ministres,

Chers invités,

Que la paix, la miséricorde et les bénédictions d'Allah soient sur vous.

Chaque année, nous nous réunissons ici à İstanbul- cette communauté unique qui rassemble des personnes dans le seul but de promouvoir l'activité économique dans le monde Islamique, en œuvrant à la réalisation de l'intégration souhaitée par la Oumma Islamique depuis des générations. Pour concrétiser cette vision, plusieurs organisations Islamiques internationales ont été créées, parmi lesquelles le Comité Permanent de Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC), dont nous tenons aujourd'hui la session annuelle, l'une de ses activités les plus importantes.

Monsieur le Président,

Chers frères et sœurs,

L'un des piliers de nos économies dans le monde Islamique est l'industrie Halal. On peut affirmer sans exagérer qu'elle constitue l'une des caractéristiques les plus importantes de nos économies, hier, aujourd'hui et demain. Si nous y ajoutons un autre pilier essentiel- la finance Islamique- nous aurons réuni les deux ailes qui nous permettront d'accéder au leadership économique mondial.

Permettez-moi d'aborder certains des piliers stratégiques les plus importants de l'industrie Halal, car le moment est venu de considérer ce secteur comme un domaine d'intégration et de développement pour nos pays à travers le monde, depuis l'Orient jusqu'en Occident.

Premièrement : Le fondement Coranique du concept de Halal est parfaitement clair. Le Tout-Puissant dit :

« Ô hommes ! Mangez de ce qui est licite et bon sur terre, et ne suivez pas les pas de Satan ; il est pour vous un ennemi déclaré. »

Ainsi, le Halal représente l'adhésion à la guidance divine. Cependant, il s'agit d'une approche morale et humaine bénéfique à toute l'humanité. C'est pourquoi le verset sacré s'adresse à tous les peuples, et non seulement aux Musulmans.

Rappelons également qu'Allah le Tout-Puissant a décrit la mission de notre Prophète - que la paix et les bénédictions soient sur lui - en disant : « Nous ne t'avons envoyé que comme une miséricorde pour les mondes. » En effet, le Halal fait partie intégrante de cette miséricorde.

Deuxièmement : Il s'agit d'un secteur mondial- mondial tant par son ampleur, compte tenu de la présence et du succès des communautés d'affaires Musulmanes à travers le monde, que mondial par l'acceptation de ses deux composantes : les produits, biens et services Halal, et la finance Islamique. Il est toutefois essentiel de développer et de soutenir une législation qui renforce ce secteur, afin que son expansion économique s'accompagne d'un cadre législatif et réglementaire adapté. Il s'agit d'un rôle gouvernemental souhaité, que plusieurs gouvernements ont déjà assumé, contribuant ainsi à l'essor de ce secteur et offrant des modèles exemplaires dont d'autres gouvernements peuvent s'inspirer.\

Troisièmement : Bien que nous soyons fiers du fait que les avoirs de la finance Islamique mondiale soient exclusivement conformes aux principes Islamiques malgré leur rayonnement international, les pays non Musulmans demeurent les principaux exportateurs de produits Halal - notamment de protéines - ce qui n'est plus justifiable aujourd'hui. La finance Islamique pure existe, le développement technologique et industriel est bien présent dans nombre de nos pays Islamiques, les marchés nous appartiennent et même les matières premières - telles que le bétail et les produits agricoles - sont disponibles et abordables. Alors, qu'attendons-nous ?

À cet égard, je tiens à saluer l'initiative du Fonds d'Investissement Public - le fonds souverain du Royaume d'Arabie Saoudite – qui a judicieusement reconnu l'importance de ce secteur vital mondial en pleine expansion. Il a créé la Société Halal Products Development, qui a finalisé la semaine dernière une acquisition majeure visant à créer la plus grande filière avicole Halal au monde. De telles mesures importantes ne se contenteront pas de « modifier l'équation », comme on l'entend souvent dans les médias, mais permettront plutôt de reconstruire l'équation dans sa forme la plus juste.

Quatrièmement : L'une des responsabilités de la Chambre Islamique en matière de Halal est la promotion globale, régionale et locale du Halal- appréhendé comme faisant partie intégrante du mode de vie des Musulmans. C'est pourquoi la Chambre Islamique a élaboré une stratégie intégrée pour les événements Halal, visant à atteindre d'importants objectifs stratégiques pour la période 2026-2030. Sa mise en œuvre a déjà commencé, grâce à Dieu et au soutien de nombreux partenaires stratégiques qui ont adhéré à cette vision d'ensemble. À cet égard, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à Son Excellence le Dr Majid Al-Qasabi, Ministre du Commerce du Royaume d'Arabie Saoudite, dont le soutien et l'attention personnels ont été déterminants dans le lancement du « Forum Halal de La Mecque », une plateforme mondiale majeure pour les Musulmans du monde entier. Je saisis également cette occasion pour vous inviter à participer à ces différents événements, organisés sous diverses formes et à différents niveaux, sur tous les continents et dans des pays Musulmans comme non Musulmans.

Enfin : La disponibilité de capitaux et de liquidités, conjuguée à des ressources naturelles et agricoles exceptionnelles, à une situation géographique stratégique pour la production, la

distribution et l'exportation mondiales, à des marchés émergents portés par la croissance démographique de jeunes populations, à des zones touristiques préservées au potentiel prometteur, et à une diversité culturelle et artistique sans pareille, ancrée dans un riche patrimoine et un mode de vie foisonnant de cuisines variées et de modes uniques - tout cela offre une opportunité unique d'intégration économique à travers le Halal.

Et tandis que je loue Dieu pour nous avoir comblés de ces innombrables bienfaits, je prie pour qu'Il nous accorde la réussite dans l'accomplissement de notre devoir de gratitude, afin que nous puissions réaliser Sa noble promesse : « *Et [rappelez-vous] lorsque votre Seigneur a proclamé : "Si vous êtes reconnaissants, Je vous accorderai davantage de bienfaits."* »
Que la paix, la miséricorde et les bénédictions de Dieu soient sur vous.

ANNEXE

7

DISCOURS DE
M. RİFAT HİSARCIKLIOĞLU,
PRÉSIDENT DE L'UNION DES CHAMBRES ET DES BOURSES DE
MARCHANDISES DE TURQUIE (TOBB)
ET VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE ISLAMIQUE DE COMMERCE ET
DE DÉVELOPPEMENT (ICCD)

Monsieur le Président/Monsieur le Vice-président,

Distingués Invités,

Je vous salue avec respect et affection.

Que la Paix, la Miséricorde et les Bénédictiones d'Allah soient sur Vous. (Esselamu aleykum ve rahmetullah)

Monsieur le Président/ Monsieur le Vice-président

Chers amis,

En tant qu'homme d'affaires et Président de la WCF (Fédération Mondiale des Chambres de Commerce), je tiens à dire que le monde entier et notre région connaissent actuellement une période de grande confusion et d'incertitude.

L'économie mondiale devient plus fragile, volatile et incertaine.

Le protectionnisme augmente dans le commerce entre les pays

Nous ne pouvons sortir d'un environnement si complexe qu'en restant unis

Notre Dieu nous dit dans la sourate Al Imran : « Accrochez-vous tous ensemble à la corde d'Allah, ne vous divisez pas et ne vous dispersez pas. »

Par conséquent, dans un contexte aussi difficile, en tant que monde Islamique, nous devons mettre de côté nos divergences d'opinion, adopter une position commune et agir comme un seul homme

C'est une réalité que sans unité, il n'y a pas de miséricorde

Tant que les cœurs ne battent pas à l'unisson, il sera impossible de vaincre les envahisseurs, en particulier Israël

Nous ne pouvons aider nos frères et sœurs Palestiniens, Syriens, Libanais et les innocents et opprimés de nombreux autres pays que de cette manière

En tant que musulmans, nous sommes responsables non seulement de nos actes, mais aussi de nos manquements.

Et n'oublions pas que l'union apporte miséricorde et bénédiction, tandis que la division apporte souffrance.

Le commerce est le moyen le plus important d'y parvenir

Car le commerce est la plus grande source de paix

Ceux qui font du commerce ne parlent pas de leurs différends et ne se regardent pas de travers.

C'est pourquoi nous devons supprimer les obstacles commerciaux tels que les visas et les quotas entre nous et accroître le commerce entre nous.

Nous avons pris des mesures importantes dans ce sens.

L'accord de commerce préférentiel entre les pays Islamiques a enfin été mis en œuvre

Par ailleurs, le Centre d'Arbitrage de l'Organisation de la Coopération Islamique, dont nous avons initié la création sur la directive de notre Président, a commencé ses activités à Istanbul.

Nous vous prions de bien vouloir orienter les firmes qui se trouvent dans vos pays vers ce centre, de soutenir les efforts visant à l'adopter comme une adresse prioritaire et d'encourager l'utilisation de ce Centre d'Arbitrage.

De plus, afin de pouvoir faire davantage de commerce, nous devons également faciliter les passages frontaliers.

Nous avons réalisé un travail fructueux dans ce domaine en Türkiye.
Avec le consentement de notre gouvernement, nous avons modernisé tous les grands postes-frontières terrestres de Türkiye selon le modèle « construction-exploitation-transfert »
Pas un seul centime n'a été dépensé sur le budget public
Grâce à cela, le volume de transit a augmenté de manière exponentielle
Les temps d'attente à la frontière ont quant à eux été réduits de moitié
Ce projet nous appartenant a été sélectionné comme meilleur projet par les NU et a été présenté comme exemple aux autres pays.
Nous avons par la suite initié une nouvelle initiative conjointe avec la Chambre Islamique du Commerce et du Développement.
Nous avons pour objectif de moderniser les postes-frontières terrestres se trouvant dans les 57 Pays Islamiques.
Nous comptons sur votre soutien dans ce domaine également.
Avec votre permission, j'aimerais ajouter un autre point.
Par décision des organes compétents de l'Organisation de la Coopération Islamique, nous avons créé le Centre d'Arbitrage Islamique à Istanbul.
Le Centre a achevé son processus de création. Il est désormais prêt à contribuer au développement du commerce et des investissements entre nos pays. Nous vous prions de bien vouloir soutenir la promotion et les travaux du Centre d'Arbitrage Islamique, qui est notre institution commune. Nous sommes prêts à venir dans vos pays pour présenter le Centre.
En concluant mon discours sur ces réflexions, je prie Allah pour que notre réunion soit source de bienfaits et je vous salue tous respectueusement

ANNEXE

8

**DISCOURS DE CLÔTURE DE LA
QUARANTE ET UNIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE DU COMITÉ
PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET
COMMERCIALE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION
ISLAMIQUE
(4 Novembre 2025)**

**AU NOM D'ALLAH LE TOUT MISÉRICORDIEUX, LE TRÈS MISÉRICORDIEUX
(BISMILLAHİRRAHMANİRRAHİM)**

Chers Ministres,

Monsieur le Secrétaire Général, Distingués Délégués,

Chers Représentants des Organisations Internationales,

Que la paix, la miséricorde et les bénédictions d'Allah soient sur vous.

(Esselamu aleykum ve rahmetullahi ve berekatuh...)

Nous avons clôturé avec succès la 41^{ème} Réunion du Comité Permanent de la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique, après des consultations fructueuses.

Je tiens à remercier toutes les délégations des pays membres, les représentants des organisations internationales et les autres participants qui ont contribué aux négociations.

Réunis sous l'égide du COMCEC, nous avons sincèrement discuté de la manière dont nous pouvons prendre des mesures plus efficaces pour le bien-être et la paix dans le monde Islamique, et comment transformer les défis auxquels nous sommes confrontés en opportunités.

Depuis samedi, de nombreux événements parallèles tels que des sessions et forums professionnels ont été organisés dans le cadre de cette organisation.

Outre le thème principal « Développement des Stratégies d'Exportation dans les Pays Membres de l'OCI », de nombreuses évaluations et recommandations précieuses ont été partagées sur divers sujets tels que la promotion de l'emploi, l'amélioration de l'environnement d'investissement et le renforcement des mécanismes de coordination.

Au total, plus de 30 réunions bilatérales ont été organisées avec la participation de 16 pays et 6 institutions de l'OCI.

L'esprit d'unité et de fraternité qui s'est manifesté grâce à votre contribution lors de la 41^{ème} réunion du COMCEC a renforcé à la fois l'amitié qui nous lie et les possibilités de coopération entre nos pays.

Nous souhaitons que la volonté commune exprimée ici contribue à la mise en place de projets durables, à des acquis concrets et à l'émergence d'un ordre mondial plus juste.

Je souhaite que les décisions prises à l'issue des consultations menées dans le cadre de cette réunion soient bénéfiques pour le monde Islamique et l'humanité tout entière.

**Honorables
Ministres, Chers
Délégués,**

Lors de notre Session Ministérielle de cette année, nous nous sommes concentrés sur le thème « Développement et Amélioration des Stratégies d'Exportation dans les Pays Membres de l'OCI ».

Malgré les ressources humaines, les richesses naturelles et la position stratégique dont ils disposent, les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique n'ont toujours pas atteint la place qu'ils méritent dans le système commercial mondial.

Le fait que notre part totale dans le commerce mondial reste à 11 % montre qu'il est nécessaire de renforcer davantage l'intégration économique entre les pays Islamiques.

Même s'il est réjouissant de constater que le taux de commerce intra-OCI a de nouveau dépassé les 20 % ces dernières années, il est clair que nous devons prendre des mesures plus résolues pour atteindre nos objectifs.

Car nous avons une vision qui vise à porter le taux de commerce intra-OCI à 25 %.

En tant que Türkiye, nous avons toujours donné la priorité au commerce avec nos pays frères.

Notre volume commercial total avec les pays de l'OCI a connu une augmentation constante au cours des 5 dernières années, passant de 74,7 milliards de Dollars Américains en 2020 à 112,6 milliards de Dollars Américains en 2024, avec une augmentation de 50 %.

Avec cette performance, la Türkiye est devenue le troisième pays le plus commerçant dans le commerce intra-OCI.

La transformation rapide de l'économie numérique, du commerce en ligne et des technologies financières offre de nouvelles opportunités à tous nos pays.

Les solutions financières numériques, les technologies logistiques et les plateformes d'exportation électronique que nous avons développées dans ces domaines ont fait de notre pays le centre numérique du commerce régional.

Dans la période à venir, en mettant en avant les domaines dans lesquels nous disposons d'un avantage concurrentiel dans la zone géographique de l'OCI, nous avons pour objectif d'augmenter la part des pays de l'OCI dans nos exportations à 30 % à court terme et à 35 % d'ici 2030.

Le Système de Préférences Commerciales de l'Organisation de la Coopération Islamique (SPC-OCI), qui constitue l'initiative la plus importante du COMCEC dans le domaine commercial, offre le terrain le plus favorable au développement du commerce entre les pays membres.

Je trouve important que, conformément à la décision prise l'année dernière, les négociations débutent en 2026 afin d'adapter le champ d'application du Système aux accords commerciaux de nouvelle génération.

La volonté commune de nos pays membres de transformer le système en une structure plus inclusive, dynamique et durable contribuera fortement à l'augmentation de notre volume commercial.

Je remercie tous les acteurs qui ont contribué à ce processus et j'invite tous les pays membres à devenir parties au système et à soutenir son développement.

Le règlement rapide et équitable des litiges dans le domaine du commerce et des investissements est déterminant pour instaurer un climat de confiance dans le monde des

affaires.

À cette fin, il est essentiel que le Centre d'Arbitrage de l'OCI renforce ses capacités institutionnelles et mette en place des mécanismes permettant la reconnaissance multilatérale des certificats halal.

Avec le soutien de nos pays membres, je suis convaincu que le système d'arbitrage et la structure d'accréditation halal donneront un nouvel élan au commerce régional.

**Respectueux Ministres, Chers
Délégués,**

Tout au long de l'année, au cours des réunions du Groupe de Travail du COMCEC, de nombreux sujets stratégiques figurant parmi les priorités du programme de développement de nos pays membres ont été abordés.

Les propositions élaborées dans des domaines allant de la lutte contre le changement climatique à la production agricole, en passant par les politiques de logement social et le tourisme du patrimoine culturel, sont susceptibles d'apporter une contribution concrète aux objectifs de développement de nos pays.

Afin que ces propositions politiques soient mises en œuvre, nous encourageons tout particulièrement nos pays membres à tirer davantage parti des Programmes de Soutien aux Projets du COMCEC.

À ce jour, alors que **180** projets ont bénéficié d'un soutien dans le cadre du Financement de Soutien aux Projets du COMCEC, 56 Pays Membres ont participé à ce mécanisme en tant que promoteurs ou bénéficiaires de projets.

Dans le cadre du programme Al-Quds du COMCEC, qui vise à améliorer les conditions de vie de nos frères et sœurs Palestiniens et à renforcer leurs capacités institutionnelles, un soutien financier et technique a été apporté à 28 projets à ce jour.

Ces projets se distinguent comme des initiatives contribuant au développement socio-économique de la Palestine, renforçant les capacités locales et se conformant aux objectifs de développement durable.

Comme l'a indiqué hier notre Président de la République dans son discours d'ouverture, nous lançons, sous l'égide du COMCEC, le Programme de Développement des Capacités en Syrie, qui vise à renforcer les capacités institutionnelles et humaines en Syrie.

Dans le cadre de ce Programme, nous apporterons notre soutien aux projets en tenant compte des besoins et des priorités de nos frères et sœurs Syriens dans les domaines du développement économique et social, grâce à des mécanismes tels que l'enseignement, l'échange d'experts, l'analyse des besoins, les études de terrain, les études de faisabilité et le jumelage interinstitutionnel.

Ce tableau nous rappelle que notre agenda de développement ne se limite pas aux seuls indicateurs économiques, mais qu'il doit également être façonné par la justice, la solidarité et la conscience de nos responsabilités humaines.

**Respectueux Ministres,
Chers Délégués,**

Des événements importants qui influencent profondément les équilibres régionaux et l'agenda mondial se déroulent actuellement dans une vaste zone géographique s'étendant du Moyen-

Orient à l'Afrique, de l'Asie du Sud à l'Europe.

Alors que la crise humanitaire qui sévit à Gaza, les conflits au Soudan et la situation fragile au Yémen nous rappellent la nécessité d'un ordre international fondé sur la justice et la conscience, les mesures prises en Syrie en faveur de la reconstruction, du développement et du renforcement des capacités consolident les espoirs de stabilité et de solidarité régionales.

Je tiens tout particulièrement à exprimer ma satisfaction quant à la réintégration de la Syrie au sein de la Réunion Ministérielle du COMCEC.

Après un processus long et difficile, la volonté de rétablissement manifestée par notre frère Syrien est un élément prometteur pour notre région.

En tant que Türkiye, conformément au droit de voisinage, à l'esprit de fraternité et à la responsabilité humaine, nous avons toujours été aux côtés du peuple Syrien dans tous les domaines, du transport à l'enseignement, de la santé au commerce, de la sécurité aux services sociaux, et nous continuons à l'être.

La levée progressive des sanctions qui ont constitué pendant des années un obstacle majeur au développement ouvre de nouvelles perspectives devant nous.

Le fait que le monde Islamique tende la main au peuple Syrien au cours de ce processus revêt une grande importance pour que celui-ci retrouve la confiance, la stabilité et la prospérité.

Le Petit-déjeuner de Travail durant lequel nous avons rencontré nos chers ministres au sujet de la reconstruction de la Syrie, nous avons eu l'occasion d'évaluer ce que nous pouvons faire pour la Syrie dans un esprit de coopération et de solidarité. Je vous remercie pour vos précieuses opinions et évaluations.

Dans la période à venir, le secteur privé doit désormais s'engager avec courage dans la reconstruction de la Syrie et contribuer à la relance de la production et de l'emploi.

L'intégration accrue des économies régionales, en particulier, donnera un élan au développement de la Syrie et aura également des répercussions positives sur le commerce régional, l'emploi et les chaînes de production.

Après de longues années de conflits, je suis convaincu que, tout comme la Syrie renaît aujourd'hui dans l'espoir, nous connaissons des jours où la paix, la tranquillité et la liberté régneront sur les terres Palestiniennes.

À Gaza, plaie ouverte du monde Islamique, après deux années d'attaques impitoyables, le cessez-le-feu obtenu grâce aux efforts de nos pays de la région a permis à nos frères et sœurs de commencer à rentrer chez eux et à l'aide humanitaire d'arriver à Gaza, ce qui a suscité dans nos cœurs un sentiment d'espoir et de soulagement, même si celui-ci reste mitigé.

La Türkiye mobilise toutes ses possibilités pour acheminer l'aide humanitaire vers Gaza de manière ininterrompue et sécurisée.

Nous sommes aux côtés du peuple frère Palestinien dans tous les domaines, des centres d'hébergement temporaires aux logements permanents, de l'approvisionnement en énergie et en eau aux services d'enseignement et de santé.

La reconstruction de Gaza n'est pas seulement une responsabilité humanitaire, elle sera également le signe le plus concret de la paix régionale et de la conscience commune.

Sur la base des frontières de 1967, nous continuerons à soutenir nos frères et sœurs Palestiniens jusqu'à la création d'un État Palestinien indépendant, souverain et ayant une intégrité territoriale, avec Al-Quds-Est comme capitale.

Dans la période à venir, il est important que nous suivions cette question avec sensibilité sur

toutes les plateformes internationales, en particulier au sein de l'Organisation de la Coopération Islamique, et que nous apportions à nos frères et sœurs de Gaza le soutien dont ils ont besoin par des mesures concrètes.

Respectueux Participants,

À l'occasion de la 41^{ème} Réunion Ministérielle du COMCEC, nous avons été très heureux de vous accueillir à Istanbul, ville où se rencontrent les continents, les histoires et les cultures. Le thème de la Session d'Échange de Vues des Ministres du COMCEC 2026 a été défini comme suit : « Développement des Instruments de Financement du Commerce pour Accroître les Exportations dans les Pays Membres de l'OCI ».

Je souhaite que les travaux qui seront menés soient dès à présent source de bienfaits. Avant de terminer mon allocution, je tiens à remercier toutes les délégations des pays membres, ainsi que le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, les Institutions de l'OCI et les autres organisations internationales pour leurs précieuses contributions.

Je souhaite que nos discussions et les efforts déployés dans le cadre du COMCEC aboutissent aux meilleurs résultats possibles.

Je vous souhaite un bon retour dans vos pays, avec de beaux souvenirs et de belles amitiés, et je vous salue une fois encore avec respect.

Qu'Allah vous garde.

QUE LA PAIX, LA MISÉRICORDE ET LES BÉNÉDICTIONS D'ALLAH SOIENT SUR VOUS.

(ESSELAMU ALEYKUM VE RAHMETULLAHİ VE BEREKATUH)

ANNEXE

9

**RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR LA SESSION D'ECHANGE DE
VUES DE LA 41^{ÈME} SESSION DU COMCEC SUR
"DEVELOPPER/D'AMELIORER LES STRATEGIES D'EXPORTATION DANS
LES PAYS MEMBRES DE L'OCI".**

La 40^{ème} Session du COMCEC a convenu que le thème de la Session d'Échange de Vues de la 41^{ème} Session du COMCEC serait "*Le Développement/l'amélioration des Stratégies d'Exportation dans les Pays Membres de l'OCI*" et a demandé au Groupe de Travail sur le Commerce du COMCEC (GTC) de formuler des recommandations politiques concrètes sur ce sujet et d'en faire rapport à la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC. Conformément à cette demande, la 25^{ème} Réunion du GTC a présenté les défis et les recommandations politiques suivants sur le développement ou l'amélioration des stratégies d'exportation dans les Pays Membres de l'OCI :

A- DÉFIS

1. Forte dépendance envers les importations de biens stratégiques, ce qui augmente les risques de fluctuations des prix et des approvisionnements, parallèlement à l'instabilité liée à la volatilité des recettes d'exportation.
2. La volatilité des recettes d'exportation se répercute directement sur la variabilité de la croissance à travers de larges fluctuations qui perturbent la stabilité économique.
3. Le renforcement des mesures protectionnistes sur les marchés traditionnels, qui aggrave les chocs externes et les fluctuations
4. Les tensions géopolitiques, les défis environnementaux et les bouleversements technologiques exposant les faiblesses structurelles des modèles de croissance entraînés par les exportations.
5. Nécessité d'une coordination renforcée des parties prenantes et d'un partenariat public-privé plus solide pour assurer la durabilité et la compétitivité à long terme
6. Politiques d'infrastructure de qualité non harmonisées et absence de réglementations techniques parmi les Pays membres de l'OCI, limitant la capacité des PME et des MPME à satisfaire aux exigences internationales
7. Les variations des normes halal au niveau international créant des obstacles au commerce et à la confiance des consommateurs
8. Une connaissance limitée du commerce empêchant de nombreux pays, en particulier les pays en développement et émergents, de s'intégrer pleinement aux marchés mondiaux et réduisant leur capacité d'exportation
9. Contraintes budgétaires empêchant les PME et les MPME d'investir dans la formation liée au commerce, limitant ainsi leur capacité à participer aux chaînes de valeur mondiales
10. Investissements limités en R&D, collaboration faible entre le monde universitaire et l'industrie, et soutien financier insuffisant freinant l'innovation et le développement des hautes technologies des compagnies, limitant ainsi l'engagement des pays dans les secteurs de pointe
11. Une évolution rapide des technologies numériques créant un décalage des compétences, avec une pénurie de professionnels en IA, de la science des données, de la cybersécurité et de la blockchain

12. Les contraintes structurelles, y compris les exigences de certification ISO ou halal, limitent la crédibilité et l'intégration des PME et des MPME dans les marchés internationaux
13. Les ressources financières limitées restreignant les PME et les MPME dans l'établissement et le maintien de relations internationales
14. Faible culture numérique et infrastructures numériques insuffisantes freinant l'adoption des plateformes de commerce en ligne et des outils de facilitation du commerce numérique
15. Une infrastructure numérique inadéquate et des frais de licence élevés limitant la participation des PME et des MPME aux chaînes de valeur mondiales et à l'expansion des exportations
16. Conformité limitée aux nouvelles réglementations commerciales écologiques, qui ont révélé les vulnérabilités inhérentes à de nombreuses économies
17. Les réglementations liées au climat émergentes contraignant les compagnies à intégrer la durabilité dans leurs chaînes d'approvisionnement, augmentant les coûts, le fardeau de la conformité et les pressions concurrentielles
18. Les coûts élevés des infrastructures de numérisation font peser un fardeau disproportionné sur les PME et les MPME, réduisant leur compétitivité et limitant leur participation efficace au commerce international
19. Les coûts élevés des infrastructures de numérisation font peser un fardeau disproportionné sur les PME et les MPME, réduisant leur compétitivité et créant des inefficacités dans leur participation au commerce international
20. Les systèmes imprimés et fragmentés entraînant des retards, des frais généraux plus élevés et un risque accru d'erreurs et de fraudes, tandis que le manque de transparence et les préoccupations liées à la sécurité des données décourageant les PME et les MPME d'adopter des solutions numériques
21. Frais d'expédition élevés et accès limité à des lignes maritimes compétitives.

B- PROJET DE RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

Compte tenu des défis et des problèmes évoqués ci-dessus, la mise en place des recommandations politiques suivantes doit être organisée par les ministères nationaux du commerce et les agences de promotion des exportations, en coopération avec les chambres de commerce et les institutions pertinentes de l'OCI :

1. Encourager le développement/la mise en œuvre d'un cadre global de facilitation du commerce dans les Pays Membres de l'OCI afin de rationaliser les processus transfrontaliers, de réduire les coûts de transaction et de renforcer l'efficacité des opérations d'exportation et d'importation
2. Organiser des activités de planification stratégique régionale en collaboration avec des spécialistes en provenance des Pays Membres de l'OCI, tout en encourageant le transfert de connaissances techniques pratiques, par le biais du partage d'informations, de formations, d'ateliers, de programmes d'échange de personnel, le cas échéant.
3. Utilisation des services fournis par l'INMPI pour faciliter le commerce entre les Pays Membres de l'OCI
4. Faire usage des services de l'IFHAB pour la reconnaissance mutuelle des certificats halal en cherchant à développer et à mettre en œuvre des Arrangements de Reconnaissance Multilatérale (MRA) et des Arrangements Légaux Mutuels (MLA) entre les organismes nationaux d'accréditation halal des Pays Membres afin de faciliter et d'éliminer les barrières techniques.
5. Publier et partager des notes politiques, des bulletins d'information et des notes d'orientation avec les organismes d'accréditation des Ministères des Pays Membres de l'OCI et les Autorités de Certification Halal des Pays Membres, afin d'accélérer l'utilisation des services de l'IFHAB.
6. Augmenter la sensibilisation et renforcer les connaissances des exportateurs et des professionnels du marketing sur les tendances du marché international, les exigences de conformité et la gestion des risques, en particulier dans les Pays Membres de l'OCI les moins développés
7. Promouvoir l'utilisation du marketing numérique, des plateformes de commerce en ligne et des pratiques de marketing international réussies afin de renforcer la compétitivité des compagnies et de consolider les compétences de leur personnel en matière de commerce et de marketing.
8. Soutenir les campagnes de sensibilisation du public afin d'améliorer la visibilité des opportunités commerciales et des expériences réussies.
9. Encourager l'élaboration de politiques d'innovation ciblées, de programmes d'incitation à la R&D et la création de centres de transfert de technologie, de parcs scientifiques, d'incubateurs et de pôles d'innovation par le biais de partenariats public-privé, afin de soutenir les entrepreneurs innovants, les start-ups, les PME et les MPME
10. Développer/améliorer les mécanismes dédiés au soutien de l'internationalisation des PME et des MPME et fournir une assistance technique pour améliorer leur crédibilité sur les marchés étrangers

11. Promouvoir des programmes ciblés pour soutenir les firmes, en particulier dans les pays en développement, afin qu'elles se conforment aux normes commerciales liées à la durabilité.
12. Encourager les politiques commerciales qui favorisent un environnement propice aux affaires en simplifiant les normes, en alignant les exigences environnementales entre les régions des Pays Membres de l'OCI, et en réduisant les barrières non tarifaires liées au respect de la durabilité.
13. Promouvoir l'adoption du Système de Guichet Unique National (NSW) à travers un encouragement à l'adaptation de la législation et des réglementations qui fournissent une reconnaissance légale des documents électroniques, des signatures électroniques et des certificats numériques dans les transactions liées au commerce.
14. Développer/Améliorer des lois solides en matière de sécurité des données, de cybersécurité et de respect de la vie privée liées à l'utilisation du Système de Guichet Unique National (NSW), conformément aux lois nationales, en définissant les rôles et les responsabilités des administrations publiques et des utilisateurs privés
15. Encourager la mise en place d'une base juridique pour l'interopérabilité régionale qui permette la reconnaissance mutuelle des certificats d'origine électroniques, des documents sanitaires et phytosanitaires (SPS) et d'autres licences liées au commerce dans les transactions transfrontalières

RECOMMANDATIONS POLITIQUES DE LA 25^{ÈME} REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSPORTS ET LES COMMUNICATIONS DU COMCEC

Le Groupe de Travail sur les Transports et les Communications (GTTC) du COMCEC a tenu avec succès sa 25^{ème} Réunion sur le thème « Améliorer et Maintenir l'Accessibilité Rurale dans les Pays Membres de l'OCI ». Lors de la Session de Débat Politique intitulée « Formulation de Recommandations Politiques pour la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC sur le Renforcement et le Maintien de l'Accessibilité Rurale dans les Pays Membres de l'OCI », le 18 Septembre 2025, le GTTC (Groupe de Travail sur les Transports et les Communications) a délibéré sur les recommandations politiques relatives au renforcement et au maintien de l'accessibilité rurale. Les recommandations politiques ont été formulées en prenant en considération le guide politique avec le même thème de la réunion susmentionnée. Les recommandations politiques sont les suivantes :

Recommandation politique I: Développer une stratégie nationale à long terme institutionnalisant la coordination intersectorielle et la gouvernance à plusieurs niveaux pour les investissements dans les transports afin d'accroître l'accessibilité des zones rurales dans une perspective de développement socio-économique.

Recommandation politique II: Intégrer les objectifs de connectivité rurale (c'est-à-dire les voies d'accès praticables par tous les temps, l'accès au marché, la couverture des transports publics) dans les politiques nationales de transport et les plans sectoriels en assurant un développement équilibré des infrastructures, un engagement de haut niveau et en encourageant le soutien intersectoriel.

Recommandation politique III: Utiliser des outils de cartographie et de soutien décisionnel guidés par les données pour identifier les besoins et les lacunes dans le cadre d'une planification de l'accessibilité rurale fondée sur des données probantes, afin de prioriser les investissements sur la base d'une analyse de l'impact socio-économique.

Recommandation politique IV: Introduire des mécanismes de financement spécifiques et des modèles de partage des coûts en s'appuyant sur des mécanismes alternatifs tels que les partenariats public-privé ou les contributions communautaires pour améliorer l'accessibilité des zones rurales.

Recommandation politique V: Promouvoir un suivi et une maintenance opérationnels durables en introduisant des canaux de retour d'information efficaces basés sur l'inclusion sociale et les mesures de prestation de services, parallèlement au suivi de l'infrastructure pour soutenir le développement rural continu.

PROJET DE RECOMMANDATIONS
POLITIQUES A DISCUTER PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LE
TOURISME DU COMCEC, LORS DE SA 25EME REUNION

(15-16 SEPTEMBRE 2025)

« L'AMELIORATION DE LA QUALITE ET DE LA DURABILITE DU
TOURISME PATRIMONIAL DANS LES PAYS DE L'OCI »

Une session de modération aura lieu pendant la Réunion du Groupe de Travail sous le titre « Formulation de Recommandations Politiques pour la 41ème Session Ministérielle du COMCEC » sur « L'amélioration de la Qualité et de la Durabilité du Tourisme Patrimonial dans les Pays de l'OCI » du 1er au 4 Novembre 2025. Ce document a été préparé pour enrichir les discussions sur l'amélioration de la qualité et de la durabilité du tourisme patrimonial au sein de l'OCI afin d'aboutir à des recommandations politiques concrètes pour le rapprochement des politiques entre les Pays Membres. Il a été rédigé conformément aux principales conclusions du rapport de recherche élaboré pour cette réunion.

Les recommandations de politique sont les suivantes :

Recommandation politique 1. Renforcer la protection juridique, la gouvernance et l'état de préparation aux risques en établissant et en mettant à jour les inventaires du patrimoine matériel et immatériel, la législation, les systèmes de suivi et les protocoles de gestion des risques et des crises.

Raisonnement : Le tourisme patrimonial durable nécessite une base juridique et institutionnelle solide. Il est important de disposer d'une législation complète en matière de conservation et de sauvegarde du patrimoine qui couvre à la fois les actifs corporels et incorporels, qui s'aligne sur les normes internationales et qui lutte contre la contrebande et le commerce illicite. Les objets patrimoniaux introduits en contrebande devraient être suivis à travers divers canaux formels et informels et ramenés là où ils appartiennent. Cette approche implique également l'identification et la mise à jour régulière des inventaires nationaux, avec des systèmes permettant de surveiller et d'évaluer périodiquement leur état.

Les conseils locaux du patrimoine peuvent jouer un rôle important dans la coordination entre les ministères et les autorités locales, tout en garantissant la consultation de la communauté afin que les résidents puissent avoir une voix significative dans la prise de décision. Des programmes d'inspection et d'entretien standardisés, soutenus par des budgets dédiés, peuvent contribuer à protéger le patrimoine contre la négligence et la dégradation. L'intégration de protocoles de gestion des risques et des crises dans les cadres patrimoniaux peut renforcer la résilience face au changement climatique, aux tremblements de terre, aux inondations et à d'autres dangers potentiels. Une plateforme numérique à l'échelle de l'OCI visant à faciliter le transfert de connaissances, à enregistrer, gérer et mettre en valeur à la fois le patrimoine matériel et immatériel est également suggérée.

Recommandation politique 2. Assurer un financement durable pour la conservation et la sauvegarde par le biais de fonds, d'allocations fiscales, de partenariats et de mécanismes transparents.

Raisonnement: Considérant la vaste quantité et la grande diversité des biens patrimoniaux au sein de l'OCI, ainsi que les défis liés à la protection de ces biens et ressources, il est important de donner la priorité à leur sauvegarde et à leur conservation avant de poursuivre l'expansion du tourisme. Il est essentiel d'allouer des budgets pour la stabilisation, la rénovation et la gestion préventive, en s'appuyant sur des inventaires et un suivi actualisé. Une fois les bases de la préservation sécurisées, des mécanismes de financement durables peuvent être introduits. En créant des fonds dédiés à la conservation et à la sauvegarde du patrimoine, alimentés par les taxes touristiques, les allocations fiscales, les parrainages privés, les incitations fiscales et les subventions internationales, on peut obtenir une base de ressources plus stable. Au-delà du seul recours aux budgets de l'état, les partenariats public-privé peuvent également être encouragés pour soutenir les projets de restauration et de réutilisation adaptative. Une approche transparente du partage des revenus peut aider à assurer que les fonds sont réinvestis directement dans la conservation, la sauvegarde et le développement communautaire, prévenant ainsi les fuites économiques et construisant une durabilité à long terme.

Recommandation politique 3: Diversifier les produits touristiques du patrimoine, y compris les nouveaux éléments du patrimoine dans les destinations émergentes, et gérer la demande des visiteurs en fonction des capacités d'accueil de chaque destination touristique.

Raisonnement: Divers biens patrimoniaux de l'OCI attirent déjà des millions de visiteurs, et ce tourisme excessif sur des sites iconiques a entraîné une congestion, une dégradation et une baisse de la satisfaction des visiteurs. Les capacités d'accueil, les restrictions de zonage et les systèmes de réservation, soutenus par des technologies numériques de surveillance et de billetterie, visant à équilibrer les flux de visiteurs, pourraient aider à relever ces défis. Dans le même temps, la demande peut être répartie plus uniformément à travers la diversification des offres patrimoniales. Cela inclut le développement de nouveaux sites patrimoniaux tels que de nouvelles fouilles, des circuits patrimoniaux thématiques tels que des circuits religieux, des circuits gastronomiques et des villages artisanaux, ainsi que des corridors patrimoniaux régionaux. La diversification peut mettre en valeur le patrimoine immatériel – festivals, traditions orales, arts du spectacle, la nourriture locale et les pratiques culinaires locales – en veillant à ce que le tourisme patrimonial ne se limite pas seulement à la conservation des monuments, mais préserve également les traditions vivantes des sociétés de l'OCI.

Recommandation politique 4. Promouvoir, donner une image de marque et améliorer l'expérience des visiteurs grâce à des communications commerciales, des récits, des améliorations de l'infrastructure et des technologies intelligentes.

Raisonnement: Une stratégie de marque efficace est essentielle pour être compétitif sur les marchés touristiques mondiaux. Les campagnes narratives qui mettent en avant l'identité culturelle et l'authenticité, en promouvant à la fois les monuments et les traditions vivantes, pourraient jouer un rôle déterminant à ce sujet. Les stratégies de marketing peuvent être adaptées à divers segments

de niche tels que le tourisme culturel, religieux, culinaire et éducatif à travers les canaux numériques et les médias traditionnels. L'expérience des visiteurs peut être améliorée grâce à des installations, une signalisation, des aires de repos et des liaisons de transport fiables, avec des services inclusifs. La technologie pourrait jouer un rôle central, notamment grâce à la surveillance basée sur l'IA, l'interprétation immersive en réalité virtuelle/réalité artificielle, les musées en ligne, les plateformes de billetterie numérique, les applications et les cartes qui améliorent à la fois l'engagement et la gestion des visiteurs. Combiner l'image de marque et l'expérience des visiteurs assure que les destinations de l'OCI offrent des expériences authentiques et de haute qualité. Divers classements internationaux (par exemple, Patrimoine Matériel/Immatériel de L'UNESCO, Villes créatives, CittaSlow, Étoiles Michelin, etc.) peuvent également être encouragés non seulement pour conserver et sauvegarder ces sites et ressources, mais aussi pour leur donner une image de marque et les positionner sur le marché.

Recommandation politique 5. Renforcer l'autonomie des communautés par la sensibilisation, la participation, l'incitation à l'emploi local et le développement de mécanismes de partage des bénéfices.

Raisonnement: Les ressources patrimoniales sont souvent des biens communs, et leur conservation, leur sauvegarde et leur surveillance sont plus efficaces lorsque les communautés locales y participent activement. Il est également important d'institutionnaliser la consultation et la participation de la communauté dans la planification touristique, en veillant à ce que les résidents soient impliqués dans le processus décisionnel. Les opportunités d'embauche et les programmes d'emploi locaux peuvent aider à apporter des bénéfices économiques directs aux communautés, tandis que des approches transparentes de partage des bénéfices peuvent garantir que les recettes provenant de la billetterie et des concessions sont réinvesties dans des projets communautaires et des petites entreprises. La mise en place de programmes de sensibilisation et de renforcement des capacités, d'événements et de festivals peut renforcer davantage l'appropriation locale du patrimoine, tandis que l'engagement des jeunes à travers l'entrepreneuriat, les industries créatives, le volontariat et la formation peut assurer la continuité intergénérationnelle, en particulier en ce qui concerne le patrimoine culturel immatériel. L'intégration des communautés à chaque étape du tourisme patrimonial renforce les moyens de subsistance et préserve l'identité culturelle.

Moyens disponibles pour Réaliser les Recommandations Politiques :

Groupe de Travail sur le Tourisme du COMCEC: Lors de ses réunions ultérieures, le groupe de travail pourrait travailler de manière plus détaillée sur les domaines d'action susmentionnés. Le groupe de travail peut travailler sur une hiérarchisation et un séquençage des domaines politiques.

Financement des Projets du COMCEC: Dans le cadre du Financement des Projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Avec le Financement des Projets du COMCEC, les pays membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets à financer par le du COMCEC. Pour les domaines politiques mentionnés ci-dessus, les pays membres peuvent utiliser le financement des projets du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut soutenir le financement les projets retenus. Ces projets peuvent inclure des programmes de formation, des visites d'étude, des ateliers,

l'organisation de séminaires, le partage d'expériences pairs à pairs, des évaluations des besoins et la production de matériel/documents promotionnels.

PROJET DE RECOMMANDATIONS
POLITIQUES A DISCUTER PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR
L'AGRICULTURE DU COMCEC, LORS DE SA 25EME REUNION

(SEPTEMBRE 22-23, 2025)

**« RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES AGRICULTEURS FAMILIAUX
ET DES PRODUCTEURS A PETITE ÉCHELLE DANS LE SECTEUR DE
L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION DANS LES PAYS MEMBRES DE
L'OCI »**

Une session de modération aura lieu pendant la Réunion du Groupe de Travail sous le titre « Formulation de Recommandations Politiques pour la 41^{ème} Session Ministérielle du COMCEC » sur « Renforcement de la Résilience des Agriculteurs Familiaux et des Producteurs à Petite Échelle dans le Secteur de l'Agriculture et de l'Alimentation dans les Pays Membres de l'OCI » du 23 Septembre 2025. Ce document a été préparé pour enrichir les discussions au cours de ladite session afin d'aboutir à des recommandations politiques concrètes pour le rapprochement des politiques entre les Pays Membres. Il a été rédigé conformément aux principales conclusions du rapport de recherche élaboré pour cette réunion.

Les recommandations de politique sont les suivantes :

Recommandation politique 1 : Développer des programmes de soutien financier solides pour les agriculteurs familiaux et les producteurs à petite échelle en coopération avec les coopératives locales et les institutions de microfinance afin de promouvoir la propriété d'actifs productifs tels que des équipements modernes, des machineries, des installations de stockage et également l'accès aux intrants.

Raisonnement : Les agriculteurs familiaux et les petits producteurs rencontrent souvent des obstacles à l'acquisition de biens productifs essentiels pour améliorer l'efficacité, la résilience et la compétitivité de leurs exploitations agricoles. La possession d'actifs leur permet non seulement de faire face aux chocs négatifs de production, mais renforce également leur capacité à accéder au financement, à adopter de nouvelles technologies et à participer plus efficacement aux marchés. En mettant en place des programmes de soutien financier visant spécifiquement l'acquisition de biens productifs, les gouvernements peuvent réduire les obstacles à l'entrée et garantir la durabilité à long terme des petites exploitations agricoles. Le partenariat avec les coopératives locales et les institutions de microfinance renforce en outre la portée et l'inclusion, garantissant que les ressources financières, les connaissances techniques et le pouvoir de négociation collective soient accessibles même aux agriculteurs les plus vulnérables. Cette approche intégrée améliore à la fois la productivité agricole et les moyens de subsistance ruraux, tout en renforçant la résilience de l'ensemble du secteur agricole.

Recommandation politique 2 : Renforcer l'accès des agriculteurs familiaux et des petits producteurs aux terres cultivables et aux équipements agricoles en mettant en place des mécanismes de location à long terme et de partage des coûts appuyés par l'État.

Raisonnement : Améliorer l'accès des agriculteurs aux terres arables constitue une voie essentielle pour renforcer leur résilience et leur viabilité à long terme. L'amélioration de l'accès aux terres offre aux petits producteurs l'opportunité de tirer parti des économies d'échelle, de diminuer leurs coûts fixes moyens et d'augmenter la rentabilité de leurs exploitations. Les exploitations agricoles plus grandes et plus consolidées sont également mieux placées pour adopter des technologies modernes, qui nécessitent souvent des investissements initiaux importants, et pour obtenir des financements en utilisant la terre comme garantie. Pour ce faire, les mécanismes de location à long terme et de partage des coûts soutenus par le gouvernement peuvent offrir sécurité et accessibilité aux petits exploitants, tandis que les dispositifs institutionnels peuvent appuyer la consolidation des parcelles fragmentées afin d'améliorer l'efficacité. Parallèlement, des mesures réglementaires strictes sont essentielles pour garantir que l'expansion des terres ne provoque pas de déforestation ni de dégradation environnementale. En équilibrant croissance et durabilité, les gouvernements peuvent promouvoir un développement agricole inclusif et résilient.

Recommandation politique 3 : Développer des systèmes de production alternatifs et innovants, résistants au climat, qui réduisent la dépendance aux intrants importés, grâce à des incitations financières efficaces, des services de vulgarisation et des partenariats de recherche et de vulgarisation.

Raisonnement : Une dépendance excessive aux engrais importés expose les agriculteurs à des vulnérabilités économiques liées à la volatilité des prix et aux perturbations de l'approvisionnement, tout en contribuant à la dégradation de l'environnement. La promotion de systèmes de production alternatifs, tels que l'agriculture biologique et l'utilisation accrue de fumier local, peut réduire la dépendance aux intrants externes, favoriser des pratiques agricoles plus durables et accroître la rentabilité—. Il est nécessaire de fournir un soutien financier ciblé ainsi que des services de conseil agricole pour accompagner les agriculteurs dans la transition, en particulier pour compenser les baisses de rendement initiales et les frais de certification. Sur le long terme, l'agriculture biologique contribue non seulement à la résilience environnementale, mais permet également aux agriculteurs d'accéder à des marchés spécialisés offrant des prix élevés, ce qui augmente la rentabilité et les revenus ruraux. La mise en place d'unités locales de production d'intrants et le renforcement des partenariats recherche–vulgarisation peuvent soutenir davantage l'innovation et l'adoption à grande échelle.

Recommandation politique 4 : Renforcer la résistance des agriculteurs en favorisant les opportunités de revenus non agricoles pour les agriculteurs familiaux et les producteurs à petite échelle.

Raisonnement : La diversification des sources de revenus des agriculteurs est essentielle pour renforcer la résilience face aux chocs agricoles et assurer la durabilité à long terme des zones rurales. Les opportunités de revenus hors exploitation réduisent la dépendance des agriculteurs aux revenus agricoles volatils, leur permettant de mieux gérer les risques, financer les opérations agricoles et accéder au crédit. Les études montrent que les ménages percevant des revenus hors exploitation ont davantage de chances d'adopter de nouvelles technologies et d'accroître leur productivité globale. Les gouvernements peuvent jouer un rôle clé en intégrant l'entrepreneuriat rural dans les politiques agricoles, en incitant les investissements du secteur privé dans les

industries rurales, et en soutenant les coopératives et associations de producteurs pour établir des unités locales de transformation et de services.

Recommandation politique 5 : Développer des systèmes de vulgarisation efficaces en institutionnalisant des liens directs entre les universités, les institutions gouvernementales, les entités privées et les agriculteurs.

Raisonnement : L'accès à une information en temps opportun, à un appui pour la résolution des problèmes, ainsi qu'à des pratiques innovantes et des techniques modernes est essentiel pour renforcer la résilience des agriculteurs face aux chocs économiques et environnementaux négatifs. Des systèmes efficaces de vulgarisation agricole contribuent à améliorer les compétences techniques des agriculteurs et à promouvoir les changements comportementaux nécessaires pour assurer leur résilience à long terme. Le monde académique, fort de son expertise en recherche et de sa crédibilité, peut jouer un rôle essentiel dans la vulgarisation en reliant directement la création de connaissances à leur application sur le terrain. L'appui du gouvernement est déterminant pour ancrer ces relations dans des cadres institutionnels durables, grâce au financement, à la répartition des responsabilités par zones et à la mise en place de mécanismes de vulgarisation structurés. Les démonstrations sur le terrain, les plateformes numériques de conseil et les canaux continus de transfert de connaissances garantissent que les agriculteurs familiaux et les petits producteurs puissent adopter de nouvelles technologies, améliorer leur productivité et renforcer la durabilité environnementale.

Recommandation politique 6 : Renforcer le capital social des agriculteurs en soutenant les coopératives et les associations de producteurs, en intégrant des mécanismes communautaires de partage des risques et en offrant des incitations financières et éducatives pour promouvoir la collaboration et le soutien mutuel.

Raisonnement : Le capital social, incarné par les réseaux, les coopératives et les associations de producteurs, permet aux agriculteurs de bénéficier d'un appui mutuel, de mutualiser leurs ressources et de partager leurs savoirs et expériences, ce qui accroît leur résilience aux chocs économiques, environnementaux et sociaux.

Les communautés disposant d'un capital social plus élevé bénéficient également d'un meilleur accès au financement, d'une adoption plus rapide des nouvelles technologies et d'une gestion plus durable des ressources. Les gouvernements peuvent renforcer ces réseaux en mettant en place des programmes éducatifs ciblés, des incitations financières et un appui aux initiatives coopératives, permettant ainsi aux agriculteurs de collaborer dans la gestion des terres, l'utilisation des ressources et l'échange de connaissances. Ces interventions contribuent à renforcer la cohésion sociale, à atténuer la vulnérabilité et à promouvoir un développement rural durable et de long terme.

Recommandation politique 7 : Promouvoir l'agriculture contractuelle afin d'améliorer la productivité des agriculteurs à petite échelle et l'accès au marché grâce à l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement agricole.

Raisonnement : L'un des principaux défis auxquels sont confrontés les producteurs agricoles dans les pays en développement, y compris les États Membres de l'OCI, réside dans la difficulté d'accéder à des intrants appropriés, de commercialiser leurs produits et d'obtenir des prix équitables. Les pertes post-récolte, la faible qualité des produits et l'accès limité aux marchés affectent également, directement et indirectement, la résilience des producteurs. Pour surmonter ces défis, il est nécessaire d'améliorer la chaîne d'approvisionnement, notamment en développant l'agriculture contractuelle. La mise en place de contrats agricoles permet aux petits producteurs d'obtenir des intrants de haute qualité, de vendre leurs produits à des prix avantageux, de se conformer aux standards internationaux et d'accroître leur résilience.

Groupe de Travail sur l'Agriculture du COMCEC : Lors de ses réunions ultérieures, le groupe de travail pourrait travailler de manière plus détaillée sur les domaines d'action susmentionnés. Le Groupe de Travail peut également se pencher sur la priorisation et le séquençage des domaines politiques.

Financement des Projets du COMCEC : Dans le cadre du Financement des Projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à projets chaque année. Avec le Financement des Projets du COMCEC, les pays membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets à financer par le COMCEC. Pour les domaines politiques mentionnés ci-dessus, les pays membres peuvent utiliser le financement des projets du COMCEC et le Bureau de Coordination du COMCEC peut soutenir le financement des projets retenus. Ces projets peuvent inclure des programmes de formation, des visites d'étude, des ateliers, l'organisation de séminaires, le partage d'expériences pairs à pairs, des évaluations des besoins et la production de matériel/documents promotionnels.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES DE LA
25^{ème} REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ALLÈGEMENT DE LA
PAUVRETÉ

Recommandation politique 1: Adopter des Stratégies de Logement Intégrées et à l'épreuve du temps, y compris le Logement Social, en relevant les défis de l'urbanisation, les changements démographiques, les risques climatiques, et les fluctuations des prix du logement

Recommandation politique 2: Consolider la Résilience des Logements grâce à la rénovation du stock existant et à la promotion de technologies de Construction Innovantes, telles que la construction modulaire, préfabriquée et adaptée aux conditions climatiques, tout en intensifiant les programmes de R&D sur le logement social.

Recommandation politique 3: Mettre en place des Réglementations de Logement Flexibles et Basées sur les Données, favorables aux populations pauvres, telles que le contrôle des loyers, le zonage foncier et les ratios prêt/valeur, pour renforcer la crédibilité, la justice et l'efficacité des systèmes de logement

Recommandation politique 4: Intégrer les Dimensions Sociales et la Gouvernance Inclusive afin de refléter les traditions culturelles, les structures familiales et les réseaux communautaires dans les Programmes de Logement

Recommandation politique 5: Élargir les Options de Logement Locatif Abordable et Mobiliser les Logements Vacants, notamment par des allègements fiscaux, des garanties locatives ou des pénalités ciblées en cas de vacance prolongée

Recommandation politique 6: Renforcer l'Accès au Logement des Plus Pauvres à Travers des Programmes Publics Ciblés, soutenus par le secteur privé et des ONG, associant subventions spécifiques, des développements subventionnés de manière croisée et initiatives publiques directes.

Recommandation politique 7: Diversification du Financement du Logement par le recours aux Instruments de Financement Islamiques, tels que la Murabaha, l'Ijarah, les Sukuk et les approches collectives.

Recommandation politique 8: Établir des Écosystèmes d'Investissement Immobilier Stables et Inclusifs grâce à des instruments tels que les Sociétés d'Investissement Immobilier Cotée (SIICs), les Fonds d'Investissement Immobilier (FIIs) et les obligations adossées à des sukuk, reliées aux fonds de pension et d'épargne

**PROJET DE RECOMMANDATIONS POLITIQUES DE LA
24^{ÈME} RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA
COOPÉRATION FINANCIÈRE DU COMCEC**

Les recommandations politiques contenues dans ce document ont été soigneusement discutées et formulées lors de la séance de débat politique de la 24^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière, le 18 septembre 2025.

Recommandation politique 1: Renforcer les cadres juridiques et réglementaires pour permettre l'intégration effective dans les systèmes financiers nationaux d'instruments financiers islamiques verts, liés au climat et à la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC)

Raisonnement: Le manque de réglementations harmonisées et transparentes peut entraver l'intégration effective de la finance Islamique verte et liée au climat dans les systèmes financiers nationaux. Afin de répondre à ce problème, les cadres réglementaires et de supervision pourraient être renforcés à travers l'introduction de dispositions spécifiques pour des instruments tels que les sukuk verts, alignés sur les normes internationales en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), ainsi que permettre la mise en œuvre d'instruments financiers Islamiques dans le cadre de leur logique institutionnelle, afin d'éviter leur impact sur la dégradation de l'environnement. Dans le cadre de l'extension des lignes de financement, au cours du processus d'évaluation des projets, les projets éligibles pourraient être définis plus clairement, les exigences en matière de rapports pourraient être normalisées et la vérification par des tiers pourrait être encouragée. De plus, l'intégration des sukuk verts et des produits similaires dans les stratégies nationales de financement peut contribuer à intégrer les considérations climatiques dans la planification financière et à renforcer la résilience et la crédibilité.

Recommandation politique 2: Promouvoir la diversification et le développement du marché des instruments financiers verts conformes à la Charia en simplifiant les processus d'émission, en encourageant l'innovation (par exemple, les sukuk liés à la résistance, les contrats conformes à l'ESG [Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance]), et en introduisant des incitations réglementaires pour attirer les investissements.

Raisonnement: La disponibilité limitée de produits financiers verts conformes à la Charia peut entraver la capacité de la finance Islamique à mobiliser des ressources pour l'action climatique et la Réduction des Risques de Catastrophes (DRR). Encourager la diversification des produits et l'innovation axée sur le marché peut être réalisé en simplifiant les procédures d'émission des sukuk, en créant des projets en réserve éligibles et augmentant la sensibilisation parmi les participants du marché. La considération de structures innovantes, telles que les sukuk liés à la résilience, les contrats de financement islamique innovants conformes aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), les produits d'émission de carbone conformes à la Charia et le financement mixte, pourrait également attirer les investissements. De plus, les incitations fiscales et réglementaires, y compris les allègements fiscaux temporaires ou le traitement préférentiel accordé aux actifs verts, peuvent promouvoir davantage le développement et l'adoption de produits financiers Islamiques axés sur le climat.

Recommandation politique 3: Développer/améliorer les incitations fiscales et macroprudentielles, encourager les partenariats public-privé et tirer parti des instruments financiers Islamiques en vue d'accroître les investissements qui s'alignent sur le climat et la RRD (Réduction du Risque de Désastre)

Raisonnement: L'absence de mécanismes d'incitation efficaces et la collaboration intersectorielle limitée peuvent réduire l'évolutivité des investissements alignés sur le climat. Ces problèmes pourraient être atténués au moyen d'incitations fiscales et macroprudentielles, telles que des bénéfices fiscaux temporaires et des garanties de crédit, ainsi que d'incitations microprudentielles visant à encourager le développement de produits écologiques. La mise en place de plateformes de co-investissement et la promotion de partenariats public-privé peuvent aider à réduire les risques liés aux projets et faciliter le partage des connaissances. À cet égard, une action coordonnée impliquant les pouvoirs publics, les institutions financières Islamiques et les participants du secteur privé pourrait contribuer à générer des projets en réserve solides et à accroître les flux d'investissement. Les instruments financiers Islamiques tels que les sukuk verts, le takaful, le re-takaful et les outils financiers sociaux Islamiques devraient être incorporés dans l'agenda financier national afin d'augmenter les investissements alignés sur le climat et la DRR (Réduction des Risques de Catastrophes) pour exploiter la finance Islamique pour un développement durable.

Recommandation politique 4: Renforcer la finance Islamique verte en développant les marchés secondaires des sukuk, en améliorant la transparence et en tirant parti de la fintech et de la blockchain pour améliorer la traçabilité et la mesure de l'impact

Raisonnement: Une infrastructure de marché faible et une transparence limitée peuvent entraver la croissance et la crédibilité des instruments financiers Islamiques verts. Pour relever ces défis, des marchés secondaires pour les sukuk verts pourraient être développés à travers des plateformes commerciales, des teneurs de marché et des obligations d'information afin d'améliorer la liquidité et l'accès des investisseurs. Des mécanismes de reporting standardisés et de certification indépendante pourraient également être mis en place afin de renforcer la responsabilité. De plus, exploiter des solutions technologiques telles que la Fintech, la Regtech et la blockchain pourrait rationaliser l'émission des produits, renforcer la traçabilité et permettre une mesure plus précise des impacts environnementaux et sociaux. Pour développer un tel espace d'opportunités, les instruments financiers Islamiques devraient pouvoir être autorisés à fonctionner dans le respect de leurs conditions morales intrinsèques afin d'obtenir des résultats axés sur les critères ESG, plutôt que d'être traités comme n'importe quel autre instrument financier.

Recommandation politique 5: Garantir la disponibilité de données normalisées adéquates et élaborer des cadres permettant une évaluation efficace des risques, l'élaboration de politiques et la réduction des risques de désastre

Raisonnement: Des données fiables et complètes sont essentielles pour évaluer les risques liés au climat, incluant les catastrophes naturelles, et élaborer des politiques efficaces. Les régulateurs nationaux ont besoin de se concentrer sur les cadres de gouvernance des données qui facilitent la collecte systématique des données et la création de référentiels de données climatiques.

Ces cadres doivent se conformer aux normes internationales et inclure des aspects clés tels que les facteurs de risque, les expositions institutionnelles, les mesures d'atténuation et les indicateurs pertinents pour les politiques, qui sont tous cruciaux pour l'évaluation des risques climatiques, la DRR et la prise de décisions éclairées.

Recommandation politique 6: Tirer parti de la finance sociale Islamique, y compris le waqf et la zakat, et de l'innovation numérique pour soutenir l'action climatique et la résistance aux désastres.

Raisonnement: Les institutions et instruments financiers sociaux Islamiques, tels que le waqf et la zakat, recèlent un potentiel considérable encore inexploité pour soutenir les efforts d'atténuation et de résilience climatiques. Ils peuvent être adaptés pour répondre aux différentes étapes du cycle climatique, telles que la reconstruction après une catastrophe, et promouvoir le développement à travers divers secteurs, incluant les services sociaux, l'éducation, la santé, l'assainissement, les activités économiques et les infrastructures durables. L'incorporation de la numérisation et d'approches innovantes peut stimuler leur portée et leur impact, aussi longtemps que ces mécanismes sont soutenus par une gouvernance solide et des opérations transparentes. En intégrant les valeurs fondées sur la charia dans le financement, la finance islamique peut se positionner comme une véritable alternative qui contribue au développement durable et résilient au changement climatique grâce à sa nature intrinsèque et inhérente de développement durable. La finance Islamique devrait donc avoir l'opportunité de se réaligner progressivement sur ses principes d'économie morale et politique, qui privilégient la justice, l'équilibre (mizan) et la gérance, conduisant à un paradigme de complémentarité et d'unité (tawhid), mettant ainsi en œuvre la nature intrinsèquement durable du développement de la finance Islamique. Cela peut impliquer l'élaboration de réglementations et de normes adaptées à la finance Islamique en les inscrivant dans le cadre des maqasid al-Shari'ah (les objectifs de la Charia) qui empêchent la financiarisation et mettent l'accent sur la responsabilité sociale et environnementale à long terme.

Moyens disponibles pour Réaliser les Recommandations Politiques:

Le Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière Lors de ses réunions ultérieures, le groupe de travail pourrait travailler de manière plus détaillée sur les domaines d'action susmentionnés.

Les Forums du COMCEC : Les recommandations politiques adoptées peuvent être approfondies lors des Réunions du Forum du COMCEC et de ses Groupes de Travail.

Financement des Projets du COMCEC: Dans le cadre des Programmes de Soutien des Projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à propositions de projets annuel. À travers ces programmes, les Pays Membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale qui seront financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Pour mettre en œuvre les recommandations politiques mentionnées ci-dessus, les Pays Membres peuvent recourir au dispositif des Programmes de Soutien aux Projets du COMCEC. Ces projets peuvent comprendre l'organisation de séminaires, de formations, de visites d'étude, d'échanges d'experts, d'ateliers et la préparation d'études analytiques, d'évaluations des besoins et de supports ou documents de formation.

ANNEXE

10

Original : Anglais

**LISTE DES DOCUMENTS DE BASE CONSIDÉRÉS ET/OU
PRÉSENTÉ À LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION DU COMCEC
(Istanbul, 1-4 novembre 2025)**

1.	Le Rapport d'Avancement Annuel 2025 du COMCEC
2.	Faire fonctionner la coopération: Stratégie du COMCEC pour la construction d'un Monde Islamique Interdépendant
3.	Rapport du Secrétariat Général de l'OCI
4.	Perspectives économiques de l'OCI 2025 : Les Voies vers la Stabilité Face aux Impacts Tarifaires
5.	Mémoire sur la Coopération Commerciale / SPC-OCI
6.	Actes de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce du COMCEC
7.	Recommandations Politiques de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur le Commerce du COMCEC
8.	Résumé exécutif - Rapport annuel sur le commerce intra-OCI
9.	Rapport sur les foires et expositions de l'OCI.....
10.	Rapport sur les questions relatives aux activités de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
11.	Rapport D'Avancement de la SIFC sur l'amélioration du Commerce intra-OCI
12.	Rapport sur le Programme d'Assistance Technique (TAP) de la BID pour l'intégration Régionale et Mondiale dans le Commerce
13.	Bref de Performance de la SIACE - 2024
14.	Rapport d'avancement de l'SID
15.	Rapport d'activité sur le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID)
16.	Business Intelligence Center Program (Renseignement des Affaires/Centre Informatique Décisionnelle) de l'OCI
17.	Rapport d'activités de l'INMPI
18.	Rapport sur les activités de l'CICD
19.	Note sur la Coopération Financière
20.	Actes de la 24 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière du COMCEC
21.	Recommandations politiques de la 24 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière du COMCEC
22.	Mémoire sur les Transports et les Communications
23.	Actes de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur les Transports et les Communications du COMCEC
24.	Recommandations Politiques issues de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur les Transports et les Communications du COMCEC
25.	Note sur le Tourisme
26.	Actes de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur le Tourisme du COMCEC
27.	Recommandations de politique générale de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur le Tourisme
28.	Note sur la Coopération Agricole
29.	Actes de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture du COMCEC
30.	Rapport de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA)
31.	Note sur la Allègement de la Pauvreté
32.	Actes de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur l'Allègement de la Pauvreté
33.	Recommandations Politiques de la 25 ^{ème} Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur la l'Allègement de la Pauvreté

34.	Vers la Réalisation des Objectifs Prioritaires de Développement Durable dans les Pays de l'OCI 2025 - Rapport d'avancement
35.	Feuille de Route Stratégique de l'OCI-EFTP
36.	Liste des Activités des Institutions de l'OCI sur la mise en œuvre des SGD
37.	Recommandations de politique générale pour la Session d'Échange de Vues

Les rapports sont disponibles sur le site internet du COMCEC. (www.comcec.org)
